

L'Ancêtre

Revue de la Société de généalogie de Québec http://www.sgq.qc.ca

1974-2004 (STA) 1974-2004 (STA) 1974-2004 (STA)



Des nordiques et des sudistes chez les Genest La terre de Nicolas Audet dit Lapointe Notes sur les premiers généalogistes



SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE QUÉBEC

Adresse postale : C. P. 9066, Cité universitaire, Sainte-Foy (Québec) G1V 4A8

Téléphone : (418) 651-9127; Télécopieur :(418) 651-2643 Courriel : sgq@total.net; Site Internet : http://www.sgq.qc.ca

SOMMAIRE

ARTICLES DE FOND	ÉTUDES
Les deux principales souches des familles Genest : les nordiques et les sudistes109 Marcel A. Genest (0567)	Qu'est devenu l'Acadien Félix Boudreau? 114 Denis Racine (0144)
Les Petit en France et en Nouvelle-France, deuxième partie	Notes sur les premiers généalogistes québécois
La terre concédée à l'ancêtre Nicolas Audet dit Lapointe à Saint-Michel-de-Bellechasse 135 Guy Saint-Hilaire (0064)	CONFÉRENCES
AUTRES	Des modes alimentaires en Nouvelle-France . 103 Bernard Audet
Marie Fitzbach, ses deux familles	La généalogie par Internet, un nouveau KLONDYKE?115 Denis Beauregard
CHRONIQUES	
Entretien 95	À livres ouverts157
Nouvelles du Conseil d'administration99	Service d'entraide161
À propos de147	Regard sur les revues 167
Le généalogiste juriste151	Échos de la bibliothèque175
Les Archives vous parlent de155	Publications179
Page couverture : Le Morrin College en 1902. Situé sur la rue : Cet édifice servit de prison à partir de 1902 Auteur : Fred C. Würtele, 22 mai 1902.	Saint-Stanislas, à Québec — aujourd'hui la Chaussée des Écossais. et ce, pendant un demi-siècle.

La SGQ est une société sans but lucratif fondée le 27 octobre 1961. Elle favorise l'entraide des membres, la recherche en généalogie et en histoire des ancêtres ou des familles, la diffusion de connaissances généalogiques par des conférences et la publication de travaux de recherche. La Société est membre de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie et de la Fédération canadienne des sociétés de généalogie et d'histoire de famille. La Société est aussi un organisme de charité enregistré.

Archives nationales du Québec, centre d'archives de Québec, P546,D3,P19

COMITÉ DE L'ANCÊTRE 2003 - 2004

Direction:

Jacques Fortin (0334)

Coordination: Nicole Robitaille (4199)

Membres:

Claire Guay (4281) Claude Le May (1491) Rodrigue Leclerc (4069) Jacques Olivier (4046)

Collaboration: Gabriel Brien (1693)

Jean-Louis Caouette (4071) Jean-Charles Claveau (2622) Raymond Deraspe (1735) André G. Dionne (3208) Réal Jacques (4730) Michel Lamoureux (4705) Michel Langlois (0045) Rénald Lessard (1791) Bibiane Poirier-Ménard (2866) Fernand Saintonge (2828) Jacques Saintonge (1342) Charles-Yvon Thériault (2160)

L'Ancêtre, revue officielle de la Société de généalogie de Québec, est publié quatre fois par année.

Abonnement:

Canada:

35,00 \$ CA/année É.U. et autres pays: 35,00 \$ US/année

Prix à l'unité :

(vol. 1 à 24): 2.50 \$ (vol. 25 à 27 inclus) : 5.00 \$ (vol. 28 et suivants): 7,00 \$

Frais de poste :

au Canada: 10 % (minimum: 3,00 \$)

autres pays: 15 %

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Québec Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0316-0513

© 2004 SGQ

Les textes publiés dans L'Ancêtre sont sous la responsabilité de leur auteur. Ils ne peuvent être reproduits sans le consentement de la Société et de l'auteur.

Imprimé par LES COPIES DE LA CAPITALE INC.

Centre numérique Québec

LES SOURCES PREMIÈRES

Quand naît l'intérêt pour faire l'histoire de sa famille et retracer ses ancêtres, on est porté à recourir tout de suite aux documents disponibles dans les bibliothèques, dans les locaux des sociétés d'histoire et de généalogie, et dans les maisons spécialisées en archivistique. Pourtant, on a parfois sous la main des sources d'information facilement accessibles et souvent porteuses de renseignements qui seront utiles lors de recherches ultérieures plus poussées. sources premières se retrouvent dans les témoignages oraux, dans les documents de famille, dans les objets anciens, dans les photographies, et sur les lieux mêmes où a vécu la parenté.

LES TÉMOIGNAGES

Il peut s'avérer utile d'interroger les personnes (parents proches ou éloignés, amis, voisins, etc.) qui ont connu nos ancêtres ou en ont entendu parler. On saisira cette occasion de vérifier quelques faits plus ou moins bien connus, d'obtenir une description physique ou morale, de repérer le lieu de résidence ou les noms de personnes de l'entourage. On notera au besoin les informations pertinentes et les éléments les plus révélateurs.

Bien sûr, on sera conscient des limites du témoignage oral quant à l'authenticité des faits. On se méfiera avec raison des réponses amplifiées au fil du temps ou si merveilleuses qu'elles semblent irréelles et apparentées à une légende. À ce propos, on se rappellera que la mémoire est une faculté qui oublie, certes, mais qui a aussi tendance, en certaines occasions, à retenir seulement ce qu'elle veut bien retenir... Une bonne façon d'éviter ce piège consiste à confirmer auprès d'autres personnes la justesse des propos entendus.

LES DOCUMENTS

À leur décès, les parents et grandsparents ont parfois laissé des papiers dans les greniers, les garde-robes, les fonds de tiroirs ou ailleurs. Si vous avez de la chance, ces papiers ont été transmis d'une génération à l'autre - ce qui vous permettra de pousser vos recherches encore plus loin.

Évidemment, on respectera scrupuleusement la confidentialité des renseignements disponibles en ne retenant que les faits d'intérêt généalogique. Mais, avant de faire ce grand ménage qui parfois s'impose, il faut prendre soin de jeter un coup d'oeil sur ces papiers de toutes natures : lettres, journal intime ou journaux d'époque, livres de messe, cartes diverses, recettes anciennes (écrites à la main ou avec annotations), bulletins scolaires, certificats de première communion ou de confirmation. adresse à l'occasion d'une noce ou d'un jubilé, carnets médicaux, factures, notes diverses, diplômes, cahiers, vieux livres, images pieuses, etc.

Une étude attentive de ces documents peut révéler un ensemble de renseignements précieux. Ainsi, la formule d'appel d'une lettre (Chère toi, Mon ami, etc.) et celle de la salutation (Maman qui t'aime, Vos voisins, etc.) lèvent le voile sur les rapports entre les personnes; en outre, on y retrouvera une date précise, des expressions et mots disparus, des itinéraires, parfois bien d'autres indications. Si les pages usées d'un missel révèlent qu'elles ont beaucoup servi, l'inverse est tout aussi vrai. Une carte confirme l'appartenance à un groupement quelconque (fanfare, chevalier de Colomb, cercle des fermières, Lacordaire, etc.). Un bulletin parle des performances scolaires, alors évaluées en pourcentage et en rang dans la classe (14e sur 31), et donne le nom des titulaires. Un certificat atteste de l'adhésion à une cérémonie, du nom des officiants religieux et de d'autres personnes, des formules en usage à l'époque. Une adresse, en plus de révéler l'état des sentiments éprouvés par la parenté immédiate, soulignera parfois quelques anecdotes surprenantes et les habitudes du temps. Un carnet contient de l'information sur le portrait physique d'une personne, sur son état de santé général, sur les mesures préventives qui avaient cours à l'époque. Les factures indiquent les coûts, donnent des dates précises, et décrivent souvent le travail fait et le matériel fourni. Une note marque un intérêt particulier pour un événement, un rappel de choses ou d'achats à ne pas oublier. Un diplôme fournit la preuve d'appartenance et de performance. Un cahier trace les premiers pas, dévoile un talent quelconque, parcourt les étapes d'une année. De vieux livres rappellent des moments d'étude ou d'évasion, des points d'intérêt, des passages soulignés (pour quelle raison?), des connaissances nouvelles. Des images pieuses indiquent une dévotion spéciale, une prière aimée, une faveur implorée.

Bref, on pourrait multiplier les renseignements que peut fournir un document. Voilà pourquoi il convient, avant de s'en débarrasser, d'en examiner non seulement le contenu mais aussi ce qu'il représente comme source d'information parfois sous-entendue.

LES OBJETS

Trop souvent oubliés dans les greniers, les remises, les hangars, ou rangés sur les tablettes du haut d'un garderobe, dans une vieille valise, bien des objets devraient être inventoriés, identifiés et documentés dès qu'ils représentent une valeur sentimentale ou monétaire. C'est une façon de s'assurer que les générations futures, conscientes de la provenance et de la signification de ces objets, ne s'en départiront pas facilement.

Il serait trop fastidieux de dresser une liste de tous les objets à conserver. On se permettra tout de même de retenir les suivants que l'on s'efforcera de laisser ou de ramener à leur état original : valises et coffres anciens, horloges, montres en or (avec couvercle et chaîne),

bijoux, lampes et leur abat-jour, service à café ou à thé et flacons en argent (parfois numérotés), mobilier de cuisine ou de salon ou de chambre, vases, brassards, ustensiles en étain (période 1800), chaises (basses, à dossier, à barreaux tournés, etc.), outils de cultivateur, de forgeron, de cordonnier, de beurrier, de fromager, de boucher, de rembourreur, de chasseur, cuissardes, album de photos (sur pied, avec fils d'or et coins en acier), rouet, dévidoir, crochets pour usages divers, boîtes en terre cuite ou en fer blanc, moules, affiches, broderies, etc. La liste pourrait être allongée indéfiniment, au gré du bon jugement des personnes.

En réalité, tous ces objets parlent parce qu'ils ont une histoire : leur année et lieu de fabrication (entreprise maintenant disparue? nom du propriétaire?), leur nature (description), leur usage, leur lien avec tel métier (ce métier existe-t-il encore?), avec une époque ou un événement, par qui ils étaient utilisés, etc. Ces objets transmettent une information valable tant par sa qualité que par sa quantité. Ils enrichissent, perpétuent et cimentent l'histoire familiale; ils constituent une addition au patrimoine collectif; ils ont des particularités, des motifs, parfois même des signatures qui authentifient leur appartenance à quelqu'un ou à telle époque.

LES PHOTOGRAPHIES

Généralement en noir et blanc ou colorées au sépia, prises en studio ou à l'occasion d'événements spéciaux (première communion, mariage, réunion de famille, noces d'or ou d'argent, décès), généralement d'un coût plus élevé qu'aujourd'hui, les photos anciennes sont rares et, à ce titre, deviennent un bien précieux.

Si on les examine attentivement, on y retrouvera quelque indication du niveau social, du métier exercé ou du calme relatif de la vie quotidienne. On y verra la physionomie d'une aïeule ou d'un aïeul, des moments de son existence pris sur le vif, ses habitudes de vie, son lieu de travail, un paysage (maintenant modifié). De plus, on s'attardera sur l'habillement et la disposition des personnes sur la photo, qui révèlent des détails intéressants quant au lien de parenté, quant au degré d'aisance matérielle, quant au nombre d'enfants, à leur âge, à leur famille respective, quant au plaisir de se retrouver, quant aux marques de deuil, quant aux formes de loisir.

Sur cette photo ancienne, il y a peut-être de la parenté en visite (le « mon oncle » des États), des voisins ou amis, une vieille automobile (de quel modèle? quelle année apparaît sur la plaque?), des collègues de travail, un groupe d'élèves, un buggy (maintenant hors d'usage), une route non pavée et sans trottoirs mais encadrée de beaux arbres, l'école ou l'église qui a précédé l'actuelle, un pont de fer ou de bois, un camp de bûcherons, un moulin à scie, une industrie, les installations d'une première érablière ou d'un quai rudimentaire, des instruments de travail.

Parfois, ces photos comportent des annotations manuscrites qui les décrivent ou l'adresse du studio où elles furent prises, s'il y a lieu. Mais, même s'il ne s'y retrouve aucune indication, une photographie contient un lot d'informations quand on se donne la peine de l'analyser attentivement. Ne dit-on pas, avec raison, qu'une image vaut mille mots?

De nos jours, grâce aux techniques modernes de l'infographie, on peut reconstituer en couleurs la photo originale. Si vos parents vous ont dit la couleur de l'habillement de leurs parents à leur mariage (le foncé était particulièrement à la mode), si vous connaissez la couleur des bateaux qui faisaient la navette d'un quai à l'autre sur le fleuve (ex. L'Étoile et le Sainte-Croix), si vous avez lu sur les habits religieux portés par un prêtre, un frère ou une soeur de votre parenté, si vous savez imaginer la couleur de la route de terre et des arbres qui l'ornaient dans le village de votre enfance, vous avez entre les mains tous les éléments qu'il faut pour leur donner une deuxième vie, cette fois colorée.

SUR PLACE

Il est fort probable que vous connaissez bien les lieux où ont vécu vos parents, grands-parents et autres membres de votre famille : une visite sur place, autre que touristique, ne pourrait qu'aider à enrichir votre documentation.

Avec raison, votre premier regard sera porté sur vos ancêtres immédiats. Au presbytère trop souvent désert de nos jours (il vaut donc mieux s'informer avant de s'y rendre), on a parfois conservé la liste des marguilliers, des chantres, des organistes, des enfants de choeur, des confirmands, etc.; le banc occupé dans l'église (autrefois, on réservait son banc, moyennant contribution. En France, le nom y est même gravé, à l'occasion). Un ancêtre y figure peut-être...

En passant par le cimetière, on retrouvera une mine de renseignements utiles: noms et prénoms (parfois surnoms) des personnes disparues; dates de naissance, de décès, de mariage (et de remariage, s'il y a lieu);

cause (accident, noyade, etc.) et lieu du décès; pensées religieuses ou profanes (qui révèlent un attachement à certaines valeurs); proches parents, souvent placés à proximité.

À la mairie, on s'attardera à regarder les photos qui ornent les murs. On en voit aussi assez fréquemment dans des lieux publics : hôpitaux, écoles, résidences pour personnes âgées, bureaux d'usine, salles d'attente, même restaurants. Un parent (plus ou moins éloigné) y fait la drave, bat le grain, ferre un percheron, joue au hockey avec un drôle d'équipement, tient par la bride un cheval dont il est fier, pique-nique sur la grève ou dans une érablière, assiste à un mariage ou à une cérémonie quelconque, fume la pipe, etc.

Notre pays étant jeune, la coutume est peu répandue ici. Mais, en France (si vous avez le privilège de pouvoir vous y rendre), sur la place du village, on a parfois érigé un monument où sont notés les noms des soldats morts au champ d'honneur. Par contre, au Canada, dans certains édifices publics ou salles d'organisme construits ou créé grâce à des contributions publiques, on affiche sur une plaque les noms des donateurs. Sinon, une liste de ces donateurs est offerte pour consultation. Un ancêtre y figure peut-être...

Votre second regard servira à reconstituer l'environnement local : église (d'origine?); presbytère, couvent et collège (souvent devenus résidences); usines et commerces, salle communautaire, restaurant du coin, tous lieux autour desquels s'organisait jadis la vie paroissiale. Pour avoir lu sur le sujet, en avoir entendu parler ou vu sur une photo, vous replacerez les chapelles de procession, les lieux où était situé le moulin à farine ou à carder la laine (près d'une rivière à laquelle on a redonné son nom original - heureuse initiative qui tend à se généraliser), quelque industrie (« moulin à scie », tannerie, construction maritime, etc.), les maisons patrimoniales, le magasin général, l'ancien bureau de poste, la gare de chemin de fer (ces chemins ont parfois été convertis en pistes cyclables), le manoir.

Dans les rangs, tout près du village, on verra des habitations vastes ou réduites et leurs dépendances, des granges (avec montée en terre et tasserie), des étendues et types de culture (maintenant diversifiées), des croix du chemin dont la plupart, signes de la dévotion populaire, cachent une histoire méconnue.

Tous ces renseignements, obtenus par témoignages, documents, objets, photographies ou visites sur place, sont qualifiés de sources premières. Dans la plupart des cas, ils permettent de dépasser aisément un écart de 100 ans, soit autour de quatre générations, et même beaucoup plus.

Il faut savoir aussi que, de nos jours, on peut conserver et protéger adéquatement et à peu de frais, grâce à quelques simples techniques de conservation, tous ces documents anciens, objets et photographies.

Une fois toutes ces étapes franchies, vous aurez constitué une base de données qui orienteront vos recherches futures. Place aux registres de l'état civil, à la consultation des archives, aux centres spécialisés en généalogie, aux recensements, aux monographies paroissiales, aux bibliothèques. Vous ouvrez maintenant une porte qui donne sur un avenir exaltant et solide parce qu'il repose sur des racines profondes qui vous rejoignent.

Claude Le May (1491)

Réaménagement du centre Roland-J.-Auger de la SGQ





Le centre de documentation sera fermé du 15 décembre 2003 au 6 janvier 2004*, en raison de son réaménagement physique. À compter de cette date, l'entrée habituelle du **Centre sera fermée.** Les membres sont donc priés d'utiliser l'entrée des Archives nationales du Québec. Pour ce faire, prendre l'ascenseur situé en face de la porte principale du pavillon Louis-Jacques-Casault et monter au 3^e étage. À la sortie, tourner à gauche et se diriger vers le comptoir d'accueil des ANQ (porte 3112).

À ce comptoir, les chercheurs devront s'inscrire et laisser leurs effets personnels et documents au vestiaire ou dans un casier. Les chercheurs qui désirent accéder au centre Roland-J.-Auger, passeront la porte (4240R) de la Société située au bout de la rampe d'accès. Là, ils compléteront comme à l'habitude le registre des présences en y inscrivant les informations requises (nom, numéro de membre, etc.).

N. B. Veuillez noter les changements à l'horaire : mardi de 10 h à 21 h 30 mercredi de 18 h 30 à 21 h 30

Pour l'horaire complet des heures d'ouverture, consultez la page 182.

* À compter de cette même date, l'ancienne porte du Centre Roland-J.-Auger sera verrouillée en permanence.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Exécutif 2003-2004

Présidente :

Mariette Parent (3914)

Vice-président: Michel G. Banville (3967)

Secrétaire :

Martine Poulin (4764)

Trésorier :

Jean-Louis Caouette (4071)

Administrateurs: Françoise Dorais (4412)

Jacques Gaudet (3101) Réal Jacques (4730)

Lise Patenaude (4323)

Alain Saintonge (3190)

Conseiller juridique :

Me Serge Bouchard

Autres comités

Bibliothèque :

Mariette Parent (3914) (gestion)

Entraide généalogique :

André G. Dionne (3208)

Formation et Conférences :

Gilles Cayouette (2371) (Direction)

Informatique :

Michel Dubois (4618) (Direction) Jacques Gaudet (3101) (C.A.)

Internet:

Georges Gadbois (3534) Françoise Dorais (4412) (C.A.)

Publications:

Gaston Brosseau (0310) Alain Saintonge (3190) (C.A.)

Relations publiques:

Michel G. Banville (3967)

Service de recherche:

Edmond-L. Brassard (1658)

COTISATION DES MEMBRES

*Membre individuel (Canada)	35,00 \$
*Membre individuel (autres pays)	35,00 \$ US
Membre associé	17,50 \$
*Membre étudiant	22,50\$

*Ces membres recoivent L'Ancêtre

Note : Les cotisations des membres sont renouvelables avant le 31 décembre de chaque année.

NOUVELLES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

CONGRÈS DE LA CFQLMC

Le congrès de la Commission francoauébécoise des lieux de mémoire communs s'est tenu du 15 au 17 septembre 2003, au Musée de la civilisation de Ouébec. Messieurs. Jacques Fortin, co-animateur et Gilles Cayouette, présentateur d'une communication, ont participé à l'atelier du Comité d'archives ayant pour thème «Les sources et les outils pour l'étude des premiers bâtisseurs, de leurs ancêtres et de leurs descendants ». Mariette Parent a participé à l'atelier du Comité de commémoration et s'est engagée, au nom de la Société, à étudier la faisabilité de projets de commémoration communs au sein de la SGO et, en particulier, à soumettre le sujet au Comité exécutif du Congrès international des sciences généalogiques et héraldiques de 2008.

Les membres sont fortement invités à présenter des projets ou des suggestions de commémoration francoquébécoise, d'ici décembre 2003.

CONSEIL DE GÉNÉALOGIE DE LA **FOSG**

La Fédération québécoise des sociétés de généalogie a tenu son Conseil de généalogie le 20 septembre 2003. À cette occasion, la FOSG avait invité les Archives nationales du Québec à utiliser cette tribune pour consulter le milieu de la généalogie. Cette consultation s'est tenue à l'Université Laval, pavillon Alphonse-Desiardins. Messieurs Michel Banville, Jacques Fortin, Gilles Cavouette et Mme Mariette Parent étaient présents et représentaient la Société de généalogie de Québec. Les objectifs poursuivis par les ANQ étaient de :

- Faire connaître l'orientation des ANQ en matière de généalogie et les objectifs opérationnels déjà identifiés.

- Consolider les partenariats entre le milieu associatif québécois et les ANQ et faire en sorte que les développements prévus au plan d'action soient le plus possible conformes aux attentes généalogistes.
- Construire les bases de nouveaux partenariats permettant de développer des projets communs de diffusion. utiles à la recherche généalogique, en tenant compte des ressources humaines et matérielles disponibles.

En plus d'échanges fructueux, nous avons constaté la diversité des besoins et des préoccupations des différentes sociétés de généalogie au Québec.

Cependant, il est important de noter que la Société maintient, lors des échanges statutaires avec les ANQ, une philosophie de gestion centrée sur le respect et l'approche d'affaires. Que ce soient les administrateurs, les directeurs de recherche, d'enseignement, de Service à la clientèle de la Société, ces derniers entretiennent réciproquement avec les cadres et les employés des ANQ des échanges loyaux et attentifs basés sur leurs missions propres et dans un climat de confiance des deux parties, ce qui explique le succès des derniers développements... À notre avis, dans un contexte de réingénierie de l'État, les projets de collaboration restent toujours possibles mais ils peuvent être discutés sur une autre base et selon d'autres termes que ceux ayant eu cours jusqu'à présent.

Sachant que les ANO et la SGO ont missions différentes mais complémentaires et souvent une clientèle identique, la Société s'est toujours souciée de défendre sa mission dans un contexte de cohérence avec les programmes des Archives, ce qui amène une économie de moyens et une saine association.

Les actes de cette journée de consultation vous seront connus lorsque publiés. Tous les frais de cette journée ont été assumés par les ANQ, et la SGQ a collaboré à la pause santé de l'après-midi.

Cette journée de réflexion commune laisse entrevoir des perspectives intéressantes pour le milieu de la généalogie. Sincères remerciements à la Fédération québécoise des sociétés de généalogie, à tous les participants et, en particulier à la direction des Archives nationales du Québec.

Lancement de L'arrivée de la Grande Recrue de 1653 à Québec

Le 22 septembre dernier, M. Michel Langlois a présenté, à l'auditorium du Musée de la civilisation, une conférence en rapport avec son ouvrage sur la Grande Recrue de Montréal en 1653. Il a été présenté à l'assistance nombreuse par M. Gabriel Brien et remercié par M. Guy Fréchette, vice-président de la Fédération des familles-souches. M. Jean-Louis Caouette, qui a agi comme coordonnateur de la réunion, représentait le Conseil d'administration de la SGQ. M. Langlois a expliqué de façon très intéressante le cheminement qu'il a suivi pour vérifier les informations qu'il a recueillies pour la préparation de

son volume. Les nombreuses questions de l'assistance ont permis de connaître l'intérêt du sujet, d'autant plus que des descendants de la Grande Recrue de 1653 se trouvaient dans l'assistance. Un franc succès.

JOURNÉES DE LA CULTURE

La Société de généalogie de Québec est très heureuse d'ouvrir ses portes à la population lors des Journées de la Culture à chaque année. En collaboration avec les Archives nationales du Québec, la Société a tenu une « Porte Ouverte » le samedi 27 septembre dernier. Cette promotion de la généalogie est devenue une tradition annuelle.

LA GÉNÉALOGIE À L'ÉCOLE

À la fin de septembre 2003, une campagne de sensibilisation à la généalogie a été menée avec succès auprès d'une soixantaine d'élèves de deuxième secondaire de la polyvalente de L'Ancienne-Lorette. Dans le cadre du cours Citoyen du monde, la Société a animé deux périodes d'enseignement et a accueilli en groupe ces jeunes à deux reprises au Centre de documentation Roland-J.-Auger.

Il est assez fréquent que des groupes d'écoliers (ou des groupes nolisés comme la French Canadian Genealogical Society) demandent une journée spéciale. Nous vous rappelons que la Société offre des forfaits spéciaux et un programme adapté aux besoins des visiteurs en groupe.



Collection personnelle de l'auteur

RUE JEAN-GIRARD DE BOURGES

Au centre-ville de Bourges, il y a une rue qui porte le nom de « Rue Jean GIRARD » depuis 1997. Jean Girard est né à Bourges le 8 août 1696 et est décédé le 23 février 1765 à Montréal. Il fut un des premiers musiciens professionnels de Montréal. Pour connaître sa contribution remarquable en Nouvelle-France, nous vous référons à l'Encyclopédie de la musique du Canada accessible sur le site de la Bibliothèque nationale du Canada au www.nlc-bnc.ca. Son parcours est agréablement décrit et documenté de références précieuses.

Cette commémoration est une initiative de la mairie de Bourges, de la Fédération française de généalogie et, en particulier, de la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs sous la présidence de M. Marcel Masse du Québec. C'est un coup d'œil fort sympathique!

Lors de ses dernières vacances, la présidente Mariette Parent a profité de son passage à Bourges pour saluer M. Jean Morichon, résidant de Bourges et président de la Fédération française de généalogie.

CONGRÉS DU 60^E ANNIVERSAIRE DE LA SGCF

La Société a participé au congrès du 60° anniversaire de la Société généalogique canadienne-française les 11 et 12 octobre 2003. M. Michel Banville représentant le Conseil d'administration, M. Michel Lamoureux et Mme Diane Gaudet du Comité des publications ont participé au Salon du livre de ce congrès. Voir le compte rendu de Michel G. Banville, à la page 102 dans ce numéro. La Société de généalogie de Québec félicite

chaleureusement la Société généalogique canadiennefrançaise et lui offre ses meilleurs vœux de pérennité et de prospérité.

ACCÈS AU DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU CANADA

Depuis le 24 octobre dernier, les membres internautes peuvent avoir accès au Dictionnaire biographique du Canada directement à la maison par Internet. La mise à jour de la documentation et des moteurs de recherche est tout à fait récente



sur le site <u>www.biographi.ca</u>. Par ailleurs, les autres membres n'utilisant pas Internet à la maison sont invités à venir le consulter à la SGQ aux heures d'ouverture habituelles.



Le Conseil d'administration offre ses vœux de santé, de bonheur et de prospérité à tous les membres de la Société de généalogie de Québec ainsi qu'à leurs familles.

Que l'année 2004 leur apporte beaucoup de paix et de joie!

Marielle Parent (3914), présidente



CONGRÈS DU 60° ANNIVERSAIRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉALOGIQUE CANADIENNE-FRANÇAISE

par Michel G. Banville (3957)

Du 10 au 13 octobre dernier, se tenait au collège Maisonneuve, à Montréal, le congrès du 60^e anniversaire de fondation de la Société généalogique canadienne-française sous le thème « Hommage aux premiers Montréalais ». Oui plus est, l'année 2003 correspond au 350^e anniversaire de l'arrivée à Montréal de la Grande recrue (1653); ce fut donc le fil d'Ariane des sujets des conférences. Parmi les événements marquants de ces trois jours, il y a eu le lancement des livres de Michel Langlois, archiviste et généalogiste bien connu, Montréal 1653, la Grande recrue, et d'Hélène Lamarche, généalogiste, La Société généalogique canadienne-française : 60 ans d'histoire et de généalogie, la remise du prix Archange-Godbout dont le lauréat est M. Marcel Fournier, président de la SGCF, un banquet du XVIIe siècle avec animation au marché Bonsecours, une messe commémorative à la basilique Notre-Dame, et une cérémonie de commémoration 1653-2003 à la place De La Dauversière.

Lors de l'ouverture officielle, le vendredi en soirée, après les allocutions des invités d'honneur dont Mme Sylvie Lemieux, directrice générale des Archives nationales du Québec, Mme Louise Harel, députée d'Hochelaga-Maisonneuve et de M. Jacques Gagnon, président de la FQSG, une conférence inaugurale traitant de la descendance de la Grande recrue de 1653

fut prononcé par M. Hubert Charbonneau, fondateur et codirecteur du PRDH. Le samedi fut la journée des conférences et du salon des exposants. Ce salon regroupait 30 exposants soit des sociétés de généalogie, dont la nôtre, d'histoire, des éditeurs, libraires ainsi que diverses associations. Parmi les activités, il faut mentionner la tenue d'ateliers de recherches, en France par M. Célestin Denis de Rennes, au Nouveau-Brunswick par M. Ronnie-Gilles Leblanc de Moncton, en Ontario par Mme Louise St-Denis de Toronto, et en Nouvelle-Angleterre par Mme Pauline Cusson de Manchester. MM, Denis Beauregard et Pierre Benoît ont aussi animé un atelier sur l'utilisation de l'informatique.

Enfin, je m'en voudrais de passer sous silence l'exposition d'affiches illustrant les 150 ans d'histoire de la généalogie au Québec, ouvrage auquel a contribué la Société de généalogie de Québec. Une belle façon d'informer mais aussi de rendre hommage à ces hommes et femmes qui ont partagé leur passion et laissé un héritage d'une grande valeur qui ne cesse de croître.

En somme, un bel événement organisé par une équipe dévouée, réglé comme du papier à musique, un congrès qui marque bien le « sexagénat » d'une société dynamique.

AVIS À TOUS NOS GÉNÉREUX DONATEURS ET DONATRICES

Toute contribution de 20 \$ et plus versée au fond Drouin au cours de l'année 2003 fera l'objet de l'émission, par la Société, d'un reçu pour fins fiscales. Ces reçus seront transmis vers le 1^{er} février 2004.



Jean-Louis Caouelle (4071), trésorier



DES MODES ALIMENTAIRES EN NOUVELLE-FRANCE

par Bemard Audet

L'auteur est né à Alma en 1927. Il a fait ses études classiques au séminaire de Chicoutimi où il a enseigné jusqu'à 1968. Il a obtenu la licence és lettres à l'Université Laval en 1955. De 1974 à 1991, il a travaillé au Conseil supérieur de l'éducation. En 1987, il a obtenu un doctorat de l'Université Laval, dans le programme d'arts et traditions populaires. Il est l'auteur des ouvrages suivants : Le Costume paysan dans la région de Québec. Montréal, Lemeac, 1980, Avoir feu et lieu dans l'île d'Orléans au XVIII siècle, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990, Se nouvrir au quotidien en Nouvelle-France, Sainte-Foy, Éditions GID, 2001.

Conférence présentée à la Société de généalogie de Québec en décembre 2002.

Résumé

La Nouvelle-France offrait à ses habitants des ressources naturelles inouïes : forêts, sol arable, faune terrestre et aquatique et grands espaces. Malgré la rigueur du climat, les ressources alimentaires n'ont pas manqué. Avec le temps, elles se sont diversifiées. Les préparations culmaires, telles que nous pouvons les saisir dans la documentation, ont été aussi variées. L'information est disséminée : inventaires après décès, donations entre vifs, documents administratifs, récits des voyageurs. L'auteur a fait son miel de tous ces éléments.

LES SOURCES

es inventaires après décès sont une source importante en matière de culture matérielle. Ils sont le portrait de l'avoir d'une communauté à un moment de son existence. Ils contiennent souvent une information intéressante sur les réserves alimentaires. Ces données doivent toutefois être interprétées avec attention, car l'inventaire ne suit pas toujours immédiatement le décès d'un conjoint; il arrive même qu'on n'en fasse aucun. C'est pourquoi, au chapitre des réserves alimentaires de la communauté, l'information demeure incomplète, voire inexistante. Le contrat de donation entre vifs est plus précis, car il est généralement strict sur les attentes des donateurs en ce qui concerne leur pension alimentaire. Malheureusement, ce type de document n'est pas universel. Nous devons donc compléter par les récits des voyageurs et les documents administratifs tels que les ordonnances des intendants, les règlements du Conseil souverain, ainsi que les mémoires rédigés par des civils ou des militaires et d'autres. Les voyageurs qui ont passé ici ont observé ce qui leur paraissait original chez les gens qu'ils visitaient; ils portaient généralement un regard objectif sur ce qu'ils découvraient dans cette société si éloignée de la vieille Europe et qui, pourtant, s'entêtait à vivre dans un milieu difficile.

TRADITION DU GESTE?

Nous pouvons penser que la pratique culinaire dans la généralité des maisons dut être le fait de connaissances

transmises par le bouche à oreille. Comme il n'y avait pas d'imprimerie en Nouvelle-France, les rares livres de cuisine - moins d'une dizaine - dont nous avons trouvé la présence ici, surtout au XVIIIe siècle, venaient de France. Ils furent probablement utilisés par quelques ménagères qui, à leur tour, ont probablement transmis des bribes de leur information à leurs voisins ou à leurs domestiques. Les cuisiniers des administrateurs de la colonie et ceux des établissements religieux ont probablement contribué, eux aussi, à faire connaître la cuisine qui, à l'époque, se répandait en France, notamment à la cour et dans les grandes maisons. Dans cet ordre d'idée, nous pouvons faire l'hypothèse que les quelque sept cents Filles du roi qui ont été pionnières dans le peuplement possédaient à tout le moins une bonne base en la matière. Les trois cent quarante sujets qui, selon Gustave Lanctot, venaient de l'Hôpital Général de Paris, « étaient recherchés par des "personnes de condition et des bourgeois", désireux de trouver des filles pour le service de leurs maisons, mais, bien avisées, la direction "ne les donne qu'après une exacte connaissance des personnes qui les demandent et être demeurées d'accord de leurs gages" ». Les communautés enseignantes de la colonie, comme les Ursulines, les Hospitalières de l'Hôpital Général et les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame ont probablement joué un rôle dans la formation des jeunes filles.

Filles de joie ou filles du roi. Montréal, Éditions Chanteclerc. 1952, p. 130.

PRÉPARATION

Le premier aliment qui entrait dans l'alimentation des Canadiens était le pain. Par conséquent, le blé occupait la première place dans les cultures pratiquées par l'habitant. Le meunier recevait le blé et en faisait les « grosses farines » qui devaient être ensuite débarrassées de « divers éléments considérés comme des déchets et réunis sous le nom de son² ». Pour cela, le boulanger utilisait le bluteau et, dans les maisons ordinaires, on se servait du tamis. Le pétrissage de la pâte se faisait dans la huche. Ce meuble ne se trouvait pas dans toutes les maisons. Dans les inventaires rédigés par Adhémar, on le trouve dans 61,8 % des maisons; chez Basset, dans 30,8 %; dans l'île d'Orléans, jusqu'à 1710, on le rencontre dans la moitié des maisons. À défaut du meuble comme tel, on trouve « une husche de bois de pin fait dun canot » dans Adhémar, le 20 janvier 1710.

La cuisson du pain se faisait dans le four à pain. Dans « une bonne partie des maisons urbaines³ » le four se trouvait à l'intérieur, eu égard à l'espace réduit autour de la maison. Un même four pouvait servir à son propriétaire et à ses locataires, même à des voisins. À la campagne, le four était généralement construit à l'extérieur. Les dimensions du four étaient parfois données en fonction de la « quantité de farine utilisée dans une seule cuite de pain⁴ », nous dit Jean-Claude Dupont. Dans la maison du domaine de Saint-Laurent, en l'île d'Orléans, selon un bail à ferme du 27 septembre 1678, le four était de « deux minots à deux minots et demy⁵ ». Le four du boulanger pouvait contenir cinq ou six minots.

La mention du lard dans les réserves alimentaires et du cochon dans le cheptel de l'habitant (le cochon se voyait même dans les villes, où il fallut réglementer sa présence dans les rues) nous autorise à affirmer que cette viande occupait une place très importante dans l'ordinaire. Dans les donations entre vifs, parmi les choses exigées par le donateur, on relève généralement la mention d'un ou deux cochons, en prenant soin souvent de préciser qu'il doit être gras. Bien qu'il soit mentionné beaucoup moins fréquemment, le bœuf

faisait aussi partie du régime alimentaire. Il est fort plausible qu'à la campagne, on le consommait à l'état frais, sans s'en faire des réserves pour l'hiver. En ville, les bouchers débitaient et vendaient le bœuf et le veau au marché, où les prix étaient réglementés. On pouvait acheter aussi au marché la volaille, les œufs, le beurre et les autres denrées que les agriculteurs venaient y vendre. Étaient réglementés, outre les prix, les conditions d'abattage des bêtes ainsi que les heures réservées aux aubergistes et le moment à partir duquel les producteurs pouvaient se présenter aux maisons.

Pour ce qui est de la conservation des viandes, on utilisait le sel, notamment pour le lard qui était conservé dans le saloir. On conservait aussi dans le sel l'anguille dont on faisait une abondante consommation. Le bœuf était aussi salé, mais probablement pour être consommé par les équipages de navires. À l'approche de l'hiver, on prenait un soin particulier à choisir les bêtes qu'on abattrait pour la consommation domestique ou pour la vente au marché; on comptait alors sur le froid pour conserver les viandes – on craignait quand même le redoux qui survenait parfois et qui mettait en péril les précieuses réserves. La boucherie préhivernale était aussi nécessitée pour une raison d'économie : en diminuant le nombre de bêtes en stabulation, on épargnait sur leur alimentation durant l'hiver.

La chasse aux animaux sauvages fournissait un apport important en nourriture, mais on n'en trouve aucune mention dans les inventaires, ou même dans les donations. Dans les *Relations* des Jésuites et dans d'autres récits, comme chez le baron de Lahontan, on lit des récits de chasse à l'orignal fabuleux. Le poisson faisait partie de l'alimentation, eu égard aux 145 jours d'abstinence de viande durant l'année. On le conservait salé ou, plus vraisemblablement, on le mangeait frais, en été ou en hiver. Les légumes étaient consommés en saison, à l'exception du chou et de l'oignon qu'on voit encore après la saison de production.

Nous trouvons un bref aperçu de l'alimentation des Canadiens selon ce que les autorités coloniales ont estimé essentiel, à l'occasion de la disette de 1737-1738. La colonie connaissait de temps à autre des années de récoltes abondantes qui lui permettaient d'exporter du blé à Louisbourg et aux Antilles françaises, mais il y avait des années où la récolte était pauvre, parfois catastrophique, comme ce fut le cas en 1736 et en 1737. « Non seulement est-il impossible d'exporter mais c'est la famine. [...] De nombreux habitants en sont littéralement réduits à mendier et à errer sur les routes

Françoise Desportes, Le Pain au Moyen Âge, Paris, Olivier Orban, 1987, p. 51.

³ Alain Rainville, Le Four à pain à Québec aux XVII^e et XVIII^e siècles, Ottawa, Parcs Canada, 1977, vol. 1, p. 10. (Travail inédit numéro 235.)

⁴ Le Pain d'habitant, Montréal, Leméac, 1974, p. 35.

⁵ Bernard Audet, Avoir feu et lieu dans l'île d'Orléans au XVII^e siècle, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 159.

en quête d'aumônes⁶. » On fit alors une distribution de vivres aux pauvres de Ouébec et à « divers habitans des Cotes pour leur procurer les movens de subsister ». De septembre 1737 à août 1738, les secours de France n'arrivant pas avant l'été 1738, l'intendant Hocquart autorisa le magasin du roi à donner les vivres de première nécessité, à savoir 4765 livres de pain, 394 livres de farine, 1000 livres de biscuit, dix quarts de pois, deux minots et demi de sel et 11 805 livres de « bœuf frais⁷ ». À noter que le bœuf n'était pas salé et qu'il n'est pas question de porc - sans doute avait-on estimé que c'était la denrée la plus commune et que les habitants en avaient en suffisance. L'intendant avait aussi autorisé la distribution de munitions, poudre et plomb, destinées à faciliter aux habitants le recours aux produits de la chasse.

L'ASSAISONNEMENT

Ce terme définit les « opérations consistant à accommoder un aliment ou une préparation culinaire avec des ingrédients propres à en modifier le goût, (adoucir, relever...) et l'odeur⁸ ». Dans près de quatre cents inventaires de la région de Montréal, nous voyons que le lard occupe une place de choix, suivi immédiatement par le beurre. Le lard avait une situation ambivalente, en ce sens qu'il était utilisé soit comme assaisonnement soit comme mets en soi. Le saindoux, la graisse et le suif faisaient aussi partie de ce groupe. Le beurre apparaît en bonne place dans cette catégorie; on en mettait sur la table, à l'occasion, surtout lorsqu'on avait des invités, mais on l'utilisait plus vraisemblablement dans la cuisson. Dans les baux de cheptel, il figure parmi les redevances dues par le preneur, et dans les donations entre vifs on le mentionne fréquemment parmi les aliments de la « pension alimentaire ». Cette denrée pouvait être utilisée comme « denier du culte ». Ainsi, à Saint-Pierre, île d'Orléans, pour l'année 1690, le marguillier fait la dépense de quatre livres « pour deux tinettes à mettre le beurre des questes »; la même dépense apparaît en 1695 et 1696; en 1692, la même fabrique enregistre une recette de 27 livres pour « du beurre questé dans la paroisse ». L'huile d'olive était aussi utilisée de façon assez importante. Le sel, le poivre et le vinaigre apparaissent aussi au menu. Les épices étaient peu abondantes; nous trouvons le girofle, la muscade, la cannelle, le citron, les amandes. Au lieu d'importer ces produits assez coûteux, on faisait la culture d'herbes aromatiques, comme Pierre Boucher s'est plu à en faire la nomenclature en 1664 : ail, bourrache, salsifis, céleri, cerfeuil, ciboulette, échalote, hysope, marjolaine, oignon, persil, piment, poireau, thym⁹.

TECHNIQUES ET MODES DE CUISSON

Le feu ouvert, utilisé pour le chauffage de la maison, fut pendant longtemps l'unique dispositif utilisé pour cuire les aliments (mis à part le four à pain). Cette technique avait toutefois ses limites: « La cuisson à l'âtre n'avait longtemps permis que "trois plans de cuisson: celui du chaudron pendu à une crémaillère; celui où l'on plaçait grils et pots au-dessus ou à l'intérieur des braises [...]; enfin, une rôtisserie" située entre deux chenêts¹⁰. » Un nouveau plan de cuisson s'ajoutera, au XVIIe dans les grandes demeures : il s'agit du potager, ancêtre de nos cuisinières modernes, qui servira à mitonner les potages et les ragoûts. C'est « un ouvrage en pierre ou en brique qui comporte dans sa partie supérieure deux à quatre réchauds alimentés au moyen de braises et dans sa partie inférieure, une ou plusieurs voûtes propres à recevoir les cendres des réchauds¹¹ », ou même du charbon de bois. (On en trouve une reconstitution dans la redoute Dauphine du lieu historique national du Parc-de-l'Artillerie, à Québec.) Les maisons ordinaires en étaient généralement dépourvues. Nous pouvons penser que le poêle, qui fut introduit graduellement dans les maisons à partir de la fin du XVII^e siècle, bien qu'on s'en servît d'abord pour le chauffage de la maison, devait être utilisé occasionnellement, au moins pour garder au chaud les aliments qu'on retirait de l'âtre.

La cuisson des aliments se fait selon deux grands modes: la cuisson directe, par laquelle les aliments sont soumis à l'action immédiate du feu. « Les cuissons directes, dites par saisissement, écrit Igor de Garine, concentrent les sucs dans les aliments, la variété des saveurs est apportée par les assaisonnements externes. Il s'agit ici des cuisines les plus primitives¹². » Dans ce mode, la broche était utilisée, pas sur une grande

⁶ Alice Jean E. Lunn, Développement économique de la Nouvelle-France, 1713-1760, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1986, p. 63.

⁷ ANQ, AC, Cl1A, 71, 74.

Françoise Cousin et Susane Monzon, Cuisines du monde. Gestes et recettes, Paris, CNRS, 1992, p. 77.

⁹ Histoire véritable et naturelle [...], Paris, chez Florentin Lambert, 1664. Réédition de la Société historique de Boucherville, 1964, p. 84.

Dominique Michel, Vatel et la naissance de la gastronomie, Paris, Fayard, 1999, p. 117.

¹¹ Nicole Genest et coll., Les Objets familiers de nos ancêtres, Montréal, Éditions de l'Homme, 1974, p. 211.

¹² Dans Histoire des mœurs, (Jean Poirier éd.), Paris, Gallimard, 1990, vol. 1, p.1480. (Encyclopédie de la Pléiade.)

échelle. À Montréal, dès avant la fin du XVII^e siècle, on la trouvait dans une maison sur cinq, un peu plus dans la région de Montréal, selon un certain nombre d'inventaires. Dans l'île d'Orléans, dans une maison sur dix. En revanche, le gril était plus répandu. Dans la région montréalaise, on le trouve dans la moitié des maisons, et dans l'île d'Orléans, dans plus de trois maisons sur cinq. Dans son étude sur les Percherons établis en Nouvelle-France, Jocelyne Mathieu a observé que le gril se rencontre plus fréquemment que la broche dans les intérieurs de ce groupe de la région de Québec¹³.

La cuisson indirecte est celle par laquelle les aliments sont soumis à l'action du feu par l'intermédiaire d'un récipient, marmite, poêle ou poêlon, pour ne mentionner que les plus usuels. L'usage de ces dispositifs, comme l'écrit Igor de Garine, « où les aliments sont cuits par l'entremise d'un liquide (eau, matière grasse ou même vins diversement aromatisés) autorise les sucs contenus dans l'aliment à se mélanger au liquide de cuisson, ce qui introduit une complexité supplémentaire sur le plan des saveurs. [...] Nous sommes ici dans le domaine des sauces: "tout assaisonnement liquide des aliments" dont le fonds de cuisine [...] constitue un élément caractéristique dans la cuisine classique occidentale¹⁴ ». Le procédé le plus commun, selon notre documentation, était la cuisson par immersion dans la marmite. Cet ustensile se trouve dans toutes les maisons. Son utilité était telle qu'on en trouvait parfois plus d'une dans quelques maisons. Ainsi, chez Noël Juchereau, en 1649, le notaire compte « quatre marmites de plusieurs grandeurs et deux couvercles, l'un de cuivre, l'autre de fonte, prisés à cent sols » (greffe Audouart). Après la marmite, la poêle à frire, munie d'un long manche ou reposant sur trois pieds, se trouvait dans au moins sept maisons sur dix. La friture consiste à faire cuire un aliment par immersion dans un milieu gras très chaux. La poêle servait aussi à faire de la bouillie. Le poêlon faisait aussi partie des ustensiles; il avait le rebord plus élevé que la poêle.

Un autre mode de cuisson était la cuisson à l'étouffée. On se servait de la tourtière qui était un ustensile muni d'un couvercle, dans lequel on faisait la pâtisserie ronde (appelée tourte) fourrée de viande ou de poisson. Un aubergiste de Montréal possédait « trente et une tourtière a biscuit » valant quatre livres¹⁵. On la

¹³ Intérieurs domestiques comparés Perche-Québec, XVII^e -XVIII^e siècles, Thèse pour le doctorat de troisième cycle en ethnologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1983, p. 2335.
 ¹⁴ Dans Histoire des mœurs, p. 1481.

15 Robert-Lionel Séguin, Les Ustensiles en Nouvelle-France,

Montréal, Leméac, 1972, p. 53.

rencontre à Montréal dans trois maisons sur dix. Pour résumer, disons que la cuisson par immersion était le procédé favori, la friture venait ensuite, puis la cuisson sur le gril et, enfin, la cuisson à l'étouffée. Les gens possédaient les ustensiles propres à l'un ou l'autre de ces procédés, parfois pour les trois à la fois, selon la disponibilité des denrées ou le goût de la cuisinière et des mangeurs.

LES MANIÈRES DE TABLE

La prise alimentaire se présente sous diverses formes. Entre le casse-croûte et le banquet, il y a une gradation non seulement dans les quantités et la qualité des mets ingérés, mais aussi dans les manières qui tendent à donner à un acte récurrent et qui, de ce fait, peut être banal, un caractère plus ou moins prononcé de distinction, eu égard à la place qu'on lui donne dans telle ou telle culture et selon les circonstances. L'aménagement de l'espace, l'ameublement, la présentation de la table, la forme des repas et le savoir-vivre des mangeurs forment un ensemble qui possède un caractère culturel distinctif.

En Nouvelle-France, la coutume des trois repas par jour paraît avoir été établie dès les premières décennies de l'établissement de la colonie. Au collège des Jésuites, il y avait probablement un petit déjeuner vers 6 h, le dîner était fixé à 11 h 15, et ce qu'on appelait « collation » était placé à 18 h 30¹⁶. À l'Hôtel-Dieu, le déjeuner des malades avait lieu entre 6 et 7 h, le dîner à 10 h et le souper à 16 h 30¹⁷. En 1749, lors de son séjour au Canada, le botaniste suédois Pehr Kalm a observé qu'on faisait trois repas : le déjeuner, « à 7 h du matin, ou bien entre 7 et 8 h », le dîner « à midi précis » et le souper « ordinairement à 7 h du soir ou bien entre 7 et 8¹⁸ ». À la campagne, on devait tenir compte des travaux saisonniers.

L'aire de consommation dans la maison d'une seule pièce était vite fixée, à plus ou moins grande proximité de l'âtre. L'introduction du poêle permettra aux mangeurs de s'éloigner de la cheminée tout en bénéficiant de la chaleur de ce nouveau dispositif. L'aisance venant, et surtout dans les grandes maisons, une pièce spéciale sera consacrée au rassemblement de

¹⁶ Marcel Trudel, Histoire de la Nouvelle-France, vol. 3, La Seigneurie des Cent Associés, t. 2, La Société, p. 205.

¹⁷ François Rousseau, L'œuvre de chère en Nouvelle-France. Le régime des malades à l'Hôtel-Dieu de Québec, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1983, p. 245.

¹⁸ Voyage de Pehr Kalm en 1749, Traduction annotée du journal de route par Jacques Rousseau et Guy Bethune, Montréal, Le Cercle du livre de France, 1977, p. 297.

la maisonnée à l'occasion des repas. La table prendra aussi de l'importance, non seulement par ses dimensions mais aussi par son caractère fixe dans le mobilier. En même temps, les chaises se multiplieront pour accommoder tout le monde.

L'assiette individuelle apparaît assez tôt chez l'habitant de la vallée du Saint-Laurent. Généralement en étain, elle est souvent évaluée, dans les inventaires, au poids, avec les plats et les bassins qui complètent le service de table. Kalm écrit : « La coutume de beaucoup la plus courante ici, chez soi ou comme invité, consiste à poser sur la table, près de l'assiette, cuillère et fourchette, chacun par contre doit se servir de son propre couteau; chaque personne, dès qu'elle est à table, sort son couteau de la poche du pantalon, ou de la jupe¹⁹. » Plus tard, Kalm corrigera au sujet du couteau: « En de nombreux endroits on met même un couteau près de l'assiette²⁰. » L'usage de la fourchette apparaît dès la fin du XVIIe siècle. Une des premières mentions se trouve dans l'inventaire d'un Montréalais, en 1673 : « Quatre fourchettes d'acier dans un estuy de cuir bouilly » (greffe Basset). En 1712, dans un autre inventaire nous lisons: « Dix fourchettes dassier, partie a trois branches & partie a quatre branches » (greffe Adhémar, 9120). Dans l'île d'Orléans, avant 1710, la fourchette est mentionnée dans une quinzaine d'inventaires sur une centaine, et chez les Percherons d'ici, elle sera plus fréquente à partir de 1690.

Selon toute vraisemblance, la cuiller avait toujours la préférence des mangeurs pour porter les aliments à la bouche, selon ce que nous révèlent les inventaires. Nous en trouvons l'illustration dans un contrat de donation entre vifs, par lequel un couple de l'île d'Orléans exigeait, entre autres choses, « en leurs particuliers deux plats, quatre assiettes, demy dousaine de cuillieres, une escuelle destain et une tasse, une marmitte » (greffe Chambalon, 23 août 1709). Pour eux, c'était l'essentiel, et il en fut probablement ainsi pour le menu peuple, au moins pendant une bonne partie de la période.

LA FORME DES REPAS

Pour déjeuner, les hommes prenaient souvent « un morceau de pain, qu'ils mangeaient après l'avoir trempé dans de l'eau-de-vie, ou bien ils buvaient une gorgée de cet alcool et mangeaient ensuite un morceau

de pain²¹ ». Cette coutume fut remarquée par d'autres observateurs, et elle n'était pas particulière au Canada. Les jours d'abstinence, selon Kalm, les gens ne se nourrissaient souvent, au petit déjeuner, « que de pain et de tranches d'oignon rouge²² ». Le café est apparu ici vers la fin du XVII^e siècle, à partir de 1689, à peu près en même temps qu'en France. On en prenait parfois avec du lait, surtout les femmes, qui étaient aussi friandes du chocolat qui fut introduit aussi à cette même époque.

Le dîner devait être plus substantiel, étant donné l'écart qui le séparait du petit déjeuner. C'était le repas principal de la journée. Il consistait en potage fait de pain de froment et d'herbes aromatiques, viandes rôties ou bouillies, des salades, rarement du beurre, sinon pour les invités. Le dessert était fait de confitures et de fruits frais en saison. Le repas du soir était souvent fait des restes du midi. Pour plus de détails, voir en appendice au présent article, le tableau des observations de Kalm, d'abord au début de son voyage alors qu'il passa quelques jours au fort Saint-Frédéric (aujourd'hui Crown Point, État de New York), et pendant ses séjours à Montréal et à Québec. Il faut bien remarquer que le voyageur, étant un personnage important, logea dans les meilleures maisons. En ce qui concerne les habitudes des gens ordinaires, il retenait l'information que lui prodiguaient ses hôtes. En outre, son voyage se situe en 1749, alors que les gens, tant à la ville qu'à la campagne, connaissaient un stade d'aisance plus avancé, aussi bien dans leur habitat que dans leurs façons de s'alimenter

CONCLUSION

En conclusion, nous pouvons retenir que l'habitant de la vallée du Saint-Laurent s'est mis à l'ouvrage, dès son installation, pour faire produire à la terre le blé froment qui était nécessaire pour faire le pain, base de son alimentation. En même temps, il se mit à l'élevage du bétail domestique, en particulier le porc qui lui fournirait le précieux lard qu'on conservait dans le sel et qui entrerait dans la préparation du potage quotidien. Les autres viandes, telles que le bœuf, le mouton et aussi la volaille, faisaient aussi partie de son alimentation. Le gibier lui procurait, à l'occasion, un appoint non négligeable. Le poisson était nécessaire pour le menu des 145 jours d'abstinence de viande prescrit par l'Église. À mesure qu'on progressait, les

¹⁹ Op. cit., p.187.

²⁰ Op. cit., p. 298.

²¹ *Ibid.*, p. 297.

²² *Ibid.*, p. 413.

ressources alimentaires se faisaient plus nombreuses et, selon toute probabilité, les préparations culinaires étaient sans doute plus soignées, grâce à la présence de cuisiniers et traiteurs professionnels. Selon le témoignage des voyageurs, dans l'ensemble, on avait

acquis les moyens de bien vivre et de « faire bonne chère » ou « grande chère », selon le témoignage d'un fonctionnaire de passage dans la colonie au milieu du dix-huitième siècle.

LES REPAS AU CANADA VUS PAR PEHR KALM

FORT SAINT-FRÉDÉRIC

[À midi] Au repas principal:

[1] d'abord un potage fait d'un bouillon de viande, de tranches de pain de froment et de diverses herbes aromatiques vertes; ne contient pas de morceaux de viande;

[2] on a ensuite un plat de viande rôtie ou bouillie; [...] le rôti est de bœuf ou de mouton, ou encore de pigeon ou de poule;

[3] quelquefois le troisième plat se compose de pois verts.

On mange du pain de froment d'assez bonne qualité, mais ordinairement trop salé à mon goût.

Pas de fromage.

Assez rarement du beurre, qui est ordinairement assez peu salé.

Assez peu souvent de laitages; lorsqu'il y en a, cela consiste en du lait bouilli dans lequel on a mis des tranches de pain de froment, ou encore du lait frais dans lequel on met du catlinet [sic].

Comme boisson, du vin, ordinairement du vin rouge et de l'eau; ou de l'eau pure ou encore de la spruce-beer.

Le sel est gris, bien que finement écrasé.

On sert parfois des crêpes.

Le soir, on sert habituellement deux plats de viande rôtie, ou une fricassée de pigeons rôtis; quelquefois du poisson grillé.

Le soir encore, de temps à autre, des baies avec du lait;

Le troisième plat est presque toujours de la salade, préparée selon le procédé habituel.

MONTRÉAL

Les repas des Français, si je puis me permettre de le dire, sont habituellement surabondants.

[Dîner à midi juste]

On sert d'assez nombreux plats Potages aussi bien que viandes variées.

Souvent on apprête ici les concombres à la crème, après les avoir découpés en tranches, et ils ont ainsi un goût excellent.

Une autre façon de les apprêter est d'éplucher complètement le concombre, de le découper en tranches, que l'on met dans le sel.

Assez rarement des laitages et du beurre, à peine une fois ou deux en deux semaines.

Les mets sont peu salés. [...] Il y a toujours sur la table du sel en quantité suffisante et ici, on n'épargne pas la salière moins que chez nous.

Après avoir mangé, on débarrasse la table, pour la garnir de toutes sortes de confitures : fraises des bois confites dans le sucre; framboises, canneberges, noix, le tout traité comme les fraises. Bleuets confits dans le sirop, groseilles rouges.

[Le vendredi et le samedi, jours d'abstinence.] Jours sans viande, mais on sert des laitages, des œufs, toutes sortes de fruits, du poisson et autres choses semblables.

[Souper à 7 h. du soir]

(Voyage, f° 680, p. 187)

OUÉBEC

[Déjeuner] les hommes prennent souvent un morceau de pain trempé dans de l'eau-devie; ou ils boivent une gorgée de cet alcool et mangent ensuite un morceau de pain.

Assez souvent du chocolat. En particulier les femmes prennent au déjeuner du café avec du lait.

Certaines personnes ne prennent pas de déjeuner. Le thé n'est pour ainsi dire pas en usage ici.

[Dîner à midi] Un potage dans lequel il a beaucoup de pain, mais pas de viande.

Chez les personnes de qualité: assez nombreux plats. [Chez les gens ordinaires] deux ou trois plats.

Nombreuses sortes de viandes, telles que bœuf bouilli ou rôti, fricassée, etc.

On présente rarement du beurre à table [sauf] en l'honneur d'un étranger qui en est amateur. Le beurre est toujours assez salé et l'on doit mettre du sel sur son assiette pour en ajouter au beurre.

En accompagnement, différentes salades. La boisson la plus fréquente est le vin rouge, pur ou coupé d'eau.

[Aussi bière d'épinette]

Les femmes boivent beaucoup d'eau; également du vin, mais assez rarement.

Le sel est blanc et fin; en certaines occasions, du sel gris.

Confiseries d'espèces variées et en très grande quantité: noix, amandes, raisins secs, noisettes, différentes sortes de baies selon la saison.

Divers produits confits; fromage, lait qui sont également comptés au nombre des desserts que l'on mange après tout le reste. Souper assez consistant, comme à midi.

[Jours d'abstinence] Légumes, concombres cuits, haricots, pois, poissons, plats confectionnés avec des œufs à la coque, œufs brouillés, crêpes, etc. Grande consommation de lait.

(Voyage, f° 758, p. 297)

(Voyage, f° 633, p. 119)



LES DEUX PRINCIPALES SOUCHES DES FAMILLES GENEST :

Les nordiques et les sudistes

par Marcel A. Genest (0567)

Né à Québec en 1925, diplôme de l'Université de Montréal en pédagogie, orientation scolaire et en psychologie pédagogique et expérimentale, Marcel A. Genest a œuvré dans le monde de l'enseignement. Après avoir enseigné dix ans auprès d'adolescents, il se voyait confier la direction d'une école, poste qu'il occupa durant sept années. Par la suite, il devint conseiller pédagogique au Service de l'éducation des adultes, fonction qu'il exerça jusqu'à sa retraite. 18 années plus tard.

Voilà un titre un peu fantaisiste. La lecture de ce texte vous expliquera ce qu'il en est.

Jacques Genest dit Labarre est le seul, le vrai, l'unique Genest, mon ancêtre. Il apparut dans le décor de la Nouvelle-France ce jour du 19 mars 1666 où, devant le notaire Paul Vachon, il achète une terre, de Barthelémy Tesson, à Sainte-Famille de l'île d'Orléans.

L'origine de Jacques Genest est inconnue à ce jour. D'aucuns prétendent que Jacques, à cause de son surnom de Labarre, était soldat dans le régiment Carignan-Sallières. Comme on le sait, ce régiment est arrivé en Nouvelle-France en 1665. Est-il raisonnable de croire que l'année suivante, en mars 1666, Genest aurait quitté le régiment pour s'établir à l'île d'Orléans? Mais d'où vient cette assertion? On la retrouve dans Tanguay, vol. 1 p. 83. Mais Tanguay de qui la tenait-il? Régis Roy et Gérard Malchelosse, dans leur volume «Le Régiment de Carignan », publication G. Ducharme, 1925, prétendent avoir vu des documents au Bureau des Archives Fédérales à Ottawa, documents avant trait à la solde des soldats et qui auraient été découverts à Paris.

Malheureusement, on n'a pas vu ces documents. Le nom de Jacques Genest était-il bien écrit ou est-ce que ce n'était que Labarre?

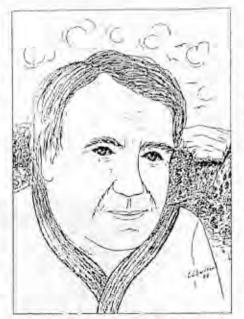
RETOUR EN FRANCE

Jacques retourne en France. Pour ce faire, il lui faut de l'argent. Il emprunte donc, de Charles Gauthier, Sieur de Boisverdun, la somme de 200 livres tournois. Le prêt est confirmé par un acte passé devant le notaire Michel Fillion le 23 octobre 1669. Bien au fait des dangers que comporte la traversée de l'Atlantique à cette époque, Jacques donne sa terre de l'île d'Orléans au même Charles Gauthier. Et le même notaire Fillion

rédige l'entente intervenue entre les parties le lendemain, le 24 octobre. En honnête homme, Jacques, avant de quitter pour la France, paie ses dettes. Il devait à Denys Derome, Sieur des Carreaux, maître taillandier (le même métier exercé par Jacques) la somme de 18 livres tournois. Mais pour payer cette somme il doit se faire rembourser des sommes d'argent qui lui sont dues, par François-Antoine Pépin et le nommé Rondeau. Pierre Duquet, notaire royal, rédige les actes nécessaires à ces arrangements.

Maintenant, Jacques peut partir en paix sur le dernier navire à quitter pour la France. Après un séjour d'un an en France, Jacques revient au pays. Il n'est pas seul.

Une femme l'accompagne, Catherine Doribeau, dont on ne sait rien de plus sur elle sinon qu'elle doit être son épouse. À sa première venue en Nouvelle-France Jacques était-il déjà marié laissant sa femme en France, le temps de s'installer? Ou aurait-il profité de son voyage pour se marier? Autant de questions sans réponse. Remarquons que s'il est arrivé ici en 1665 ou 1666, il n'est retourné en France qu'en 1669. Chose certaine, à son arrivée, Catherine n'a pas encore



Cancature signée E. Chauveau apparue dans le volume 16 Nos Ancêtres publié par Gérard Lebel.

d'enfant. Jacques avait donné sa terre dans le but de la reprendre à son retour. Son bon ami Charles Gauthier la lui avait gardée durant son absence. Pour son dédommagement, Gauthier reçoit la somme de 173 livres tournois. Le jour de la Saint-Martin, le 22 février 1671, le notaire Paul Vachon met le tout par écrit.

ENFANTS ISSUS DU MARIAGE GENEST-DORIBEAU

Huit enfants sont nés de ce mariage. Le 9 novembre 1670 naissaient des jumelles, Marie et Marie-Anne. Cette dernière décédait le 20 novembre suivant. Ces naissances furent suivies par celles de Jacques (mon ancêtre) le 24 janvier 1674, de Charles le 12 avril 1676, de Marie-Anne le 18 novembre 1677, de François le 28 décembre 1679, de Gencien le 28 juin 1683 et d'Anne le 21 avril 1685.

Dans cette famille, il y avait donc Marie, Marie-Anne et Anne : quel beau mélange! La première Marie est entrée au couvent chez les religieuses C.N.D. de Montréal. Elle a quitté l'habit le 16 juin 1698 pour se marier à Jean-Baptiste Martin. La dernière, Anne, est demeurée célibataire. Tous les autres enfants se sont mariés.

Le 16 février 1674, Jacques achète de son voisin, Jacques Leblanc, un morceau de terre d'un arpent de front par la profondeur, c'est-à-dire, du fleuve Saint-Laurent à la ligne séparant l'île d'Orléans par le milieu. Leblanc demande 80 livres tournois pour son morceau de terre. Le tout est conclu devant le notaire Paul Vachon.

On le sait, les Genest sont des gens serviables. C'est sûrement ce que pensait Jacques lorsqu'il mit enceinte Claire Françoise Paré, une veuve. Ou voulait-il simplement vérifier ses capacités de procréateur? Car l'enfant, un garçon, est né 9 mois avant la naissance des jumelles de Jacques. Malheureusement, l'enfant n'a pas survécu.

Agé de 52 ans, Jacques vend sa terre à Jean Prémont. Le notaire Rageot rédige l'acte de vente le 18 août 1688. Le vendeur reçoit 1360 livres pour son bien. Par la même occasion, Jacques vend à Prémont un cheval et son hamais pour lesquels il reçoit 120 livres.

SECOND VOYAGE EN FRANCE

Riche de 1480 livres, Jacques va faire une virée en France. Était-il accompagné de sa femme et de ses enfants, ces derniers étant encore mineurs? Combien de temps est-il resté en France? Vraiment, mon ancêtre était un vrai cachottier. À son retour, où est-il allé demeurer? Au mariage de son fils, Charles, il dit demeurer à Sainte-Famille, I.O.

Jacques décède le 9 décembre 1706 et est inhumé dans le cimetière de Saint-Jean I.O. où son fils Charles demeure.

En février 1710 Catherine assiste au mariage de sa fille Marie (l'ancienne religieuse) à l'église de Saint-Pierre I.O. Par la suite on n'entend plus parler d'elle. Seraitelle retournée en France?

LA DESCENDANCE DE JACQUES

On parle ici des descendants masculins, ceux qui ont perpétué le nom. Charles, Jacques (fils) et Augustin assurèrent la pérennité du nom. Charles, après son mariage, est demeuré à Saint-Jean de l'île d'Orléans. Ses enfants et petits-enfants sont aussi demeurés à l'île, à l'exception de quelques-uns qui ont émigré vers Bellechasse. Marie, la fille de Charles, a épousé le docteur Jean Mauvide, seigneur de la moitié de l'île. Tous connaissent le manoir Mauvide-Genest de Saint-Jean. Quant à Jacques (celui de qui je descends), il a quitté l'île pour se retrouver finalement à Saint-Antoine-de-Tilly. La descendance d'Augustin s'est



Manoir Mauvide-Genest à Saint-Jean. île d'Orléans

action necessarialla de l

dirigée (pour la majorité) vers Bellechasse mais aussi vers la Beauce.

JACQUES (le fils)

N'aimant pas la solitude, Jacques s'est marié quatre fois. Son premier mariage eut lieu à l'église Notre-Dame de Québec en 1700 où fut baptisé son premier enfant en 1701. Ayant signé un contrat de pêche, Jacques est à la Rivière-Ouelle en 1703 où il fait baptiser son deuxième enfant. À l'automne de la même année, Jacques s'installe définitivement à Saint-Antoine-de-Tilly. Il est défricheur, cultivateur mais aussi officier de milice. De ses quatre mariages, Jacques a eu neuf enfants dont la majorité se sont installés sur la rive sud du Saint-Laurent, du comté de Lévis à celui de Nicolet. D'où mon titre de Genest, « Les sudistes», descendance assurée, pour le moins, jusqu'à la cinquième génération. Enfin, disons qu'un certain nombre de descendants ont choisi le patronyme Labarre plutôt que celui de Genest.

L'AUTRE PRINCIPALE SOUCHE DES GENEST (Les nordiques)

Ils descendent du notaire André Geneste qui a pratiqué à Charlesbourg. Remarquez le « e » à la fin de son nom. Je suis porté à croire que l'on ne prononçait pas le « te » mais que l'accent était mis sur le « s ». Certains descendants se faisaient appeler GENESSE.

André a eu un cousin qui écrivait son nom GENETTE et qui s'est marié, en 1729, à l'église Notre-Dame de Québec. André a assisté à ce mariage. Le cousin d'André a eu deux enfants sans descendance.

ORIGINE D'ANDRÉ GENESTE

Monseigneur D. Gosselin, alors qu'il est curé de Charlesbourg, publie en 1906 un dictionnaire généalogique des familles de sa paroisse. À la page 27 de ce document, il décrit le cheminement d'André Geneste dans les termes qui suivent.

«... Les parents d'André résidaient sur la paroisse Saint-Étienne, ville de Toulouse, Languedoc. Il déserta la maison paternelle à l'âge de 15 ans, et émigra au Canada. Protégé par les Jésuites, il devint notaire royal et pratiqua sa profession près de 50 ans. C'est lui qui a préparé le terrier du fief S. Gabriel. André Genest est le premier ancêtre canadien des Genest de Charlesbourg et de Saint-Ambroise. Il habitait sur le village Saint-Martin, Saint-Ambroise. D. G. ».

La majorité des descendants du notaire s'installèrent sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent, principalement dans le comté de Portneuf, (assurément jusqu'à la 5^e génération), d'où mon appellation de « nordiques ».

André Geneste s'est marié deux fois. Son premier mariage, le 21 août 1730, fut célébré en l'église Saint-Charles-Borromée de Charlesbourg. Il épousait Marie-Anne Renaud-Regneault. Le 26 novembre 1773, après 43 ans de mariage, s'éteignait Marie-Anne âgée de 68 ans (environ). Alors âgé de 61 ans (environ), le notaire se mariait en secondes noces avec Agathe Boismé. Le mariage fut célébré le 20 juin en l'église Saint-Ambroise de Loretteville. De ce second mariage, le couple n'a pas eu d'enfant. Par contre, de son premier mariage, André a eu dix enfants dont deux sont décédés à la naissance. Cinq garçons assurèrent la descendance paternelle du notaire. Ses enfants et petits-enfants se marièrent soit à Saint-Charles-Borromée, soit à Saint-Ambroise, soit à Notre-Dame-de-1'Annonciation de L'Ancienne-Lorette. Il faut remonter à la troisième génération pour voir des descendants quitter la région pour aller s'établir dans Portneuf. Cependant, un grand nombre a choisi de demeurer à Québec ou dans sa région immédiate.

ANDRÉ GENESTE, NOTAIRE

Il a pratiqué sa profession, à partir de son bureau de Charlesbourg, des années 1738 à 1783. Il a rédigé des milliers d'actes, sans toutefois les numéroter.



Il a toujours signé ses actes de la façon illustrée cidessus, comme quoi il écrivait bien son nom avec un « E » après le « T »

VARIANTES DANS LE PATRONYME GENESTE

Ce patronyme en a vu de toutes les couleurs. Parfois il devient Genesse, Jeunesse, ou Lajeunesse, ou encore Jenais, etc. Beau casse-tête pour un généalogiste!

Les Geneste ont fini par adopter le patronyme Genest. André Geneste est décédé le 14 janvier 1783, entre 10 et 11 heures du matin. Il était âgé de 72 ans (environ). Le curé de Charlesbourg, Chartier de Lotbinière, en rédigeant l'acte de décès, a manqué de respect envers le

défunt. Il a omis de mettre le « E » à la fin de son nom. Cette bévue n'a pas empêché les enfants et petitsenfants du notaire de conserver l'intégralité de leur patronyme.

Trulture

O'andr' George om mille Septeent quater vinnet trais of a control of gains of parvir sof de control of gains of favore thanks thomas major stable to not a le Sicur andr's Garest thomas major sof and so douge on manigue deux mon son son de matingaiste arrive hier entroles ou onge heures du matingaiste arrive hier entroles ou onge heures du matingaiste de principal de principal de principal de control de principal de control de control de control de partir de l'abbroire printer de l'abbroire p

Sépulture d'André Genest notaire de Charlesbourg mort en Cette paroisse agé de 72 ans manque deux mois Lan mille Sept cent quatre vingt trois et le quinze de janvier, est décédé en cette paroisse Le Sieur andré Genest homme marié Et établi a charlesbourg notaire royal agé de Soixante et douze ans manque deux mois Son décès est arrivé hier entre dix ou onze heures du matin il a reçeu les Sacrements de penitence, Eucharistie et extreme onction presence d'un grand Con cours de peuples qui ne savent pas signer de ce requis Etc.

chartier de Lotbinière prêtre

LES GENEST ORPHELINS

Ils sont comme des brebis égarées qu'on ne parvient pas à ramener à la bergerie.

Plusieurs généalogistes, qui essaient de confectionner le dictionnaire de leur patronyme, rencontrent de ces cas où ils ne parviennent pas à rattacher à une branche du tronc ces âmes perdues.

Les Genest ne font pas exception. Les noms qui suivent en sont des exemples :

François-Xavier marié à Mary Phane (Finn)
A. Genest marié à C. Milot, États-Unis
Magloire, marié à Angélique Genest, Montmagny
Odilon marié à Georgiana Jobin
Alexandre marié à Eillen Marguerite Haynie, Abitibi

Eddy marié à Leila Abe Sarnra (Samara), Shawinigan Étienne marié à Marguerite Cantin, Plessisville Georges marié à Aurore Fortier, Montréal Simon marié Thérèse Latour, Viauville Jean-Baptiste marié à Philomène Chouinard, Plessisville Jean marié à Brigitte Hénault, Beauharnois.

À ces noms, il faut ajouter un certain nombre de « Labarre » dont la filiation avec les Genest n'est pas garantie, dans tous les cas.

LE NORD A-T-IL RENCONTRÉ LE SUD?

Oui. J'ai recensé trois mariages entre des descendants de Jacques Genest, dit Labarre, avec des descendants du notaire André Geneste. La descendance Genest l'emporte par le nombre sur la seconde. La chose s'explique aisément. Jacques Genest est arrivé au pays environ 60 ans avant le notaire.

Pierre Mathieu Balte dit Lajeunesse (un Français) n'est peut-être pas venu en Nouvelle-France. Cependant François Mathieu, son fils, a épousé, le 13 janvier 1738, Josette Renaud-Régnault, sœur de l'épouse d'André Geneste. Est-ce la raison qui lui a fait changer son patronyme pour celui de Lajeunesse puis de Genest? Cette famille, en 1960, comptait déjà 8 générations.

Léopold Genet (sans le « S ») marié en France à Suzanne Baumer, est arrivé au Canada en 1898. Établis dans la région de Montréal, les descendants ont adopté l'orthographe GENEST, pour écrire leur nom. En 1960, cette famille comptait quatre générations.

EN FRANCE

Il existe beaucoup d'individus en France portant le patronyme Genest, principalement à Paris. L'annuaire téléphonique nous en révèle plusieurs.

Références

L'île d'Orléans, la Commission des monuments historiques de Québec, 1928.

Greffe des notaires suivants: Paul Vachon, Michel Filion, Pierre Duquet et Gilles Rageot.

Le régiment de Carignan-Sallières, Régis Roy et Gérard Malchelosse, 1928.

Registre de l'état civil, Archives nationales du Québec, Québec. Dictionnaire généalogique des familles de Charlesbourg, D. Gosselin, 1906.

Jacques Genest dit Labarre, pionnier de l'île d'Orléans, 1999, Carmen Labarre-Hébert, collaboration de Marcel A. Genest. André Geneste, chef d'une lignée, par Carmen Labarre Hébert, collaboration de Marcel A. Genest, 1994.

ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

Instruments de recherche en ligne

http://www.ang.gouv.gc.ca/conservation/dossiers.htm

- Le fichier des contrats de mariage de la région de Québec, 1761-1946.
- Les inventaires après décès de la région de Montréal, 1791-1840.
- Les inventaires après décès des districts judiciaires de Québec, de Charlevoix, de Beauce, de Montmagny et de Kamouraska, 1785-1955, d'après les registres des clôtures d'inventaires.
- Inventaire des mariages non catholiques de la région de Montréal, 1766-1835.
- Les demandes d'octrois gratuits de terre aux familles de 12 enfants vivants en vertu de la loi de 1890 du premier ministre Honoré Mercier.

Source: ANQ



QU'EST DEVENU L'ACADIEN FÉLIX BOUDREAU?

par Denis Racine (0144)

Spécialisé en droit des affaires, Denis Racine pratique au sein de l'étude Bussière, Boulanger, Racine & Langevin de Sainte-Foy. Actif dans son milieu, M. Racine a été président du CLSC Sainte-Foy-Sillery, membre des conseils d'administration du Musée de la civilisation du Québec et du groupe Canam-Manac inc. et conseiller municipal de la ville de Sainte-Foy.

Intéressé à l'histoire et à la généalogie depuis son adolescence, il a été président de la Société de généalogie de Québec, de la Société historique de Québec et de l'Association des familles Racine. Il est coauteur du Dictionnaire généalogique des familles Racine en Amérique, auteur d'un livre et de nombreux articles notamment sur les familles Racine et Minguy.

La Déportation de 1755 a conduit de nombreux Acadiens en France qui se sont installés notamment à Belle-Isle-en-Mer et dans ce qui est aujourd'hui l'Allée des Acadiens, près de Châtellerault.

Au hasard de mes recherches, j'ai trouvé un acte de mariage qui concerne deux époux de cette origine. Après vérification dans l'ouvrage de Bona Arsenault¹, j'ai pensé que cette note pourrait en intéresser plus d'un.

Mariés à Ploubalay (Côte d'Armor, France) le 2 mai 1774 :

Félix BOUDREAU, fils de François et d'Angélique Doiron, originaire d'Acadie et veuf de Marie Joseph Hébert décédée depuis un an, domicilié dans la paroisse de Sauzon en Belle-Isle-en-Mer, village de Borderune; et

Magdeleine HÉBERT, fille de Jean et Claire Dugas, veuve de Pierre Blanchard, originaire d'Acadie, domiciliée dans cette paroisse. Voici ce qu'écrivait Bona Arsenault sur ces personnages :

« FÉLIX BOUDROT, 1729, fils de François et d'Angélique Doiron, marié en la paroisse de l'Assomption, de Pisiguit, le 2 mai 1748, à Marié Josephe LeBlanc, fille de Jean et de Jeanne Bourgeois. Enfants: Félicité, 1753; Joseph-Simon, 1764. Déporté en Angleterre, il était à Saint-Mathieu-de-Morlaix, France. en 1764, et au village de Borderun, à Belle-Isle-en-Mer, en 1767 » (vol. 4, p. 1343);

« JEAN HÉBERT, 1704, fils de Pierre et de Jeanne Landry, marié, vers 1730 à Claire Dugas. Enfants: Françoise, 1731; Élizabeth, 1733; Pierre, 1735, Anne, 1737, Jean, 1740, Hélène, 1742, Marie-Josephe, 1744, Victoire, 1747. Cette famille était à l'île Saint-Jean en 1752 et à Saint-Malo en 1760 » (vol. 3, p. 991).

Sur Claire Dugas, voir vol. 4, p. 1485.

Arsenault, Bona, Histoire et généalogie des Acadiens, Éd. Léméac, Montréal, 1978, 6 vols.



Déportation de 1755. Source : Archives nationales du Québec à Québec



LA GÉNÉALOGIE PAR INTERNET, UN NOUVEAU KLONDYKE?

par Denis Beauregard

Détenteur d'une maîtrise en sciences appliquées (Poly 85) pour un logiciel de programmation utilisant l'hypertexte, Denis Beauregard a surtout travaillé comme chercheur pour Hydro-Québec. Il a ouvert le premièr site Web francophone de généalogie en 1995, il gère le site de la SGCF et celui de l'Institut Drouin et il a participé à plusieurs premières sur Internet. Il a donné plusieurs conférences an sujet d'Internet, mais aussi sur les recherches en France ou aux États-Unis.

Mise en garde : cet article n'est pas une introduction à Internet. L'auteur y présente des informations techniques pour permettre aux habitués de comprendre certains phénomènes, ainsi que des études de cas pour faciliter leur recherche de la vérité généalogique, et quelques exemples de fraudes qui peuvent toucher le généalogiste internaute. Quelques sites Web seront indiqués à la fin.

1- LA TERRE PROMISE - CE QU'AURAIT PU DEVENIR L'INTERNET DES GÉNÉALOGISTES

En 1991, je découvrais Internet alors qu'il n'y avait encore aucun site Web de généalogie et que les plus grosses bases de données se limitaient à quelques serveurs contenant des documents électroniques. Comment voyait-on le futur il y a 12 ans et, surtout, quelles étaient les attentes des généalogistes branchés à Internet depuis cette époque?

La première attente est sans doute la généalogie complète du monde entier, ou du moins des pays où il existe des registres d'état civil, avec une base de données centrale où chacun aurait pu déposer ses renseignements, les corriger, voir une image des actes originaux, connaître ses cousins, découvrir sa parenté avec des personnages célèbres, etc., le tout après un clic de souris. Si cet objectif n'était pas atteint, j'aurais souhaité trouver une base de données régionale, avec par exemple tout l'état civil du Québec ou de la France, et un moteur de recherche fouillant toutes ces bases de données.

Une autre attente était que chacun publie les preuves de sa généalogie, la source de chaque information, réelle ou obtenue par déduction, une image des actes de mariages, etc.

Ces attentes n'ont jamais été réalisées, sauf ponctuellement. Je vais donc essayer de présenter la situation réelle.

2- UN PORTRAIT TECHNIQUE D'INTERNET

Internet existe depuis 1969. Cette année-là, sous la supervision de l'armée américaine, trois réseaux informatiques se branchaient l'un à l'autre. Le nombre de réseaux a pratiquement doublé annuellement péndant plusieurs années, jusqu'à ce qu'on atteigne la saturation. En même temps, le nombre d'ordinateurs reliés à ces réseaux augmentait encore plus rapidement. Voici donc les points importants à retenir pour qui veut y faire de la généalogie.

En général, on n'accède pas à tous les ordinateurs d'un réseau mais à certains serveurs. Un serveur est un ordinateur un peu plus puissant et contenant par exemple des bases de données ou d'autres fichiers avec de l'information. Le particulier se branche à un serveur au moyen d'un client, nom générique que l'on donne aux logiciels comme un fureteur ou « browser ». Votre client doit savoir où est le serveur et ce dernier a donc une adresse pour retrouver cette information. Un serveur peut héberger plusieurs sites Web différents, mais aussi d'autres services comme les forums de discussion « Usenet » ou le courriel.

Il n'y a pas d'autorité centrale. Chaque réseau est indépendant et permet aux autres réseaux d'avoir accès à ses ordinateurs. Le modèle est coopératif en ce sens que, si l'information doit traverser 10 réseaux avant d'arriver à destination, on laissera passer cette information. En d'autres mots, si votre ordinateur est branché au réseau de « Vidéotron » et que vous regardez une page sur un serveur du réseau de « Sympatico », la page affichée passera d'un réseau à l'autre, avec souvent quelques réseaux intermédiaires.

Si un serveur contient une information erronée ou même volée ailleurs, les autres réseaux n'y peuvent rien. Si vous voulez vous plaindre, le plus simple est de vous adresser au propriétaire du site, puis à son « hébergeur » (le propriétaire du serveur). Votre propre réseau ou le fournisseur d'accès Internet (FAI) n'y pourra rien.

Internet est un labyrinthe. Le chemin entre deux ordinateurs peut changer plusieurs fois par jour. Certains peuvent en profiter pour cacher leur identité, voire usurper l'identité de quelqu'un d'autre. Techniquement, Internet n'a aucun moyen pour authentifier en tout temps l'origine d'une information, qu'il s'agisse d'une page de la toile mondiale, de celui qui a créé cette page, d'un courriel, etc. Dans certains cas, le propriétaire du site étant connu et crédible, on peut même le rencontrer dans un centre d'archives. Dans d'autres cas, il est impossible de connaître son nom ou de communiquer avec lui.

Internet a d'abord été construit par des militaires et non par des éducateurs. Si Internet s'est alors développé avec la participation des sites universitaires et des centres de recherches, son but n'était pas de diffuser de l'information, encore moins de s'assurer de la véracité de ce qui était diffusé. Des pirates peuvent remplacer ou même effacer un site Web. Il est possible de publier de l'information qui n'a aucun sens, mais en usurpant l'identité de quelqu'un d'autre (c'est ainsi que les virus de la génération 2001-2002 se propagent et que des sites pirates parodient, par exemple, la Maison-Blanche à Washington), ou même en inventant un organisme bidon. Le critère de base lors de la conception d'Internet était que le réseau puisse tenir le coup si on coupait une partie des fils. Mais ce n'est qu'en 1994, 25 ans après la naissance d'Internet, que le réseau des réseaux s'est réellement ouvert à tout le monde et non plus aux seuls spécialistes. Avant, à peu près tout le monde se connaissait dans un domaine d'activités donné et les usurpations n'arrivaient que sous forme de blagues¹. Par la suite, l'arrivée massive d'usagers au niveau technique faible et le nombre d'ordinateurs ont fait en sorte qu'il est devenu possible de cacher bien des activités illégales² ou ennuyant tout le monde³.

Terminons la partie technique en glissant un mot sur les fichiers GEDCOM. Il s'agit d'un format universel d'échange de données généalogiques. En théorie, c'est une norme que tous les logiciels de généalogie utilisent

À preuve le nombre de messages d'un turc nommé Mutlu au sujet de génocides turcs ou arméniens, en réalité des messages générés au hasard par un robot. pour sauvegarder leurs données. En pratique, chaque programmeur a sa vision sur le contenu du fichier GEDCOM. Par exemple, un logiciel n'offrant pas un deuxième champ pour un contrat de mariage ne pourra pas relire correctement un fichier GEDCOM où un couple aurait à la fois un mariage religieux et un contrat de mariage. Relire un fichier GEDCOM avec un logiciel différent ou même une autre version d'un même logiciel, peut avoir comme effet de détruire ou d'altérer son contenu. Ainsi, « Family Tree Maker », utilisé avec MS Windows francophone, et « Brother's Keeper 5 » en français produisent des fichiers avec les mois en français, ce qui fait disparaître 5/12 des dates si on relit ce fichier avec un logiciel ne lisant que les dates enregistrées selon la vraie définition des fichiers GEDCOM.

3- TROUVER DE L'INFORMATION

Le premier geste d'un généalogiste se branchant à Internet est sans doute d'y rechercher quelles informations généalogiques sont disponibles. Il ira sur le site des Mormons, par exemple, à la recherche des millions de microfilms réalisés par ces derniers, mais sans les découvrir. Il fera la recherche de ses propres parents qu'il découvrira parfois, mais en fouillant dans 10 sites. Ou bien il ne trouvera rien de plus ancien que la cinquième génération.

Pour illustrer cet article, j'ai fait la recherche de trois couples :

- 1. François Chrétien et Olivine Laforme, grandsparents de Jean Chrétien mariés en 1885
- Vital Bénard et Virginie Roy, mes arrière-grandsparents mariés en 1878
- 3. Abraham Martin et Sarah Auchinleck, mariés vers 1640.

Les résultats sont résumés dans le tableau suivant. Les colonnes « Bons » indiquent le nombre de bons résultats. Pour le couple 1, le résultat est bon s'il s'agit de François Chrétien et Élisabeth Blais au lieu de François Chrétien et Aurise Trépanier. Pour le couple 3, le résultat est bon si le couple n'est pas apparenté avec Abraham Martin époux de Marguerite Langlois. Les colonnes « Erreurs » indiquent le nombre de sites avec une information erronée. Les colonnes « Neutres » signifient que les sites ne donnent pas assez d'information pour les classer.

² Comme la publication de plans de bombes

³ Comme le « Spam », ou inondation de publicités à 99 % illégales ou frauduleuses.

		1	1	1	2	3	3	3
Site	Туре	Bons	Erreurs	Neutres	Trouvés	Bons	Erreurs	Neutres
www.google.ca	Moteur universel	4	0	0	14	1	1	0
www.gendex.com	Moteur spécialisé	0	1	0	0	0	5	0
www.geneaseek.org	Moteur spécialisé	1	0	0	0	0	1	0
www.genealogie.org	Base de données	9	2	1	0	0	2	0
www.familysearch.com	Base de données	0	0	0	15	0	4 ⁶	0
www.genealogy.com	Base de données	1	0	0	0	1	1	25 ⁷
www.ancestry.com	Base de données	8	1	1	48	0	20 ⁹	0
total		23	410	211	6	2	34	25

⁴ Il s'agit d'un site ayant plagié un fichier GEDCOM trouvé sur mon site. Le plagiat est démontré par l'absence de tout autre membre de la famille (donc, ce n'est pas quelqu'un qui recherche tous ses cousins) et l'absence de descendants (donc, ce n'est pas la généalogie du propriétaire de la base).

5 Couple isolé. Il peut s'agir d'un répertoire de mariages.

⁶ Sans filiation mais visiblement erronés

⁸ Il s'agit d'un plagiat par l'intermédiaire d'un autre site et vraisemblablement de 3 autres plagiats.

¹⁰ Une recherche du couple 1 faite au début de 2002 montrait un nombre plus élevé de sites avec les mauvais parents.

11 Il s'agit de deux sites avec le même propriétaire.

Les possibles conclusions de ces recherches sont nombreuses. Retenons en particulier que chaque base de données communautaire et que chaque moteur de recherches sont indépendants les uns des autres. Les généalogies indexées sur un site ne sont pas sur les autres, sauf exception. Chaque site demande que l'on s'y inscrive (formulaire à remplir) et la plupart des gens ne vont s'inscrire qu'à un endroit ou deux. Si la recherche est facilitée, elle demande plus de travail que prévu.

Les résultats ne sont pas les mêmes partout. Lors d'une première recherche du couple 1 (je savais que ce couple était problématique), j'avais trouvé beaucoup plus de sites avec Aurise Trépanier comme mère. Celle-ci est la première épouse que François Chrétien maria en 1853. Il unit sa destinée à Élisabeth Blais le 10 janvier 1865. Dans une généalogie imprimée de la famille Chrétien, Aurise Trépanier était indiquée comme mère; l'erreur provenait d'une mauvaise évaluation de la date de naissance du fils. À partir de l'index consolidé des décès, on trouve la date de naissance du 26 octobre 1865, année corroborée par un répertoire de sépultures. Le mariage du fils au New Hampshire semble être à la source de la confusion.

Il y a propagation de l'information. J'ai découvert le problème Chrétien par suite d'un courriel me demandant d'expliquer la différence entre le contenu de mon site et celui d'autres généalogistes. Après enquête, j'ai documenté cette différence et il semble que quelqu'un ait prévenu les sites fautifs, dont le nombre a diminué. Entre-temps, la généalogie publiée sur papier n'a pas été corrigée.

Le mariage du couple 1 date de 1885, ce qui est assez récent. S'il y a autant de sites avec ce couple et une partie de son ascendance, c'est qu'il s'agit d'une personne de notoriété publique (Jean Chrétien). Une recherche à partir d'un couple plus ordinaire (mes arrière-grands-parents) n'a pas donné autant de résultats et il s'agit presque uniquement de plagiats. Si je n'avais jamais placé ce couple dans des fichiers GEDCOM, on n'en trouverait peut-être aucune trace.

La présence du couple Vital Bénard et Virginie Roy résulte de plagiats, sauf peut-être une exception. J'ai placé sur mon site quelques fichiers GEDCOM pour indiquer ma parenté avec quelques notabilités, et certains internautes ont non seulement plagié mes données, mais les ont fusionnées aux leurs. Le résultat, non désiré, est que si quelqu'un dans ma parenté fait une recherche, il ne pourra entrer en contact qu'avec des personnes n'ayant aucune information réelle, parce que j'ai retiré mes fichiers à cause de ces plagiaires.

Le couple 3 est intéressant à cause de l'énormité des erreurs qui en ressortent, une fois que la source de

⁷ Il s'agit de références à des cédéroms, donc d'information qui n'est pas visible sur Internet. Nous pouvons supposer que plusieurs bases de données ont été déposées plus d'une fois.

Dans 7 cas, Abraham Martin époux de Sarah Auchinleck est dit fils d'Abraham Martin époux de Marguerite Langlois et dans 13 cas, c'est l'inverse. Dans 2 cas, on dit même que Sarah Auchinleck est née le 25 juillet 1561 alors qu'elle est décédée le 25 juillet 1665.

l'information est consultée. Il s'agit d'un article publié dans les Mémoires de la Société généalogique canadienne-française, no 129, p. 162-164. Écrit par un Franco-Américain, cet article mentionne la pierre tombale du couple Abraham Martin et Sarah Auchinleck, décédés respectivement les 13 juin 1673 et 25 juillet 1665. Cet Abraham serait né vers 1616. Le couple Abraham Martin et Marguerite Langlois s'est formé avant la naissance de leur plus ancien enfant, né en 1621. On voit tout de suite qu'il est impossible que Sarah Auchinleck soit la belle-mère de Marguerite Langlois. Qu'à cela ne tienne, pour inverser les rôles, il suffit de dire que Sarah est née le 25 juillet 1565. La réalité est probablement que nous avons deux couples sans la moindre relation, Martin étant un nom de famille assez répandu.

Les recherches précédentes ont été faites en choisissant des noms peu fréquents, comme Olivine Laforme ou Vital Bénard. Si l'ancêtre recherché s'appelle Pierre Tremblay ou John Smith, certains outils deviennent à peu près impossibles à exploiter. De plus, comme nous sommes tous cousins, nous avons des ancêtres communs. Un site comme www.geneanet.com, qui offre l'indexation par patronyme, rend difficile les recherches, car on tombera presque toujours sur des cousins nord-américains au lieu de chercheurs actifs seulement en France ou de bases de données européennes.

4- LES SOURCES D'ERREURS

Certaines sources d'erreurs deviennent évidentes après les recherches résumées plus haut.

Quelques erreurs apparaissent en recopiant une source crédible, mais erronée. Ainsi, on recopiera les erreurs publiées dans un répertoire, dans une généalogie familiale ou même provenant d'un registre original. Internet ne change rien à cet aspect de la généalogie.

L'erreur provenant d'un travail mal fait est plus intéressante. Comme la source est rarement indiquée, quand il ne s'agit pas d'un autre site Web, ces erreurs sont détectées en comparant une généalogie avec l'information disponible dans les références usuels, comme les dictionnaires de René Jetté, de Michel Langlois, de Cyprien Tanguay ou mon recueil de corrections de Jetté. Ainsi, quand on rencontre le couple Abraham Martin et Sarah Auchinleck, que personne ne mentionne, on doit faire une enquête pour retrouver d'où viennent ces personnages. La table des matières des *Mémoires* permet d'identifier rapidement l'information originale dans ce cas-ci.

Soulignons également le cas de Jean Ouimet. Selon un Américain, l'ancêtre des Ouimet serait né à Saint-Fanville, le 19 novembre 1634. Pourtant, Saint-Fanville n'existe pas: il s'agit d'une déformation de Sainte-Famille, où Jean Quimet fut inhumé le 19 novembre 1687, à 53 ans. Remarquons aussi que la date de naissance est la même que celle de la sépulture. Sa source est probablement une erreur de débutant. Cette information provenait de l'association de famille à titre de donnée provisoire et, après quelques échanges de correspondance et des recherches, il a fallu conclure à l'erreur de débutant. Une autre source anglophone fait naître Jean le 6 septembre 1634 à Vrigny⁴. Si Internet facilite la communication rapide, il ne nous met pas à l'abri d'une erreur. Au contraire, de l'information préliminaire non validée peut se retrouver dans une base de données dont on cherche à améliorer la fiabilité à chaque nouvelle version. Et même lorsqu'on croit l'information plausible, sans avoir vu le document d'origine, la déduction peut être erronée.

Un dernier cas est celui d'une base de données corrompue⁵. Un correspondant me signalait un nouvel acte trouvé en France et une nouvelle génération, mais avec une coquille qui rendait l'information suspecte. Après étude, il s'est avéré que la génération additionnelle comprenait les noms de deux hommes politiques. Il semble que le logiciel de généalogie a rattaché deux couples à un troisième ou que celui qui a publié l'information a mélangé deux pages Web différentes.

J'ai indiqué plus haut le problème du plagiat. Quand quelqu'un place sur un site Web sa généalogie sous forme de fichier GEDCOM, il est très facile d'en faire une copie et de l'intégrer à une autre base de données. Par prudence, il est important de ne pas mélanger l'information fiable et l'information recueillie n'importe où sur Internet. Celui qui copie les fichiers GEDCOM devrait donc avoir une base de données personnelles et la publier s'il le désire, et une base de données plus ou moins fiables qui ne devrait pas quitter

http://homepages.rootsweb.com/~kenzie/GenOUIMET.htm citant un article de 1995 de l'association Les Descendants de Jean Ouimet. Comme l'information sur Saint-Fanville provenait de la même association, on peut supposer que l'information plus ancienne est moins plausible.

La corruption d'une information est sa transformation aléatoire après un certain temps. Par exemple, l'ancêtre numéro 123 fils du numéro 124 au moment de la saisie de l'information et qui devient fils du numéro 421 sans que l'on sache pourquoi. En clair, c'est Jean fils de Pierre et Marie qui devient fils de Paul et Catherine.

son ordinateur. De cette façon, si un cousin trouve de l'information, c'est réellement à celui qui a l'information qu'il pourra écrire et non à un quidam n'ayant aucun intérêt dans cette lignée commune.

Par ailleurs, certains pirates recueillent les fichiers GEDCOM pour les revendre. Leur nombre est heureusement faible mais les techniques utilisées pour cacher le vol font parfois frémir. L'un d'eux utilise le prétexte d'un cédérom à but non lucratif (en réalité, ce sont ceux qui envoient les données qui ne font pas d'argent, le cédérom étant vendu commercialement). Tel autre prétend avoir recueilli des millions de noms depuis 20 ans, mais une analyse des noms de famille du cédérom démontre que l'origine réelle des données est un ensemble de fichiers GEDCOM provenant d'un grand nombre de sites, ce qui est confirmé par l'absence complète de cohérence dans les noms de lieu et dans les noms de famille (on trouve DIT, dit, =, /, \, etc. pour distinguer les surnoms d'une même famille). Les pirates ayant pignon sur rue sont heureusement rares. La justice protégeant trop souvent le bandit au détriment du citoyen honnête, je ne peux utiliser cet article pour mentionner le nom de ces pirates. Mais je peux vous suggérer de ne pas acheter de généalogie d'un particulier qui prétend publier un gros travail et dont on n'a pas entendu parler, ou qui présente un produit dispendieux comme étant à but non lucratif. Par contre, avec une association ou un chercheur spécialiste d'une seule famille, c'est plus difficile d'être malhonnête.

De même, les cédérom de la série « Pedigree Files » des Mormons ont la même qualité ou les mêmes

défauts que n'importe quel autre produit commercial, tout en étant peu dispendieux.

Le plagiat facile a deux conséquences différentes. Tout d'abord, pour camoufler le plagiat, certains ajoutent des fausses informations. Comme diront certains, on fait déjà assez d'erreurs par accident qu'il est inutile d'en ajouter. Néanmoins, cette corruption volontaire peut mener à une fausse piste, surtout s'il s'agit d'un mariage introuvable. Ensuite, les victimes réagissent souvent en retirant les fichiers en question ou en cachant les sources lors de la mise à jour. Finalement, quelques généalogistes vont tout bonnement utiliser les fichiers d'autres personnes comme monnaie d'échange pour certains sites, de crainte d'utiliser leurs propres données et de se faire eux-mêmes pirater; ils vont modifier quelques données à la main pour cacher leur larcin. Il s'accumule alors un certain nombre d'erreurs qui ne seront jamais corrigées (puisqu'on ne fera plus de mises à jour). Certains sites Web sont même abandonnés, c'est-à-dire qu'ils ne seront plus modifiés après leur création dans le pire des cas, ou quand le propriétaire des données aura perdu le mot de passe pour modifier ces données.

Une autre source d'erreur est l'automatisation de certains travaux. Par exemple, le site www.geneanet.com est un index de patronymes donnant pour chacun l'endroit où se rencontre le patronyme. Cette automatisation laisse à désirer quand on est dans la mauvaise région. Si on recherche le patronyme Panneton par exemple, les erreurs suivantes apparaissent:

Commune	Sous région	Région	Pays
Trois-Rivières	Charente-Maritime	Poitou-Charentes	France
Sainte-Famille de l'île d'Orléans	Seine-Maritime	Normandie	France
Québec, Québec, Nouvelle-France			France
Sainte-Famille, île d'Orléans		Normandie	France

Le lecteur prendra bonne note de la méthode habituelle de propagation des renseignements et donc des erreurs. Une information brute se diffuse en général d'une de ces façons:

#	1 ^{re} copie	2 ^e copie	3 ^e copie	4 ^e copie	5 ^e copie
1	Original	Répertoire	Base de données personnelle	Votre site Web	
2	Original	Répertoire	Base de données personnelle	Généalogie familiale imprimée	
3	Original	Répertoire	Votre site Web	Autre site Web	3e base de données personnelle

4	Original	Répertoire	Votre site Web	Autre base de données personnelle	Autre site Web
5	Original	Base de données personnelle	Généalogie familiale imprimée	Autre site Web	

Chaque plume indique une copie faite de façon manuelle, et les copies multiples, celles faites à la machine. Ainsi, on recopie manuellement, depuis un original vers un répertoire, puis vers votre base de données ou votre site (si vous n'utilisez pas de logiciel spécialisé). Mais votre site Web (méthode 1) ou votre généalogie familiale imprimée (méthode 2) peuvent être créés automatiquement à partir de votre base de données. En général, si quelqu'un recopie votre site (méthode 3), la mise en page sera différente, donc copie manuelle, et nouvelle copie manuelle quand un autre recopie les données sur son ordinateur. Le risque d'erreur sera le même, s'il y a copie via une base de données (méthode 4) ou depuis une généalogie imprimée (méthode 5). Chaque copie est une occasion de faire une erreur. C'est pourquoi, il est important de pouvoir retrouver le parcours suivi par l'information quand il y a conflit entre deux sources. Voilà aussi pourquoi certains ne veulent pas donner leur source qui permettrait d'avoir une information plus fiable, donc de plus grande valeur, si on la pille.

5- LE CÔTÉ SOMBRE D'INTERNET

Puisque le sujet a été abordé lors de la conférence du 16 octobre 2002, voici une mise en garde sur certains sites qui reproduisent des répertoires de généalogie sur cédérom, sans demander la permission. Vu que ce sont les associations qui se font pirater, qui doivent réagir et non l'auteur de cet article, je ne peux pas donner de noms. Toutefois, voici une méthode pour détecter les livres piratés vendus sur Internet. Le nom de la paroisse ou du comté et les dates extrêmes sont indiqués avec le prix de vente (ce qui permet d'identifier le répertoire original), mais on ne voit jamais le nom des chercheurs ou celui de la société de généalogie qui a publié le travail original. Sur un site qui travaille en collaboration avec des sociétés de généalogie, au contraire, on retrouve tous ces détails.

Autre sujet : celui de certaines associations françaises de généalogie qui n'ont rien d'associatif ou de coopératif. Le cas extrême est celui d'une association qui cache le nom de son conseil d'administration sur son site (le lien exige un mot de passe) parce que ce conseil d'administration n'existe pas! En effet, les administrateurs n'étant en poste que tant qu'ils n'en ont pas marre des techniques d'intimidation de l'association, ils forment un conseil d'administration virtuel qui n'a aucun pouvoir et ne sert que de paravent au propriétaire réel de l'association. Je vous suggère, à la fin de l'article, un certain nombre d'associations virtuelles qui sont bien réelles et actives en France.

Internet n'a pas le monopole des erreurs volontaires. Un généalogiste français m'avait parlé d'une certaine association française publiant une rubrique de questions et réponses. Quand une question demeurait sans réponse, après peut-être un an ou deux, un ami du président du

cercle finissait par inventer la réponse tant attendue, invérifiable bien sûr. Comme les parents étaient fictifs, après quelques mois, le même adhérent demandait la génération suivante.

Une fraude commune est celle de certains sites qui demandent 30 \$ environ pour ce qui n'est rien d'autre qu'une liste de liens. Qu'ils s'annoncent comme « détectives de généalogie » ou sous une autre marque, le principe est le même : il est impossible de voir le produit annoncé sans payer. Ces sites vont en général faire de la publicité en envoyant des messages dans des forums de généalogie (où une telle pub est pourtant interdite), et ne participeront jamais à la vie communautaire des forums en question (donc ne répondront jamais aux questions des gens). Dans plusieurs cas, l'internaute avancé pourra vérifier l'origine du message en question et découvrir qu'il s'agit d'un ordinateur public comme celui d'une bibliothèque universitaire.

Certains se demanderont pourquoi on ne peut pas dénoncer ces situations. En général, il est très facile de harceler quelqu'un dans Internet. Je ne donnerai pas d'indications en énumérant les façons de s'y prendre et je me contenterai de souligner que c'est facile. C'est pourquoi les victimes feront rarement des pages pour raconter leur mésaventure. En général, il est préférable de faire une recherche avant d'envoyer de l'argent, surtout si l'offre est incroyable.

Les pourriels ou pollution par courriel ou « spam » forment sans doute le plus important fléau touchant Internet depuis cinq ans. En effet, pour peu que votre adresse ait été diffusée, vous recevrez de la publicité presque toujours trompeuse ou frauduleuse, parfois pornographique (le tiers, selon certains estimés), et parfois des virus. Il n'y a pas moyen de se protéger

parfaitement en ce moment. Si votre adresse est sur une page Web publique (liste des membres d'une société de généalogie par exemple), si elle a été utilisée dans des forums publics, etc., elle s'est retrouvée dans une base de données pour envoyer de la pub. Ne répondez jamais à ces messages car cela veut dire que votre adresse est valide. Au pire, examinez le message brut pour porter plainte au fournisseur Internet utilisé.

De même, si vous participez à une liste de discussion de généalogie, d'autres abonnés victimes d'un virus peuvent utiliser, à leur insu, votre adresse de courriel quand vous envoyez un message vers la liste. Souvent, ces virus vont se servir de l'adresse d'un autre abonné (méthode populaire en 2000), légèrement modifiée (en 2001) ou forgée en fusionnant deux autres adresses (en 2002). Un virus peut se cacher dans une page Web; il faut donc éviter à tout prix de banaliser l'envoi de messages enjolivés par Internet, ce qui permet aux virus de se cacher, et se limiter aux envois sous forme de texte (ce qui est bien suffisant en généalogie et excellent pour une discussion ayant plusieurs points). Si vous envoyez un fichier attaché (votre généalogie par exemple), prenez soin de le dire à votre correspondant. Regardez l'extension du nom du fichier attaché (et l'extension au complet, donc « configurez » votre système en conséquence) et si cela se termine par .pif, .scr, .com, .bat, .exe, etc., c'est probablement un virus. S'il y a deux extensions aussi (.txt.scr par exemple). Si, autrefois, il fallait se méfier seulement des inconnus, depuis deux ans, les virus peuvent utiliser le nom d'une personne que vous connaissez (au moyen de son carnet d'adresses).

6- DES INFORMATIONS QUI DISPARAISSENT

Internet évolue constamment. Si de nouveaux sites apparaissent à chaque semaine, d'autres disparaissent également.

À la suite de l'attaque contre le World Trade Center en 2001, le droit à la confidentialité est devenu plus délicat à gérer. En effet, certains terroristes ont utilisé de l'information généalogique pour obtenir des passeports. Les internautes ont alors vu disparaître quelques sites permettant de trouver des actes de naissance, afin de ne pas faciliter l'usurpation d'identité.

Quelques sites deviennent payants. Pendant un an ou deux, tout est disponible sans limitation et gratuitement, le temps de se faire une clientèle. Puis, quand les internautes ont pris l'habitude de consulter ces sites, une partie du site devient privée et il faut s'abonner pour y avoir accès. Voici quelques exemples:

Le site www.canadiana.org est une base de données permettant de faire une recherche dans un grand nombre de livres numérisés : le site a retiré une bonne partie des documents numérisés, avant de les ramener. Le site www.quid.fr contient des informations sur un certain nombre de communes françaises, dont parfois le nom de la paroisse ou d'autres détails permettant d'identifier le lieu d'origine d'un migrant; cette information est maintenant disponible par abonnement seulement. Il peut aussi arriver qu'un site ferme parce que son propriétaire pense être dans l'illégalité : le site « locom » de Sylvain Chardon a été fermé du 19 février 2001 au début de mai 2002. Le site commercial www.ancestry.com offre un accès gratuit à ses bases de données à l'occasion de certaines offres, donc durant une période assez courte.

À cause de cette présence temporaire de certains sites, l'internaute doit systématiquement exploiter tout nouveau site le plus tôt possible, mais avec doigté car il arrive qu'un site soit fermé à cause d'un abus de zèle de certains visiteurs.

7- ET POURTANT, J'AIME INTERNET

Même si aucun moteur de recherche ne permet de faire une recherche sur tous les sites Web de généalogie, ce qui est en place suffit pour un certain nombre de situations. Par exemple, si quelqu'un veut faire de la généalogie pour s'amuser, sans se préoccuper de la véracité des arbres obtenus, il est possible de retracer nos ancêtres ayant vécu avant 1800, peut-être avant 1825 ou 1850 selon la chance que l'on a. Un tel arbre n'est pas très fiable, mais il est possible de développer une méthode de travail pour tenir compte de ce problème : il faut faire les recherches et la saisie de l'information à la maison, puis tout vérifier dans des bibliothèques de généalogie. C'est pratique si le temps passé à la bibliothèque est très limité; par contre, c'est ennuyant car on ne fait presque plus de recherches à la bibliothèque.

Certains sites sont plus fiables. Par exemple, quelques sites offrent des répertoires en ligne, que ce soit gratuitement (www.geneactes.org propose un index de ces sites en France), contre un abonnement à la base complète (le PRDH, soit www.genealogie.umontreal.ca) ou un abonnement aux bases plus fiables (www.genealogy.com). Ces sites

permettent de faire des recherches aussi fiables que celles dans un répertoire de mariages. Dans certains cas, on peut même corriger des fautes trouvées dans des actes originaux.

Quelques sites ont des copies de livres anciens. Il s'agit habituellement de bibliothèques nationales et de livres du domaine public. Il est possible de trouver le dictionnaire de Monseigneur Cyprien Tanguay sur le site de la bibliothèque nationale du Québec www.bnquebec.ca/numtextes/accueil.htm ou de faire une recherche par mots clés dans www.canadiana.org. Certains « sitesoutils » dans des domaines autres que la généalogie s'avèrent utiles à l'occasion, comme les sites de cartes routières ou de traduction automatique.

Les sites Web ne sont pas la seule source d'information. En effet, les forums « Usenet » comme news:fr.rec.genealogie ou news:soc.genealogy.french, ainsi que les listes de discussion, permettent de rencontrer d'autres généalogistes et de poser des questions. Dans certains cas, quelques usagers font même des recherches systématiques en bibliothèque et l'on obtient alors, ici aussi, une fiabilité similaire à celle des sources imprimées, en se rappelant qu'il est toujours possible de faire une erreur de retranscription. Ne pas oublier toutefois que certains débutants veulent se mettre en valeur et vont rechercher dans Internet des données peu fiables sans dire d'où elles proviennent;

une façon de les détecter est la variation du format utilisé. Dans certains cas, des conflits entre usagers peuvent nuire à l'atmosphère de la liste, par exemple l'éternelle querelle entre le débutant et l'ancien, entre le PC et le Mac, entre Windows et Linux, etc., mais les disputes sont rares et c'est surtout la coopération qui règne. On notera que les listes unilingues ou concernant une région de façon prépondérante, sont plus efficaces que des listes bilingues ou de celles trop étendues sur le territoire. De même, une liste dédiée à un nom de famille apportera plus de réponses qu'une liste contenant plusieurs patronymes. Enfin, il est aussi possible d'entrer directement en communication avec des spécialistes d'un nom de famille.

8- CONCLUSION

Pour qui sait l'utiliser, Internet peut s'avérer un nouveau Klondyke. Toutefois, il ne faut pas remplacer les bibliothèques de généalogie par le seul accès à Internet, mais s'en servir comme complément. Ce qu'on y trouve doit y être validé mais nous arrivons au point où le nombre de sites différents devient assez élevé pour que l'on puisse valider une partie de l'information trouvée : ce qui se trouve sur plus de cinq sites indépendants est en général valide. Le problème est que le généalogiste internaute fait rarement cette validation.

Annexe - Quelques adresses en rapport avec cet article

Listes d'adresses

Site	Principale région	Contenu	
www.genealogie.com/liens	Francophonie	listes alphabétiques et régionales	
epf.planete.qc.ca/liens.asp	Québec	listes de liens	
www.genealogie.org/sites.asp	Francophonie	listes de liens	
www.cyndislist.com	International	179 000 liens en 2003	
www.geneapass.org	France	liste par sujet	
www.gerelli.org/book.htm	France	liste par nom	

Les travaux de l'auteur peuvent être vus sur www.francogene.com

Regroupements d'entraide suggérés, en France

www.francegenweb.org www.entraide-genealogique.org (le Fil d'Ariane) www.amicale-genealogie.org

Moteurs de recherche spécialisés et grosses bases de données

www.genealogie.com/liens/base	listes de bases et moteurs	
www.gendex.com	moteur de recherches, liens externes	index de fichiers
www.geneaseek.org	moteur de recherches, liens externes	recherche par mot clé
www.google.fr	moteur de recherches, liens externes	recherche par mot clé ⁱ
www.genealogie.umontreal.ca	base de données (PRDH)	site commercial québécois *
www.bnquebec.ca/ numtextes/accueil.htm	livres numérisés	site québécois
www.canadiana.org	livres numérisés et moteur de recherches	site canadien
www.genealogie.org	moteur de recherches interne, base de données	site québécois
epf.planete.qc.ca	moteur de recherches interne, base de données	site québécois
www.familysearch.com	moteur de recherches interne, base de données interne et liens externes	site des Mormons
www.genealogy.com	moteur de recherches interne, base de données	site commercial américain *
www.ancestry.com	moteur de recherches interne, base de données	site commercial américain *
www.geneanet.com	moteur de recherches par patronyme, liens externes	site français
www.geneactes.org	index des sites ayant des relevés en ligne	site français
www.FichierOrigine.com	base de données	origine française des Québécois (actes trouvés en France)

Ces sites commerciaux offrent aussi certains services gratuitement. D'autres sites ont aussi une partie commerciale, mais il s'agit alors d'un service amélioré (accès privilégié).

MOURIR AUTREFOIS

... Ce ne sont pas toutes les vieilles personnes qui finissent leurs jours dans leur famille... Ces personnes âgées se réfugient dans un des deux hôpitaux généraux établis à Québec et à Montréal ...

Certaines de ces ... personnes arrivent à l'hôpital avec leur lit, leur linge et leurs hardes, et entrent en donnant les biens dont (elles) disposent. C'est le cas du forgeron Henri Crête ... accueilli dans l'institution de Montréal en 1752 à 60 ans. Il y séjournera pendant onze ans, et y laissera comme pension « sa boutique et ses outils qui valent environ 200 livres. »

...Contrairement à aujourd'hui, où la mort recherchée est celle qui est le plus rapide possible et sans souffrance, la mort subite, celle que le chrétien des XVII^e et XVIII^e siècles ... prie ... Dieu de lui accorder, c'est la « bonne mort » ...(qui) se vit en pleine conscience, dans une lente agonie, pendant laquelle la personne mourante ... a le temps de se mettre en règle avec sa conscience, et de recevoir la communion et l'extrême-onction.

... (Le prêtre a) l'obligation d'inscrire dans l'acte de décès si le défunt ou la défunte a reçu ou non les derniers sacrements ... d'indiquer pourquoi il n'a pas pu administrer les derniers sacrements...

LACHANCE, André. Vivre, aimer et mourir en Nouvelle-France (La vie quotidienne aux XVII^e et XXVIII^e siècles), Montréal, Éditions Libre Expression, 2000, pages 193-194.

Avec GOOGLE, les apostrophes ou les guillemets permettent de préciser un nom complet, par exemple « François Chrétien » « Élisabeth Blais » pour trouver les pages avec ce couple, alors que seulement François Chrétien Élisabeth Blais trouvera les pages ayant par exemple François Blais au début et Élisabeth Chrétien à la fin de la page.

Les lauréats du prix de L'Ancêtre 2003

Pour la cinquième année consécutive, L'Ancêtre est heureux de décerner ses prix aux auteurs de trois articles jugés les meilleurs par le jury composé de messieurs Jean-Jacques Saintonge, président, Gilles Breton et Denys Munger. Après avoir scruté préalablement tous les textes jugés éligibles selon les critères préétablis, le jury s'est réuni en septembre et en octobre pour fixer ses choix.



Madame Mariette Parent, présidente de la SGQ, messieurs Guy Parent et Gabriel Bouchard, lauréats et madame Nicole Robitaille, coordonnatrice de la revue L'Ancêtre.

Le premier prix de 300 \$ pour un article de fond a été attribué à monsieur Gabriel Bouchard pour la biographie de son ancêtre Claude Bouchard. Il s'agit d'un texte bien documenté, d'un intérêt soutenu et harmonieusement enrobé de références à la vie sociale des colons de son époque.



Monsieur Joseph Naud, de regrettée mémoire

Le deuxième prix de 200 \$ va à monsieur Joseph Naud qui nous révèle la présence au Manitoba de la famille d'Amable Nault dont l'épouse, Julie Lagimodière, était la soeur de la mère de Louis Riel. Les Nault sont demeurés fidèles au célèbre chef métis jusqu'à sa mort sur l'échafaud.

Le troisième prix est mérité par monsieur Guy Parent pour son article intitulé Michel Parent, une première génération de cultivateurs à Saint-Narcisse-de-Champlain. Ce récit raconte les problèmes vécus par un pionnier d'une paroisse naissante, face à une misère qui ne finit plus. Michel Parent fera comme bien d'autres colons de son époque : il décidera de s'exiler aux États-Unis pour travailler avec ses enfants dans les filatures de coton afin que lui et les siens puissent vivre convenablement.

Lors de l'examen des articles admissibles qui leur ont été soumis, les membres du jury ont constaté l'excellente qualité de ces textes dont plusieurs méritaient aussi d'être primés. Notre choix fut unanime, mais quand même pas facile.

Jean-Jacques Sainlange (1342), président du jury

Félicitations aux lauréats



Messieurs Denis Munger, Jean-Jacques Saintonge et Gilles Breton, membres du jury



LES PETIT EN FRANCE ET EN NOUVELLE-FRANCE

(Deuxième partie)

par Cora Fortin-Houdet (0191)

Membre de notre Société depuis 1970, Cora Fortin était reporter et aussi, au moment du départ de la famille Houdet-Fortin en 1965, responsable du Bureau régional de l'hebdo L'Écho d'Abitibi-Ouest, à La Sarre, où elle est née. À Québec depuis 1967, elle poursuit des recherches en généalogie, en histoire, pour une connaissance de l'ascendance inscrite sur l'arbre généalogique de ses enfants et petits-enfants.

Aubuchon, Jacques et son demi-frère Jean

- Jacques (1617-1701), fils de Jean et de Catherine Le Marchand; il est venu en 1643, s'est établi à Trois-Rivières en mai 1646. Il a épousé (ct m. 14 septembre1647, Lecoutre) Mathurine Poisson, fille de Jean et Barbe Broust, dont huit enfants. Il reçut concession à Cap-de-la-Madeleine en 1649. Il aura vécu à Bécancour, dans la seigneurie de Villiers, dans la seigneurie Champlain ... Il est décédé et inhumé à Trois-Rivières.
- Jean (c1632-1685) venu en 1649 à Cap-de-la-Madeleine où il reçoit une concession. Mais c'est à Montréal qu'il a vécu, où en 1655 il est devenu l'époux de Marguerite Sédillot, fille de Louis Sédillot et Marie Grimault, dont 15 enfants.

David. Claude et son frère. Guillaume venu en 1656

- Claude (c1621-1687) venu en 1646 à Trois-Rivières; son épouse : Suzanne De Noyon, dont six enfants. En juin 1650 il reçut un emplacement au bas du coteau du fort, en 1652 un emplacement dans le bourg de Trois-Rivières et une terre sur l'Île-aux-Cochons, à Trois-Rivières. En 1663, il a acheté de Pierre Pelé dit Lahaye où il est recensé en 1666. En 1667, il était à Champlain où le sieur Pezard de La Touche lui avait concédé une terre de 2 arpents en 1665. Ventes..., achats..., au recensement de 1681 il habite Gentilly. Il est décédé au Cap-de-la-Madeleine.

Lemay, Michel

- Michel LEMAY dit Le Poudrier (1630-1684), menuisier, venu vers 1654 (fils de François et Marie GASCHET), qui reçut terre sur l'île Saint-Christophe, à l'embouchure du Saint-Maurice, en 1655. Son épouse, Marie Dutaut (Dutuit) (m. 1659) lui donna neuf enfants dont six fils firent souche. Il ira s'établir au Cap-de-laMadeleine après avoir cédé en avril 1659 sa terre de l'île à Christophe CREVIER (1611-1662); il y rejoignait les frères Bourbeau, Guillaume Pépin, ... Il reçut aussi terre à Batiscan, mais la famille Lemay s'est établie finalement dans la seigneurie de Lotbinière où il semble qu'elle ait été la première à y venir.

Volant, Claude, dit de Saint-Claude

- Claude (c1637-1695) était à Trois-Rivières en février 1649; il est dit être soldat, en 1653. En 1656 il est devenu l'époux de Françoise Hayet (†1677), la demisoeur de Pierre-Esprit Radisson et aussi sœur de Marguerite l'épouse de Jean Véron de Grandmesnil (dont m. 1646); veuve, cette Marguerite a épousé le 4 août 1653 Médard Chouart Des Groseilliers.

Bénacis/Bénassis/Bienassis

- Est venu en 1642, un Guillaume Bénacis Bénassis (c1604-†1652) maçon, tailleur de pierre. Venu aussi en 1642 : son beau-frère Jean Sauvaget (natif de Segonzac, non loin de Cognac) qui a vécu de 1634 à 1640 au Cap Breton, seigneurie de Desportes, en Acadie. Ils avaient signé un engagement envers Antoine Cheffault de La Renardière, de la Compagnie de Beaupré, de travailler trois ans. Ce Guillaume Benassis était fils d'un Bénassis qui n'est pas venu ici. Cependant, la veuve de ce demier. Anne Dupuy (née vers 1596, décédée en 1686, à Trois-Rivières) est devenue en secondes noces (m. le 9 juillet 1634) l'épouse de ce Jean Sauvaget; et ce Jean Sauvaget était frère de Jeanne Sauvaget (1612-1704) l'épouse de Guillaume Benassis (c1604-1652);

Le ménage Bienassis-Sauvaget est venu avec une fille, Madeleine (1635-1716) qui épousa le 13 novembre 1647 Étienne Seigneuret (c1622-1677) venu de Normandie en 1644, dit sieur Delisle et qui reçut un fiéf en 1656 (à la pointe du lac Saint-Pierre où il y concéda des terres); il a été coseigneur avec Jean Sauvaget pour un temps. Seigneuret est décédé le 10 juin 1677; dont 3 enfants;

- veuve en 1677, Madeleine Bienassis (née le 29 avril 1635, venue en 1642 avec ses parents) se débrouille; elle a de l'instruction et signe. Comme seigneuresse, héritière de Tonnancourt, elle concède de nombreuses terres (à Benoît dit Laforest, Godefroy, Hérou dit Bougainville, Jannot dit Marmande, Marest dit Larose). En 1698, elle fit don d'une terre à son petit-fils René Godefroy de Tonnancour (n. 12 mai 1669, Trois-Rivières-†21 septembre 1738, Trois-Rivières) DBC-LL; 262.
- Ce petit-fils René Godefroy de Tonnancour (1669-1738), en 1714, succéda à Jean Lechasseur en tant que procureur du roi et lieutenant général du gouvernement de Trois-Rivières. Il était aussi petit-fils de Jean Godefroy de Lintot, de Caux (1610-1652), celui qui fut massacré par les Iroquois en août 1652, avec une quinzaine de ses compatriotes. Il était fils de Louis Godefroy de Normanville (1639-1679) et de Marguerite Seigneuret en 1663 (la fille d'Étienne Seigneuret et Madeleine Bienassis-Sauvaget). En 1718, leur fils René Godefroy obtint, pour sa famille, la confirmation de l'anoblissement accordé par Louis XIV en 1668 mais jamais enregistré. Il était alors seigneur de la Pointe-du-Lac et aussi propriétaire du domaine voisin hérité de son beau-père, le notaire Sévérin Ameau dont il avait épousé la fille, Marguerite Ameau, en 1693 (dont 5 fils et 5 filles). Le continuateur de la lignée a été le fils Louis Joseph, né le 27 mars 1712.
- Louis-Jean Poulin de Courval (1696-1743), négociant, seigneur, procureur du roi et lieutenant général et criminel de la juridiction royale de Trois-Rivières, fils aîné de Jean-Baptiste Poulin de Courval et Louise Cressé, en plus d'hériter au décès de son père (1727) de la seigneurie de Nicolet, succéda à l'automne 1738 à René Godefroy de Tonnancour qui venait de mourir, laissant vacantes les fonctions de lieutenant général civil et criminel de la juridiction royale de Trois-Rivières, fonctions qu'il exercera jusqu'à sa mort survenue en 1743.
- François Poulin de Francheville (époux de Thérèse de Couagne, 1697-1764, fille du riche marchand Charles de Couagne et Marie Gaudé), est décédé en 1733. Unique héritière de son époux (s.d.m.) dont des parts qu'il détenait dans les forges de Saint-Maurice Thérèse s'est intéressée aux affaires. Dès novembre 1773, elle s'engageait à respecter les obligations que son mari avait assumées en ce qui concerne les forges de Saint-Maurice. Mais après quelque deux ans d'exploitation, la société qu'elle avait mise en place avec les associés de son époux rétrocéda au roi son privilège d'exploitation des mines de fer. En 1736, les forges passèrent aux mains de Cugnet et de ses associés. Thérèse Poulin de Francheville (née de Couagne) continua à s'occuper de commerce, à avancer de l'argent aux marchands qui en avaient besoin (DBC-III; 156).

Sauvaget, Jean et sa sœur Jeanne (épouse Bienassis)

- Jean Sauvaget, laboureur, tout d'abord engagé à la Compagnie Pierre Desportes pour l'Acadie en 1636, arriva à Trois-Rivières en 1642, obtint concession (1649) à Trois-Rivières; il y fut procureur fiscal et a été promu (en 1656) seigneur de la Pointe-du-Lac. Il est

décédé vers 1662-1663. Son épouse, Anne DUPUY, veuve Bienassis (dont nous n'avons pas confirmation qu'elle soit la mère de Guillaume Bienassis fils (c1604-1652) l'époux de Jeanne Sauvaget (1616-1704)) est venue le rejoindre vers 1652.

- Jeanne SAUVAGET (sœur de Jean ci-haut mentionné), devenue veuve en 1652, épousa en secondes noces à Trois-Rivières le 13 novembre 1656 Élie Bourbault, celui qui deviendra sieur de Villeneuve (b. 17 juillet 1626, Temple protestant), venu en 1650; ce sieur de Villeneuve obtint un fief vers 1656. À Trois-Rivières, en 1679, suite au décès du deuxième seigneur de Pointe-du-Lac qu'a été Louis Godefroy de Normanville, il lui succéda comme substitut du procureur général de Trois-Rivières jusqu'à son décès (après 1695). Il était :
- fils du charpentier Élie Bourbeault (†1661) et de Marguerite RENAULT. Cette dernière eut pour mère Marie Gaboury 6781-XIII qui épousa en 2^e m. Paul Chalifou (1612-1680) 1638/3214/3390, aussi charpentier qui, en 1649 s'engagea à Jean Juchereau, sieur de Maure de lui fabriquer tout ce qui est nécessaire à la bonne marche de son moulin, sur sa terre de Saint-Denys, et, la même année travailla au moulin de Jacques Leneuf; il a aussi (février 1669) travaillé à la construction d'un moulin à vent à la « Pointe de Lévy » pour François Bissot, et en 1671 pour l'intendant Talon à Bourg Royal. Il avait en 1648, à Québec épousé Jacquette Archambault 1639/3215/3391. Il était venu vers 1648 avec son oncle maternel, Élie Bourbault (1626-1695). Ce dernier a été en association avec Michel Lemay dit Lepoudrier (ils ont tous deux construit une chapelle, entre autres choses, et aussi ils ont travaillé sur leur terre. Bourbault a aussi acheté de Guillaume Pépin une terre, laquelle aujourd'hui serait aux environs de l'hôpital Cloutier).

Poulin de la Fontaine

Maurice Poulin (c1620-après 1670), fils de Pierre Poulin et de Jeanne Ploumelle, est celui qui succéda à Jean Sauvaget en tant que procureur fiscal de Trois-Rivières. Poulin de la Fontaine avait épousé la veuve de Marin Terrier de Francheville massacré par les Iroquois en août 1652.

DES PETIT VENUS REJOINDRE LES PIONNIERS DE LA RÉGION DE TROIS-RIVIÈRES

Petit dit Lapré, Nicolas – À l'intérieur de l'enceinte du fort de Trois-Rivières, un moulin de bois a été bâti (en 1658) justement.

- par Paul CHALIFOU(r) (1612-1680) 1638-XI, maître charpentier de gros œuvres. Ce moulin était la propriété de Jacques LENEUF, sieur de La Poterie et a été vendu en 1669 à son fils Michel LENEUF de La Vallière qui en 1672 reçut la seigneurie de Chignectou (Beaubassin) en Acadie –
- Leneuf engagea Nicolas PETIT pour l'entretien du « moulin neuf », ce dernier situé sur la plate-forme du fort

(aujourd'hui emplacement, rue Saint-Antoine de la basseville de Trois-Rivières¹):

- Nicolas PETIT dit Lapré était le fils de Nicolas et Catherine ANCELINE. Il a épousé (m. 1656, Trois-Rivières) Marie POMPONNELLE, dont 9 enfants; ce PETIT possédait en Aunis une maison et des pièces de vigne.

Venu en 1663 - Louis Petit (c1640-1687) dont 1^{er} m. 1660 avec Suzanne de Bure et 2^e m. (1682) avec Claire Françoise Trut (née 1667 à Sillery), fille de Mathieu Trut et Marguerite Gareman.

- un Mathurin Trut (c1620-ap1698) fils de Jean et Simone Grossint, laboureur, reçut terre quelques jours avant son mariage (29 janvier 1652) avec Marguerite Gareman (née 1639) fille de Pierre Gareman et Madeleine Charlot. Ce Gareman dit Lepicard est venu aussi à Trois-Rivières en 1643. Ils ont été tous deux victimes des Iroquois, en 1652 et en 1660; ils sont aussi les père et mère de Nicole-Madeleine (épouse de René Mézeré dit Nopce) m. 1645 et de Florence épouse (3 septembre 1641) de François Boucher le fils de Marin Boucher (c1587-1671), cinq fois inscrit à notre arbre FORTIN (veuf de Juliane du Baril a épousé en 2° m. Perrine Mallet). Marin, lui, serait apparenté avec Gaspard Boucher...; il avait deux sœurs : Jeanne (m. 1629, Thomas Hayot) et Antoinette (épouse de Guillaume Lecourt).
- Venu à Québec comme laboureur engagé envers Noël Juchereau, en 1647, ce Mathurin Trut (dont huit enfants) s'est établi à Cap-Rouge, puis au fort Saint-François-Xavier et sur la Côte-Saint-Ignace (Sillery-Sainte-Foy).

Venus après 1663 - Plus tard est venu aussi en Nouvelle-France un Jacques Petit de Verneuil (1644-1699), originaire de Verneuil-sur-Avre (Eure), et époux (m. 25 novembre 1692) de Marie Viel : la veuve de Zacharie Jolliet, le frère de Louis Jolliet (1640-1700), explorateur et découvreur du Mississipi et seigneur de l'île d'Anticosti; tous deux fils de Jehan Jollyet 3310-XII et Marie d'Abamcour.

Ce Jacques Petit était agent du trésorier général de la Marine. Il est décédé à Québec le 28 août 1699; il avait dû, en 1686, créer de la monnaie de carte; il a été inhumé dans la basilique de Notre-Dame de Québec (DBC-II; 544). Lui a succédé son neveu **Jean** Petit (1663-1720), trésorier de la marine, fils de Pierre Petit, ancien contrôleur des rentes de l'hôtel de ville de Paris, et de Catherine Du Bellineau.

Jean Petit a été nommé membre du Conseil souverain en 1718. L'inventaire de ses biens fut fait devant le

GAGNON, L. et K. PARADIS. La tournée des vieux moulins à vent du Québec, «Le moulin de Trois-Rivières, La Plume d'Oie, 1999. - celui qui a été l'époux (m. 7 novembre 1667, Ville-Marie) d'une fille Le Moyen des Granges, Marie (née 1647) - héritière d'une partie de la seigneurie de la Rivière-du-Sud - : (la sœur d'Élisabeth épouse de Lambert CLOSSE, les filles de Jean-Baptiste Le Moyen des Granges et d'Élisabeth Le Bret, victimes des Iroquois mai 1655 sur l'Île-aux-Oies (DBC-1;305)). Il était fils de Pierre DUGUÉ de La Boulardière et de Perrine De Chambellé (de Puceul, év. de Nantes).

Venu aussi après 1663 - Un Louis Petit, fils d'Adrien Petit et de Catherine Dufloc (de Balzane, d. de Rouen). Il a travaillé à la construction du fort Richelieu, fut blessé au bras. Il était capitaine dans le Régiment Carrignan-Salières venu en 1665. Il commandait Pierre Dupuis dit Le Montaigne, Jacques Doublet dit de L'Isle, René Le Normand, Jean Collet dit Le Picart, Jean de Paros dit Champagne...

- Il a par la suite été secrétaire de M^{gr} de Laval, ordonné en 1670, aumônier au fort Richelieu, curé de Contrecœur (1672-1676), vicaire général et curé de Port-Royal en Acadie lorsqu'il fut emmené prisonnier à Boston (pendant un an); par la suite, il aura été curé à L'Ancienne-Lorette de 1703 à 1705².
- En Acadie, le curé Petit se retrouvait avec Alexandre Le Borgne, seigneur de la paroisse; Michel Bourdeau, lieutenant général de la juridiction; Jean-Maurice Le Loutre, sieur **Desprez**; René Le Blanc qui, dès 1675, avait fondé Grand-Pré; il y avait aussi Jacques Bourgeois et Antonio Gaudin qui ont assiégé les Anglais de Port-Royal.

Le marchand Alexandre PETIT - Il est souvent fait mention d'un Alexandre Petit (fils de Jean, maître potier d'étain, et de Françoise Deslis), marchand souvent de passage à Québec, qui fit association avec le capitaine Saurel (1669) pour la construction d'une barque..., et par contrat (du 15 mai 1674, Rageot) forma une société avec « la veuve Byssot » : née Marie Couillart, fille de Guillaume Couillart 3304-XI et de Guillemette Hébert. Marie était veuve de François Byssot (1612-1673), maître tanneur venu en 1639, et avait épousé en secondes noces Jacques de La Lande.

- patronyme de La Lande : un Jean de La Lande, "donné" chez les Jésuites, tué par les Iroquois en octobre 1646, canonisé en 1930;

notaire Jacques Barbel, le 17 avril 1725. Il a été l'époux en premières noces de Suzanne Dupuy et, lors de son 2° m. (1706) avec Marie-Charlotte-Élisabeth Dugué (née 13 décembre 1683), il est devenu le gendre de Michel-Sidrac Dugué de Boisbriant (1638-1688), capitaine d'une compagnie du Régiment de Carignan qui reçut un fief noble des Sulpiciens, au bout de l'île de Montréal, côté du lac des Deux-Montagnes :

² PRÉVOST, R., tome 2, p. 544-5.

- côté HOUDET: Rolland de La Lande 35874-XVI époux de Mélogant BOTHEREL sont les père et mère de Jeanne de La Lande 17937-XV, l'épouse de Guillaume II de Lanloup (ascendance Du Breil de Pontbriand).

Gaspard Petit dit Labonté, caporal de la compagnie de Saint-Jean, charpentier de gros oeuvres (fils de François Petit, tonnelier et Renée Seruission); m. 1687 avec Marie-Louise **Pinguet**

- née en 1668, fille de Pierre Pinguet, sieur de La Glardière et d'Anne Chevalier, petite-fille d'Henri Pinguet et Louise Lousche 6874-5-XIII côté FORTIN de notre arbre généalogique. (voir aussi : une Marie Chevalier 15211-XIV épouse de Jean des Varieux père et mère de l'épouse de Pierre Gagnon, frère de Mathurin et Jean Gagnon, aussi inscrits à notre arbre.

Il y eut aussi un Gédéon **Petit**, marchand né en 1658, fils d'Alexandre Petit et Marie DAT, qui fit abjuration en 1673 et se fixa à Contrecœur en 1681. Le père Archange Godbout (dans *Émigration rochelaise*, p. 186) fait mention d'un Jean Petit (fils de Jean, marchand) (1613-1670) qui reçoit une procuration d'Alexandre Petit, son oncle, médecin à La Rochelle³.

D'autres PETIT :

- Charles PETIT, vers 1669, dans la région de Québec. Ce Charles Petit, âgé de 27 ans, est inscrit engagé volontaire, non marié, à l'île d'Orléans, au recensement de 1666. Le 4 novembre 1668 (ct Becquet), il signe un bail avec J.-B. Bourdon, sieur de Dombourg, dans lequel il n'est pas dit marié. Charles PETIT et Marie Renaud se firent donation mutuelle le 8 décembre 1671 (gr. Becquet) et le 10 juillet 1676 (ct Vachon); ils résidaient à Beauport. Nulle trace de ce couple après 1676 (Tanguay n'a pas rapporté ce couple).
- Jean Petit, sieur de Boismorel (c1648-†1720 à Montréal) fils de Christophe Petit, marchand boucher, et de Madeleine LeFranc; a épousé en 1678 à Montréal : Marie BAILLY (fille de François et Marie FONTENEAU).
- Jean Petit, m 1697 à York (Nouvelle-Angleterre) 1^{er} m.: Esther Sozeau (née en 1668 au bourg de Varennes), fille d'Isaäc et d'Esther Bourneuf (protestants); 2^e m.: Isabelle **Chartier**, dont quatre enfants.
- Charles Petit (1643-1673), fils de Jean Petit et d'Anne Mauger, qui épousa (1670) Jeanne Rossignol (fille de Martin et Renée Desjardins); il eut concession à Neuville du seigneur Jean-François Bourdon.

Petit dit Bruneau - Chenay :

Venu en 1670, le sergent Joseph Petit accompagna son commandant, Armand de Laubia, nouveau seigneur de

Jean Langlois, notaire, 7 avril 1664. Jugements Conseil Souverain, le 14 juin 1664, tome 1, p. 198. Nicolet (1674), dans sa nouvelle seigneurie, puis revint au Cap-de-la-Madeleine. Il a été « marchand bourgeois », fut de l'expédition des explorateurs à la baie d'Hudson en 1683.

Ce Joseph Petit dit Bruneau, né en 1645, était fils de défunt Henri PETIT et de défunte Élisabeth Fontaine de la p. Saint-Joseph-de-la-Boucherie, de Paris. Il a épousé en 1675 1) Marie Chenay⁴ fille de Bertrand Chenay (c1626-1683), sieur de la Garenne (p. d'Yffiniac, en Bretagne) et de Marie Marguerite Bélanger, fille d'un chef de lignée: François Bélanger (trois fois inscrit à notre arbre FORTIN), époux de Marie Guyon; 2) (1671) Élisabeth Auber, née à Québec le 22 février 1654, fille du notaire Claude Auber et de Jacqueline Lucas.

Le 30 août 1664, La Garenne a acquis l'arrière-fief, le Lotinville, parcelle détachée de la seigneurie de Beaupré. En 1690 Charles Aubert de la Chenaye racheta ce fief et M^{gr} de Laval le réunit au fief dominant de Beaupré, une quinzaine de jours plus tard.

Le marchand Joseph Petit dit Bruneau a acquis (de 1686 à 1702) les deux seigneuries de « *Masquinongé* » octroyées en 1672 aux frères Legardeur, Pierre-Noël et Jean-Baptiste (dont, depuis 1724, toponyme : Maskinongé aujourd'hui Trois-Rivières-Ouest, Louiseville, Pointe-du-Lac, plus les territoires de Lac-au-Sorcier et Lac-Marcotte).

Joseph Petit dit Bruneau, et Marie Chenay (dont 10 enfants: 7 filles et 3 fils) sont les père et mère de Marie-Jeanne Petit (†1711), épouse de Claude Crevier, fils de Nicolas Crevier, sieur de Bellerive, et de Louise Lecoutre et petit-fils de Christophe Crevier (1611-1662), boulanger qui eut comme voisins : Guillaume Pépin, Pierre Lefebvre, Guillaume Isabel et Sébastien Dodier.

- Revenu de France en 1651 Crevier est, en 1652, propriétaire d'une terre concédée par les Jésuites dans la seigneurie de Notre-Dame-des-Anges à l'embouchure de la *Cabane aux Taupiers*, vis-à-vis de la maison et de la grange déjà construites par Pierre Petit⁵. Terre revendue en 1654, car il devient propriétaire d'un petit fief sur l'île Saint-Christophe à Trois-Rivières, fief qu'il donne à son gendre, le gouverneur de Trois-Rivières, Pierre Boucher, en retour d'une terre beaucoup plus vaste, au Cap-de-la-Madeleine; Crevier fut prisonnier des Iroquois de juin à septembre 1658, promu seigneur du fief Lameslée en 1662; il est décédé en mai 1663. Deux de ses fils ont été victimes des Iroquois : Antoine

⁴ Décédée à Maskinongé en 1730. Cf: DÉSIEL, P. Médaillon d'Ancêtre II, l. 166-174.

LANGLOIS, M. Dictionnaire biographique des ancêtres québécois, tome 1, 1998, Sillery.

en 1661 et François en 1653. Son ascendance : il est i) fils de Nicolas (b. 19-04-1581, Sainte-Croix de Saint-Ouen), fils de Hugues époux d'Hélène Levasseur (m 1560); ii) petit-fils de Robert (†1583) et Jeanne Dauphin.

En résumé : Joseph Petit dit Bruneau, commerçant seigneur et fondateur, s'est d'abord établi à Nicolet, puis a été marchand à Trois-Rivières, et seigneur de Maskinongé où il concéda des terres (en 1724, une quarantaine de propriétaires venus des seigneuries voisines : Sorel, Saint-Ours, Contrecœur, Saint-Denis). À partir de 1715, il résida à Montréal où il aurait exercé la profession de huissier;

- son frère, Henri, est le Henri Petit mortellement blessé, le 6 novembre 1686 (64 ans), lors du feu de salve d'honneur, au dévoilement du buste de Louis XIV, place Royale, basseville de Québec. La balle du fusil de Jean Gaultier dit Larouche (†1690), taillandier, forgeron, époux de A. Lefebvre, a ricoché sur l'embrasure de la fenêtre où se trouvait Petit.

Petit - Gaultier

Aussi venu en 1687 en qualité d'enseigne dans les troupes de la marine, un Charles Petit (c1660-1714), sieur de Coulanges de Levilliers, fils de Robert Petit et d'Élisabeth Berruyer. Officier des troupes de la Marine, il a en janvier 1693 pris part à une expédition contre les Agniers dans la région du fort Orange; il était alors sous le commandement de Nicolas d'Aillebout de Manthet, Augustin Le Gardeur de Courtemanche, Robutel de La Noue. Le Capitaine Petit a épousé, en 1694, Madeleine Gauthier du Tremblay (fille de René Gauthier de Varennes, ex-gouverneur de Trois-Rivières) dont deux fils qui ont servi en Louisiane : Charles (1699-1738) décédé des suites d'un duel; et Pierre Louis (1699-1736), mis à mort par les Chicachas, avec seize compagnons.

Et Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye va s'allier aux marchands et compagnie de traite de Montréal pour aller explorer les Rocheuses (en 1743). L'idée de découvrir la mer de Chine animait toujours ces hommes, surtout après le traité d'Utrecht...

Petit - Véron

Pierre Petit, venu en 1690, (né à Lyon vers 1670, décédé à Trois-Rivières le 24 avril 1737), fils de « deffunt François Petit négociant et de Jeanne Gobin » (sœur du marchand Jean Gobin (c1646-†c1703) à Québec); il était marchand, a été, à Trois-Rivières, notaire royal, substitut du procureur du roi, greffier, huissier, seigneur de Yamaska (seigneurie cédée par Charles Aubert de La Chenaye, et que ses héritiers vendront à Joseph Godefroy de Tonnancour en 1749); il eut onze enfants. Ce Pierre Petit avait épousé (4 novembre 1692) Marguerite Véron, fille d'Étienne Véron de Grandmesnil (1649-1721), capitaine de milice, notaire, qui lui était fils de Jean Véron venu de Normandie (tué par les Iroquois en 1652) et de Marguerite Hayet (demi-soeur de Pierre-Esprit Radisson, qui épousa peu après Médard Chouart Des Groseilliers).

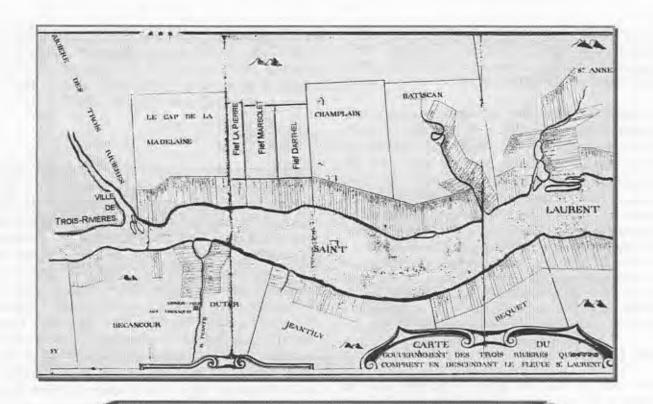
Étienne Véron (qui participa à la fondation de Détroit puisque secrétaire d'Antoine de Lamothe-Cadillac-Laumet 1658-1730); il avait épousé à Trois-Rivières en 1671 Marie-Thérèse Moral, fille de Quentin Moral de Saint-Quentin, lieutenant du roi, et de Marie Marguerie, veuve de Jacques Hertel de La Fresnière. L'un des enfants du couple VÉRON-MORAL, Étienne II, fut marchand et devint receveur de Son Altesse le comte de Toulouse (Bourbon), amiral de France (DBC-II, 676).

Annexe : carte de Trois-Rivières

À la page suivante, vous trouverez une partie de la carte de la région de Trois-Rivières faite par le sieur de Catalogne en 1709.

La partie représentée est celle située rive droite du Saint-Laurent. Elle comprend une partie des seigneuries de Deschaillons et de Becquet, sises rive sud du Saint-Laurent (cf. papier terrier officiel).

Pour contrer le fait qu'une partie des terres concédées demeuraient incultes (principalement parce que de trop grandes étendues), l'intendant Talon, en 1672, a été autorisé à donner la moitié des concessions faites « auparavant les dix dernières années » à d'autres concessionnaires qui accepteront de les défricher dans les quatre premières années qui suivront la réception de leur concession.







NOTES SUR LES PREMIERS GÉNÉALOGISTES QUÉBÉCOIS

par Jacques Gagnon

Jacques Gagnon est titulaire d'une maîtrise en Sciences sociales et membre du conseil d'administration de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie depuis 1995; il en est le président depuis 2001. Ses derniers travaux de recherche généalogique portent sur la vie et l'œuvre de Cyprien Tanguay.

INTRODUCTION

Si monseigneur Cyprien Tanguay est le père incontesté de la généalogie québécoise, les abbés Jean-Baptiste-Antoine Ferland et Jean Langevin en sont les grandspères maintenant reconnus. Pendant longtemps, ce rôle de précurseur a été attribué au sulpicien français François Daniel arrivé au pays en 1847 et auteur de l'Histoire des grandes familles françaises du Canada (1867). C'était oublier les ouvrages antérieurs de l'abbé Ferland, Notes sur les registres de Notre-Dame de Québec (1854 et 1863) et de l'abbé Jean Langevin, Notes sur les archives de Notre-Dame de Beauport (1860 et 1863). Nous rappellerons d'abord qui étaient ces auteurs puis nous verrons comment leurs Notes peuvent être considérées comme les prototypes de la littérature généalogique au Québec.

JEAN-BAPTISTE-ANTOINE FERLAND (1805-1865)

Avec François-Xavier Garneau et Benjamin Sulte, l'abbé Ferland est l'un de nos premiers historiens parmi les plus connus. On peut diviser sa carrière en quatre étapes : vicaire et curé de 1828 à 1841; professeur, directeur puis supérieur du collège de Nicolet de 1841 à 1850; conseiller auprès de l'archevêché de Québec de 1850 à 1854; professeur d'histoire du Canada à l'Université Laval de 1854 à 1864.

Le clergé s'est donné, en la personne de l'abbé Ferland, au cours des années 1860, un porte-parole de son interprétation du passé. En réalité, la volumineuse histoire du Canada du prêtre historien s'inscrit dans la lutte sociale du XIXe siècle, au cours de laquelle le clergé est sorti vainqueur de cette fraction de plus en plus marginale de notables nourris du libéralisme doctrinal européen. (...) Au cours des années 1860, le moment semblait venu de faire l'unanimité sur le rôle historique des clercs, en vue de favoriser un certain consensus à l'égard de l'emprise croissante du clergé sur les destinées du Canada français. C'est à cette tâche que s'est voué l'abbé Ferland.



L'abbé Jean-Baptiste-Antoine Ferland Source : Dictionnaire général du Canada, père Louis Le Jeune. 1931.

NOTES SUR LES REGISTRES DE NOTRE-DAME DE OUÉBEC.

Il s'agit d'abord de huit articles parus à la une du *Journal* de Québec et de la *Minerve* en 1854, réunis en volume par l'imprimerie Augustin Côté au cours de la même année. Une deuxième édition revue et augmentée paraît sous la direction du *Foyer canadien* en 1863 et c'est celle-là que nous commenterons.

On trouvera tous ces ouvrages dans le site Internet de la Bibliothèque nationale du Québec, dans la Banque images et sons, à la page « Livres et partitions musicales ».

² Serge Gagnon, «Férland, Jean-Baptiste-Antoine ». Dictionnaire hiographique du Canada (1861-1870). Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, vol. IX, 1977, p. 279-282.

L'abbé Ferland annonce d'abord ses intentions en introduction : ces notes sans être d'un intérêt général peuvent avoir quelque prix pour les Canadiens ; car elles renferment un résumé de ce que les plus anciens de ces régistres (sic) offrent de remarquable, touchant les familles établies en ce pays, dans les commencements de la colonie. Les descendants des premiers habitants de la Nouvelle-France aimeront à y trouver des renseignements sur l'origine, sur les alliances, sur les migrations de leurs ancêtres (p. 4).

Les Notes n'ont pas de table des matières; il n'est donc pas inutile d'y suppléer.

1621-1630	p. 4 à 21 (En fait Ferland débute sa
	première partie en 1534)
1630-1640	p. 21 å 42
1640-1651	p. 42 à 100
1640-1641	p. 42 à 62
1642-1645	p. 62 à 67
1646	p. 67 à 72
1647	p. 72 à 78
1648	p. 78 à 82
1649	p. 82 à 86
1650-1651	p. 86 à 99

L'abbé Ferland conclut sur un paragraphe qu'on pourrait presque qualifier de parabole généalogique ; Faible arbrisseau transporté des bords de la vieille France sur la terre vierge de l'Amérique, l'érable planté par Champlain a jeté de profondes racines dans le sol du Canada; souvent battu par les tempêtes et attaqué par la hache du bucheron (sic), il s'est redressé après chaque orage, ses plaies se sont guèries, sa tête s'est couronnée d'un feuillage plus vert et plus vigoureux; aujourd'hui, dans la force de l'adolescence, il promet d'étendre encore longtemps son ombre tutélaire, sur le promontoire de Stadaconé et sur les eaux du majestueux Saint-Laurent (p. 100).

JEAN LANGEVIN (1821-1892)

Comme pour l'abbé Ferland, la carrière de l'abbé Langevin se découpe en quatre périodes. Il est professeur de mathématiques au séminaire de Québec de 1838 à 1849, vicaire et curé de 1849 à 1858, principal de l'école normale Laval de 1858 à 1867. Cette année-là, il est sacré premier évêque de Rimouski, diocèse sur lequel il règnera jusqu'en 1891. On l'a qualifié de conservateur et d'ultramontain modéré, de caractère autoritaire et paternaliste. Mgr Langevin a laissé le souvenir d'un homme à la fois dur et tendre, violent et doux, fier et humble, aimé et redouté, comblé de louanges et dénigré, généreux et

avare, généralement respectueux, mais parfois impertinent, idéaliste et réaliste, artiste et scientifique.³



L'abbé Jean Langevin Source : Dictionnaire général du Canada, père Louis Le Jeune, 1931

NOTES SUR LES ARCHIVES DE NOTRE-DAME DE BEAUPORT

Qu'est-ce qui amène l'abbé Langevin à s'intéresser aux archives de Beauport? Certainement l'exemple de l'abbé Ferland qu'il cite d'ailleurs cinq fois dans les cinq premières pages de ses *Notes*. Sûrement aussi le fait que son ancêtre Jean Bergevin s'est installé à Beauport et que l'abbé y a été vicaire en 1849 puis curé de 1854 à 1858. Mais la présentation des *Notes* de l'abbé Langevin est plus touffue que celle des *Notes* de l'abbé Ferland. Le besoin d'une table des matières détaillée s'avère encore plus nécessaire dans ce cas-ci.

1^{re} LIVRAISON CHEZ ST-MICHEL ET DARVEAU, IMPRIMEURS À QUÉBEC (1860)

Archives de la paroisse Notre-Dame de Beauport de 1634 à 1720

1634-1680	p. 5 à 29
1681-1690	p. 30 à 47
1691-1699	p. 47 à 66
1700-1710	p. 66 à 93
1710-1720	p. 94 à 115
Remarques	
Curés et desservants	p. 116 à 119
1700-1710 1710-1720 Remarques	p. 66 à 93 p. 94 à 11

Gérald Caron cité par Noël Bélanger, « Langevin, Jean », Dictionnaire biographique du Canada (1891-1900). Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, vol. XII, 1990, p. 564-568.

Seigneurs p. 119
Anciennes familles p. 120 à 124
Récapitulation des actes
1673 à 1720 p. 124
Appendice (notes) p. 124 à 138
Table des matières (Index onomastique)

Errata non paginé

2^e livraison chez Joseph Darveau, imprimeur à Ouébec (1863)

p. I à XXXVI

Archives de la paroisse Notre-Dame de Beauport de 1720 à 1800

Errata et addenda de la 1^{re} livraison non paginés 1720-1730 p. 139 à 153 1730-1740 p. 153 à 169 1740-1750 p. 170 à 182 1750-1760 p. 182 à 193 1760-1770 p. 193 à 202 1770-1780 p. 202 à 209 p. 209 à 218 1780-1790 1790-1799 p. 218 à 226 Notes sur les comptes 1720 à 1800 p. 227 à 237 Remarques Curés, desservants et vicaires 1723 à 1859 p. 238 à 245 Seigneurs p. 245 Récapitulation des actes 1680 à 1800 p. 246 Appendice (notes) p. 246 à 259 Table des matières (Index onomastique) p. I à XXXIII

CONCLUSION

Dans le premier volume (1871) de son Dictionnaire généalogique des familles canadiennes, Monseigneur Tanguay écrivait : Il y a vingt ans, un de nos historiens, M l'abbé Ferland (...) entreprenait lui-même un travail très remarqué sur les Registres de Notre-Dame de Québec. Quelques temps avant sa mort il eut connaissance de mon projet et il voulut bien m'encourager de ses conseils. Mgr. Langevin, étant curé de Beauport, a publié aussi des notes intéressantes sur les Archives de Beauport. La voie était ouverte : chaque curé aurait pu, et pourrait encore aujourd'hui, en faire autant pour sa paroisse.

Nous aurions alors une masse de renseignements utiles, mais qui ne pourraient tenir lieu d'un dictionnaire comme celui que je publie (p. VIII-IX).

Monseigneur Tanguay a bien raison de souligner l'originalité de son travail, ce qui explique peut-être pourquoi les historiographes ont négligé ses prédécesseurs. Mais ce n'est pas le cas de Monseigneur Tanguay lui-même qui, en 1886, n'a pas dédaigné publier À travers les registres, petit ouvrage à l'imitation de ceux de Ferland et Langevin. On ne peut reprocher au père de la généalogie québécoise d'avoir oublié ses racines⁴.

Le temps s'est arrêté...

Si, d'aventure, vous passez à proximité de l'édifice du Morrin College (au 44, Chaussée des Écossais, soit tout à côté de l'Institut canadien et un peu à l'ouest de l'église St. Andrews) dans le Vieux-Québec, n'hésitez nullement à passer la porte principale et à emprunter l'escalier à votre droite. Vous accèderez ainsi aux locaux de la Literary and Historical Society of Quebec, fondée en 1824. Vous y découvrirez avec plaisir une bibliothèque dont l'aménagement rappelle la fin du XIX^e siècle et qui renferme une collection plus de 30 000 volumes en anglais.

Les heures d'ouverture sont de 9 h 30 à 16 h 30 du mardi au vendredi et de 10 h à 16 h le samedi et le dimanche. Pour plus d'information, composer le numéro (418) 694-9147.

⁴ Pour en savoir plus sur les têtes d'affiche de la généalogie québécoise, voir l'intéressante exposition itinérante montée par la Société généalogique canadienne-française, 150 ans de généalogie au Québec, 2003.

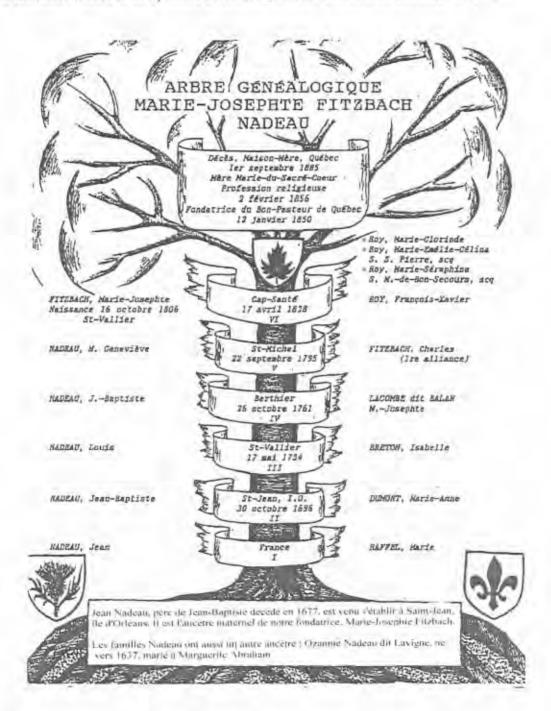


MARIE-FITZBACH, SES DEUX FAMILLES

par soeur Marie-Berthe Bailly

Servie par une expérience de 25 ans d'enseignement aux niveaux primaire et secondaire, forte d'une formation en histoire, en gérontologie et en muséologie, férue de la conservation du patrimoine religieux québécois, Soeur Marie-Berthe Bailly présente ici l'arbre généalogique de la fondatrice de sa communauté du Bon-Pasteur.

Extrait de la conférence donnée le 18 septembre 2002 aux membres de la Société de généalogie de Québec.





LA TERRE CONCÉDÉE À L'ANCÊTRE PIONNIER NICOLAS AUDET DIT LAPOINTE À SAINT-MICHEL-DE-BELLECHASSE

par Guy Saint-Hilaire (0064)

Guy Saint-Hilaire est né en 1939 à Lèvis (secteur Saint-Romuald) où il à vécu jusqu'à l'âge adulte. Après des études universitaires à l'Université Laval et à Rome, il a travaillé près de huit ans dans des ambassades en Asie et en Amérique du Sud, puis plus de vingt-einq Ans au Canada comme adjudicateur d'un tribunal administratif fédéral, Il est retraité depuis peu. Il a déjà publié quelques travaux de généalogie, dont un livre sur les familles Lapointe des Bergeronnes. Contaminé par le virus de la généalogie dés l'année 1953, il ne s'en est jamais remis.

Résumé

La veuve du pronnier Nicolas Audet dit Lapointe ratifie en 1707 une vente de terre par son défunt mari sans préciser quand cette terre a été acquise et vendue. Cet article identifie la terre visée par cette ratification, donnant même son actuel numéro cadastral, et développe la succession des titres de propriété sur cette terre de Saint-Michel-de-Bellechasse à partir de sa concession en 1693 jusqu'en 1933.

Un hasard, puis une étude plus poussée nous ont récemment permis d'avoir plus de lumière sur une terre possédée par l'ancêtre pionnier Nicolas Audet dit Lapointe, entre le 12 juin 1693 et le 1^{er} novembre 1695, à Saint-Michel-de-Bellechasse. Nous avons également eu des éclaircissements sur les propriétaires qui lui ont succédé sur cette terre jusqu'en 1933, et sur l'identification de cette terre qui, en majeure partie, est devenue le lot 228 du cadastre de la paroisse de Saint-Michel, circonscription foncière de Bellechasse.

Une ratification notariée de la veuve Madeleine Després, faite le 13 octobre 1707 devant Me Chambalon, confirmait bien, sans toutefois en préciser la date, une vente par son défunt mari Nicolas Audet d'une terre de trois arpents de front le long du Saint-Laurent par quarante arpents de profondeur dans la seigneurie de La Durantaye, mais nous n'arrivions pas à bien cerner la période de possession de cette terre par Nicolas Audet, ni la localisation de celle-ci. Par ailleurs, nous avions bien remarqué le dépôt au minutier du notaire Barolet, le 14 juillet 1752, de l'original d'un billet sous seing privé du 12 juin 1693, concédant à un certain Pierre Audet une terre située dans la seigneurie de La Durantaye, auquel il ne semblait plus y avoir de suite. Mais nous étions loin de pouvoir nous imaginer qu'il pouvait s'agir de la concession effectivement faite à Nicolas Audet dit Lapointe, à qui le fils Pierre n'avait en fait servi que de prête-nom. Comme nous le verrons, c'est la chaîne des titres et le papier terrier de la seigneurie de 1752 qui nous ont permis de découvrir le pot-aux-roses et de faire le lien, puis de bien localiser cette terre.

Nos recherches nous ont également amené à établir que la terre détenue de 1693 à 1695 par Nicolas Audet est celle

attribuée à René Patry sur la Carte de Catalogne en 1709: à Jean Daniau dit Laprise à l'Aveu et dénombrement de la seigneurie de St-Michel en 1745 et au Censier général de la même seigneurie pour 1752; à Joseph Laprise au Recensement du gouvernement de Ouéhec de 1762: à Pierre Dalaire à l'Aveu et dénombrement de 1782 de la seigneurie Saint-Michel; à Michel Forgues au Titre nouvel de 1834; à Pantaléon Forgues au Cadastre abrégé de la Seigneurie de Saint-Michel clos en 1859; et à Adélard Forgues au Cadastre de la paroisse de St-Michel, comté de Bellechasse, établi en septembre 1880. Pour étaver nos conclusions, nous pensons que le mieux est de présenter, par ordre chronologique, chacun des titres de propriété repérés, en identifiant bien au départ les « borneurs » nord-est et sud-ouest de cette terre, puis de faire une analyse succincte de ces titres.

PREMIÈRE CONCESSION EN 1693 À PIERRE OU NICOLAS AUDET

1. Le premier titre de propriété retracé au sujet de cette terre est le billet de concession sous seing privé du 12 juin 1693, par le seigneur Olivier Morel de la Durantaye, à un dénommé Pierre Audet, d'une terre de trois arpents de front sur le Saint-Laurent, dans la partie de sa seigneurie aujourd'hui appelée Saint-Michel-de-Bellechasse. C'est grâce au dépôt de l'original de ce billet par Joseph Daniau au minutier de Me Barolet, en date du 14 juillet 1752, que cette intéressante pièce a été conservée. Ce document de quelques lignes se lit comme suit :

« Jay Concédé a pierre audet trois arpens de terre de front Sur La Seig, ne de Ladurantayes Joignant dun Costé René Vendé et de l'autre Les héritiers de defunt belhumeur aux charges ordinaires des autres habitans dudit Lieu Sçavoir de donner vingt sols et un Chapon par arpent de front, La préference des boys qui Se vendront, me réservant La chasse de La perdrix, Le premier Saumon et l'unz.^e de tout poisson, La liberté de faire des chemins ou Ils Seront Jugé necess.^e fait a la durantayes le 12.^e Juin 1693 (signé) de Ladurantayes

Les dits Sens et rentes seront donnés chaque année fait à la durantayes le 22. Fuin 1693 (signé) de la durantayes »

Les seuls éléments du billet de concession permettant de localiser la terre sur le vaste territoire de la seigneurie sont les « borneurs ». Le document indique bien que les « borneurs » sont René Vendé et les héritiers de défunt Belhumeur, mais sans préciser de quel côté de la terre se trouve chacun d'eux. Nos recherches nous ont permis d'établir que les héritiers Belhumeur bornaient au nordest, et René Vendé au sud-ouest.

Le « borneur » nord-est de la terre était le pionnier Michel Audebout dit Belhumeur qui a possédé une habitation à cet endroit pendant un certain temps, sans doute reçue par concession verbale du seigneur. Ce Michel Audebout, déjà résidant de La Durantaye, s'était marié à Québec le 26 octobre 1671 (après avoir passé un contrat de mariage le 24 précédent devant le notaire Becquet) avec Henriette Cartois, qui épousait par ailleurs à Québec en secondes noces, le 23 juillet 1675, André Patry. Ensemble, Audebout et Cartois avaient eu deux filles, dont la cadette Geneviève Audebout, née le 31 mars 1675 à La Durantaye et baptisée à Québec, épousait à Lévis (Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy), le 12 avril 1690, Joseph Caignard. Selon une déclaration de Joseph Caignard au contrat de vente de cette terre, la bellemère Henriette Cartois, veuve de Michel Audebout, lui avait donné cette terre de trois arpents de front à l'occasion de son mariage, mais aucun contrat attestant pareille donation n'a pu être retracé. Le 28 mai 1697 devant le notaire Chambalon, Joseph Caignard vendait à Simon Chamberland cette terre qui était alors bornée d'un côté par Jean Corneau. Quant à lui, Simon Chamberland cédait en échange cette terre, maintenant bornée au sud-ouest à Joseph Bonneau, à son frère Ignace par acte d'échange du 17 novembre 1701 devant le même notaire Chambalon. Après avoir obtenu un contrat formel de concession du seigneur le 16 octobre 1717 devant Me Gaschet¹, Ignace Chamberland conserva sa terre jusqu'à son décès survenu le 26 novembre 1745 à Saint-Michelde-Bellechasse. Son fils Nicolas Chamberland recueillit la terre de trois arpents de front de la succession (1746, M^e Barolet) et en détenait encore la moitié de front, côté nordest, au moment de sa propre inhumation à Saint-Michelde-Bellechasse le 7 septembre 1787. En 1778, il avait cédé un arpent et demi de front, coté sud-ouest, à son fils Pierre-Marie Chamberland qui, par la suite, élargit cette terre en acquérant de la succession familiale Chamberland un demi arpent et douze pieds de front au nord-est (1787-1791, Me Riverin), et en achetant dans la terre voisine du sud-ouest échue aux héritiers Daniau, un quart d'arpent de front de Nicolas Fortier (1779, Me Riverin) et un quart d'arpent de front de Jean-Baptiste Francoeur (1780, Me Riverin). En 1803 (M^e Riverin), Pierre-Marie Chamberland donna ses deux arpents et demi et douze pieds de front, bornés au sud-ouest par Michel Forgues père, à son fils Jean Chamberland père, qui, à son tour, en 1829 (Me Dugal), les donna à Jean Chamberland fils qui, lui, les céda en 1830 (Me A. Larue) à Michel Forgues fils. Par testament d'octobre 1838 (Me A. Larue), ce dernier les légua à son épouse Marie-Anne Denis dit Lapierre qui les légua à son tour, en avril 1847 (Me B. Pouliot), à son fils Pantaléon Forgues qui, en avril 1882 (Me F.A. Mercier), vendit à Zéphirin Bélanger ces deux arpents et demi et douze pieds de front, alors bornés au sud-ouest à Adélard Forgues et maintenant connus sous le numéro cadastral 226 de la paroisse Saint-Michel.

Quant au « borneur » sud-ouest René Vandet (Vendé), résidant de La Durantaye depuis 1674, il avait obtenu sa terre de trois arpents de front sur le Saint-Laurent par simple billet de concession du seigneur de La Durantaye, comme indiqué au contrat de vente subséquent. Il la détenait déjà depuis un certain temps et elle était alors dite bornée à un côté à Mathurin Cornuau (sans doute un lapsus car il s'agissait bien de Jean Corneau), quand il la vendit, par acte du 29 juillet 1697 devant Me Genaple, à Julien Dumont dit Lafleur qui, selon des actes des 13 octobre 1707 et 18 octobre 1710 devant Me Chambalon, la transféra entre août 1697 et octobre 1707 à Léonard Clément dit Labonté. Après avoir obtenu un contrat formel de concession du seigneur le 7 mai 1712 devant Me Gaschet², Léonard Clément dit Labonté a conservé la terre jusqu'à son décès à Saint-Michel-de-Bellechasse, le 10 octobre 1757. Son fils André Clément dit Labonté, marié à Françoise Dubeau, recueillit la terre de la succession (1758, 1759 et 1764, Me Fortier) et la conserva jusqu'à son propre décès (inventaire et partage en 1774, M^e Fortier), puis Michel Forgues (père) la récupéra (1776

Le contrat de concession est absent du minutier de M° Gaschet, mais il en est fait mention au Censier général du 18 juillet 1752 de la seigneurie de Saint-Michel, folio 29 concernant le 26° habitant de la première ligne. Ce censier, préparé par le notaire Saillant, fait partie de son munitier (no 270 de ses minutes).

Même commentaire que la note précédente, mais avec référence au folio 31 concernant le 28^e habitant de la première ligne.

à 1778 et 1790, Me Riverin) des héritiers de ces derniers. Lors de l'Aveu et dénombrement de février 1782, cette terre de trois arpents de front appartenait à Michel Forgues père qui la donna d'abord à son fils Jean Forgues en octobre 1806 (Me L. Turgeon), mais qui, suite à une rétrocession par ce dernier, la donna ensuite, en mars 1809 (Me A. Larue), à Michel Forgues fils. Par testament d'octobre 1838 (Me A. Larue), ce dernier la légua à son épouse Marie-Anne Denis dit Lapierre qui la légua à son tour, en avril 1847 (Me B. Pouliot), à son fils Eustache Forgues, qui, en juin 1866 (Me B. Pouliot), donnait cette terre de trois arpents de front, alors bornée au nord-est par Pantaléon Forgues, à son fils Narcisse Forgues. Ce dernier la détenait toujours lors de l'établissement du cadastre en 1880, alors qu'elle devint connue comme le lot cadastral 229 de la paroisse de Saint-Michel.

Quoique le billet de concession en 1693 de la terre située entre les « borneurs » qui précèdent désigne clairement comme bénéficiaire Pierre Audet, qui ne pouvait être autre que le fils mineur de l'ancêtre pionnier Nicolas Audet³, les autres titres de propriété postérieurs à 1752 et explicites sur le sujet reconnaissent l'ancêtre Nicolas Audet dit Lapointe comme le véritable concessionnaire. Comme nous le verrons, on y indique que c'est à Nicolas Audet que la terre a été concédée le 12 juin 1693, et que c'est lui qui l'a vendue en novembre 1695. Il est spécifiquement fait mention de lui dans la vente devant Me Charles Rageot du 14 août 1697, et il y est encore fait allusion dans une vente devant Me Chambalon du 13 octobre 1707 et la quittance du 27 octobre 1711 inscrite au pied de ce dernier acte de vente.

Il faut préciser que lorsque le seigneur concédait une terre à quelqu'un, il commençait par la lui attribuer verbalement, lui remettant habituellement un simple billet écrit de sa main portant sa signature, appelé « billet de concession », puis un peu plus tard, quand le récipiendaire avait commencé à développer sa terre et le demandait, le titre de concession était notarié et l'on oubliait le billet. Il était toutefois fréquent que le détenteur d'un billet de concession cède sa concession à une autre personne avant même la signature du titre notarié de concession, lequel était alors mis au nom du possesseur

ultérieur qui le réclamait. Puisque, jusqu'en 1752, les documents repérés à propos de la terre nous intéressant ne parlent toujours que de billet de concession, c'est qu'à cette date il n'y avait pas encore eu de contrat notarié formel de la concession de cette terre.

2. Le second document intéressant cette terre est le procèsverbal de bornage de la terre fait par l'arpenteur Jean Lerouge, le 19 novembre 1694. Ce document, que l'on ne retrouve plus aujourd'hui, est toutefois vaguement mentionné dans le contrat de vente du 14 août 1697, puis mentionné avec plus de précision dans une quittance signée devant Me Chambalon, le 27 octobre 1711, et figurant au pied d'un contrat de vente du 13 octobre 1707 devant le même notaire.

CHAÎNE DES TITRES DE PROPRIÉTÉ DE 1695 À 1709

Les titres postérieurs de transmission de la propriété de cette terre de Nicolas Audet à René Patry se présentent comme suit.

3. Le 1^{er} novembre 1695, par un écrit sous seing privé, que dès 1697 on disait déjà égaré, Nicolas Audet a vendu sa terre de La Durantaye à Jean Corneau. Il est fait explicitement mention de cette transaction dans la vente devant le notaire Charles Rageot du 14 août 1697, où il est précisé que l'écrit perdu a été fait « il y aura deux ans à la Toussaint prochaine », et qu'il restait à payer à Nicolas Audet, sur la terre vendue, la somme de 65 livres. Il est en outre fait allusion à cette vente sous seing privé, mais sans mention de date, dans les actes de ratification et de vente passés le 13 octobre 1707 devant Me Chambalon. Par le premier, la veuve de Nicolas ratifiait la vente faite par son défunt mari à Jean Corneau et donnait quittance finale du prix de vente. Signalons que, décédé le 9 décembre 1700, Nicolas Audet avait été inhumé le lendemain à Saint-Jean de l'île d'Orléans. Par le second, Anne-Françoise Bissonnet, veuve de Joseph Bonneau, vendait la terre et habitation en question à René Patry.

4. Le titre suivant concernant la terre est une vente du 14 août 1697, devant Me Charles Rageot, de Jean Corneau et son épouse à Joseph Bonneau fils et Anne-Françoise Bissonnet, sa femme, d'une « habitation scise et située audit lieu de ladurantaye consistant en pré, terre labourable, fredoche et bois debout contenant trois arpents de front sur le fleuve Saint-Laurent et quarante arpents de profondeur... joignant d'un costé au sud ouest à Julien Dumont d'autre costé au nord est Simon Chamberland », pour le prix de 170 livres. Le contrat précise que la

Selon les dictionnaires généalogiques québécois et le Répertoire des actes de baptême, mariage et sépulture du Québec ancien 1621-1799 du PRDH, il n'existait pas de Pierre Audet autre que lui en Nouvelle-France en 1693. Baptisé le 22 juillet 1674 à Sainte-Famille de l'île d'Orléans, Pierre Audet est le second fils vivant de Nicolas Audet et Madeleine Després. Le 3 février 1698, il épousait Marie Dumas à Saint-Jean I.O., où il passa sa vie et décéda le 14 mai 1715. N'ayant que 18 ans en juin 1693, il n'était pas encore majeur, l'âge de la majorité étant alors de 25 ans.

propriété vendue avait été acquise, par un écrit sous seing privé déjà perdu mais intervenu à la Toussaint de 1695, de Nicolas Audet père à qui elle avait été concédée par un titre de concession en date du 12 juin 1693, et que le vendeur remettrait à l'acquéreur « led. tiltre de concession susdatté avec le proces verbal d'arpentage de lad. Terre ». Au pied de cette vente, il y a, en date du 17 août 1697, une quittance de Jean Corneau et son épouse reconnaissant avoir reçu de Joseph Bonneau, fils, la somme de 65 livres. Cet acte de vente a aussi été ratifié par la veuve de Nicolas Audet, par acte du 13 octobre 1707 devant Me Chambalon.

Joseph Bonneau et Anne-Françoise Bissonnet avaient passé un contrat de mariage le 5 mars 1696 devant le notaire Catrin, contrat ensuite déposé au minutier de Me Chambalon le 14 novembre 1704. Ce contrat prévoyait la communauté de biens entre les époux et la dotation de l'épouse, en cas de décès préalable du conjoint, de trois cents livres de douaire préfix et de cent livres de préciput à son choix. Le 4 janvier 1703, Joseph Bonneau était inhumé à Saint-Michel-de-Bellechasse, et le 24 novembre 1704, à Beaumont, Anne-Françoise Bissonnet se remariait avec Martin Leblond, après avoir passé devant Me Chambalon, le 14 novembre précédent, un contrat de mariage prévoyant la communauté de biens entre les époux, même dans les acquêts immeubles faits par chacun d'eux avant le mariage.

5. Le 13 octobre 1707, devant Me Chambalon, la veuve Madeleine Després, agissant tant en son nom qu'en celui de ses enfants mineurs, ratifie la vente (sans précision de date) faite par son défunt mari Nicolas Audet à Jean Corneau et son épouse et la vente du 14 août 1697, devant Me Charles Rageot, par ces derniers à Joseph Bonneau et Anne-Françoise Bissonnet pour le prix de 170 livres, elle reconnaît « que des le vivant de son dit mary ils ont Receu dud.t Bonneau et sa dite femme a laquit Et decharge dud.t Corneau et sa dite femme la dite somme de Cent soixante dix livres prix de lad.e vente », et elle donne quittance finale des sommes dues sur la propriété à Anne-Françoise Bissonnet, alors veuve de Joseph Bonneau et femme en secondes noces de Martin Leblond.

6. À la même date du 13 octobre 1707, devant Me Chambalon, Martin Leblond et Anne-Françoise Bissonnet vendent à René Patry « une terre et habitation scize Et située En la dite Seigneurie de la durantaye Contenant trois arpans de large Sur le bord du fleuve S.t laurant Sur quarante arpans de profondeur dans les terres Joignant du Costé du Soroüest a lhabitation du nommé la bonté venüe de Julien dumon Et du coste du nordést a celle de Ignace chambrelan » sans en rien réserver « que le foin,

fourage, Et grains qui sont dans un mechand hangard qui Est Sur ladite Terre », movennant le prix de 275 livres, dont 138 livres comptant et la balance des 137 livres restant payable en trois versements égaux au cours de chacune des trois années suivantes. On signale que la terre vendue appartenait à la venderesse, moitié à cause de sa communauté de biens avec son défunt mari Joseph Bonneau et moitié pour « les Reprises qu'elle a à faire sur les biens de Bonneau suivant son Contrat de mariage », que cette terre avait été acquise par Joseph Bonneau et la venderesse de Jean Corneau et son épouse, par contrat passé le 14 août 1697 devant Me Charles Rageot et ratifié dans un acte notarié du 13 octobre 1707 par Madeleine Després, veuve du Nicolas Audet qui avait vendu cette terre à Jean Corneau et son épouse par écrit sous seing privé, et que le vendeur devrait incessamment remettre à l'acquéreur le « billet de Concession accordé par ledit Seigneur de ladurantaye audit defunct Audet », mais sans apporter de précision sur la date et le contenu de celui-ci.

Au pied du contrat de vente ci-dessus, il y a, en date du 27 octobre 1711 et signé par le même notaire Chambalon, un acte de quittance dans lequel « anne-françoise Bissonnet femme dudit martin leblond vendeur desnommé par le contract de vente cydessus, laquelle En vertu du pouvoir verbal que le dit leblond son mary qui estant malade presentement luy a donné En presence de nicolas leRoy Son beau frere et de pierre feUilletau demeurant chez ledit leblond aussi a ce presens qui ont certifié ledit pouvoir verbal veritable, a reconnu » avoir reçu la balance du prix de vente de l'acheteur Patry, et celui-ci reconnaissait par ailleurs avoir reçu les titres de propriété de la terre, dont le billet de concession (sans plus de précision sur sa date, son contenu et le concessionnaire), une quittance sous seing privé de Madeleine Després de 175 livres du 17 avril 1701, et le procès-verbal d'un bornage de la terre fait par l'arpenteur Jean Lerouge le 19 novembre 1694.

Fils des anciens « borneurs » nord-est André Patry et Henriette Cartois qui s'étaient mariés à Québec le 23 juillet 1675 (après avoir passé un contrat de mariage le 18 juillet précédent devant Me Becquet), René Patry est né le 26 août 1684 et a été baptisé à Québec le même jour. C'est peu après avoir passé un contrat de mariage devant Me Michon, le 27 février 1713, à Berthier, qu'il épousait Marie-Charlotte Dupuis qui devait lui donner sept enfants entre 1715 et 1732.

Sur la carte de Catalogne de 1709 pour le gouvernement de Québec, dans la moitié ouest de la seigneurie de La Durantaye, on peut retracer une terre occupée par « Renest Patri », bornée au nord-est par « Ig. Chamberland » et au sud-ouest par « LaBonté » (Léonard Clément dit Labonté)⁴. Il s'agit bien de la terre que René Patry avait acquise le 13 octobre 1707, qui avait été concédée par billet du 12 juin 1693, et que Nicolas Audet avait conservée jusqu'au 1^{er} novembre 1695.

CHAÎNE DES TITRES DE PROPRIÉTÉ DE 1710 À 1765

Voici maintenant comment la propriété de la terre est passée de René Patry en 1710 à Pierre Allaire (ou Dallaire) en 1765.

7. Le 18 octobre 1710, par acte passé devant Me Chambalon, René Patry a vendu à Joseph Manseau « une terre et habitation seize et scituée en lad. Seigneurie de Ladurantaye contenant trois arpens de large sur le bord du fleuve S.t Laurent sur quarante arpens de profondeur dans les terres joignant du coste du soroest à l'habitation du nommé Labonté venue de Julien Dumont et du costé du nordest a celle de Ignace Chambrelan » pour le prix de 300 livres. Le contrat mentionne que René Patry avait acquis cette habitation de Martin Leblond et Anne-Françoise Bissonnet par contrat du 13 octobre 1707 passé devant Me Chambalon.

8. Le 23 février 1711, dans un contrat d'échange passé devant Me Pichet, Joseph Manseau a cédé et délaissé à André Bissonnet une terre qui, selon le Censier général de la seigneurie de 1752, avait un front de trois arpents sur le Saint-Laurent et était bornée au nord-est par Nicolas Chamberland et au sud-ouest par Léonard Clément dit Labonté. Cette terre ne pouvait être autre que celle qu'il avait acquise le 18 octobre précédent de René Patry. L'original de ce contrat d'échange notarié est maintenant disparu, mais il en est fait mention dans le Censier général du 18 juillet 1752 de la seigneurie de Saint-Michel, au folio 30 concernant le 27^e habitant de la première ligne (voir minutier du notaire Saillant, no 270 de ses minutes), et dans le contrat de concession à Jean Daniau dit Laprise passé le 8 août 1752 par le notaire Saillant (no 281 de ses minutes).

Cet André Bissonnet, qui avait épousé Françoise Guillemet le 20 février 1702 à Saint-Jean I.O. (après avoir passé un contrat de mariage le 10 précédent devant Me Chambalon), décédait toutefois assez jeune et fut inhumé le 1^{er} avril 1715 à Saint-Michel-de-Bellechasse. Sa terre

de trois arpents acquise en 1711 a été recueillie par sa veuve, Françoise Guillemet, qui se remaria le 7 janvier 1716, à Saint-Michel-de-Bellechasse, avec le veuf Jean Daniau dit Laprise (après avoir passé un contrat de mariage le 30 décembre précédent devant Me Gaschet).

9. Le 4 février 1741, devant M^e Pichet, contrat de mariage entre Joseph Daniau et Marie-Josephte Allaire, portant donation aux époux par Jean Daniau et Françoise Guillemet d'un arpent et demi de front de cette terre, côté sud-ouest, mais en en gardant la jouissance leur vie durant. Le contrat précise que ce qui est donné fait partie d'une terre de trois arpents de front bornée au sud-ouest par Léonard Clément et au nord-est par Ignace Chamberland et que l'arpent et demi de front donné était à prendre le long de Léonard Clément. Le mariage Daniau-Allaire a subséquemment été célébré le 10 avril 1741 à Saint-Michel-de-Bellechasse. Même si la minute originale du contrat de mariage est maintenant disparue du minutier de Me Pichet, ce contrat de mariage a été insinué à la Prévôté de Québec⁵. Il en est en outre fait mention dans l'inventaire de la communauté Daniau-Guilmet fait par Me Rousselot le 26 avril 1748 (no 623 de ses minutes), dans le Censier général du 18 juillet 1752 de la seigneurie de Saint-Michel au folio 30 concernant le 27^e habitant de la première ligne (voir minutier du notaire Saillant, no 270 de ses minutes), puis dans le contrat de concession du 8 août 1752 à Jean Daniau dit Laprise passé par Me Saillant (no 281 de ses minutes).

À l'aveu et dénombrement de la seigneurie de Saint-Michel, le 1^{er} juillet 1745⁶, suite à la terre de Ignace Chamberland au nord-est et avant celle de Léonard Clément dit Labonté au sud-ouest, il y a la mention suivante : « Qu'audessus est Jean Daniau dit Laprise qui possède pareillement Trois arpent de terre de front sur la même profondeur de quarante arpent, chargez de trois livres monnaye de ce pays faisant quarante cinq sols argent de france quart deduit avec trois chapons le tout de rente seigneuriale pour toutte laditte concession et en outre d'un sol de cens pour chacun arpent de front d'ycelle, sur laquelle concession il y a maison, grange, étable, ecurie, fourny, laiterie, quarante cinq arpent de

Concerant l'identification des habitants mentionnés à la carte de Catalogne de 1709, voir aussi ROY, Léon, Les premiers colons de la Rive-Sud du Saint-Laurent de Berthier-en-bas à Saint-Nicolas 1636 à 1738, éd. Société d'histoire régionale de Lévis, 1984, 436 pages, ISBN 2-920281-016, à la page 28.

Registres des insinuations de la Prévôté de Québec, vol. 8, p. 401, aux ANQ.Q (Microfilm 4M00-6181A). Voir ROY, Pierre-Georges, *Inventaire des insinuations de la Prévôté de Québec*, vol. 1, 298 pages, L'Éclaireur Limitée éditeur, Beauceville, 1936, p. 5 et 191.

Aveux et dénombrements du Régime français, vol. 12, folio 176 et suiv., 1^{cr} juillet 1745, fol. 193 verso, aux ANQ.Q. (Microfilm 4M00-4766A). Voir aussi *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent; Les aveux et dénombrements 1723-1745*, sous la direction de Jacques Mathieu et Alain Laberge, 418 p., Les éditions du Septentrion, Sillery, 1991, ISBN 2-921114-58-5, p. 140, no 2816.

terre labourable, trois arpent ou environ de terre à la pioche un arpent et trois quarts d'arpent en bois simplement abattu, deux arpent de prairie faite et environ trois quarts d'arpent d'autre prairie naturelle. »

Décédée le 4 février 1748, Françoise Guillemet était inhumée le lendemain à Saint-Michel-de-Bellechasse. Le 26 avril 1748, le notaire Rousselot (no 623 de ses minutes) dressait l'inventaire des biens de la communauté entre Jean Daniau et feue Françoise Guillemet comprenant comme immeuble l'arpent et demi de front, côté nordest, restant de la terre, borné au sud-ouest à Joseph Daniau, donataire, et au nord-est à Nicolas Chamberland. Cet inventaire fait aussi état du contrat de mariage de Joseph Daniau et Marie-Josephte Allaire passé devant Me Pichet le 4 février 1741. Il restait ensuite à partager l'arpent et demi de front appartenant par moitié à l'époux survivant et par moitié aux quatre enfants survivants : Jean-Baptiste né en 1717, Joseph né en 1719, Madeleine née en 1721 et Marie-Josephe née en 1724.

- 10. Le 27 avril 1748, devant Me Rousselot (no 625 de ses minutes), Madeleine Daniau, autorisée par son époux Pierre Patry, et Jean-Baptiste Daniau vendent à leur frère Joseph Daniau chacun une perche et quinze pieds de front enclavée dans l'arpent et demi de front encore indivis hérité de leur mère, borné au sud-ouest au dit Joseph Daniau et au nord-est à Nicolas Chamberland.
- 11. Le 16 septembre 1748, devant Me Rousselot (no 668 de ses minutes), dans un accord Jean Daniau père cède à son fils Joseph, à certaines conditions, les droits de jouissance lui restant sur cette terre de trois arpents.
- 12. Le 14 juillet 1752, Joseph Daniau dépose au minutier de M^e Barolet l'original du billet de concession du 12 juin 1693 à Pierre Audet, billet qui a été reproduit au début de cette étude.
- 13. Au Censier général du 18 juillet 1752 de la seigneurie de Saint-Michel confectionné par le notaire Saillant, au folio 30 concernant le 27^e habitant de la première ligne (voir minutier du M^e Saillant, no 270 de ses minutes), il est indiqué que Jean Daniau dit Laprise possède une terre de trois arpents de front, bornée au nord-est par Nicolas Chamberland et au sud-ouest par Léonard Clément dit Labonté, que cette terre avait originalement été concédée par billet du 12 juin 1693 accordé à Pierre Audet, qu'elle était échue à sa défunte épouse Françoise Guillemet, veuve en premières noces de André Bissonnet qui l'avait eue en échange de Joseph Manseau par contrat passé le 23 février 1711 devant M^e Pichet,

que Jean Daniau et son épouse avait donné un arpent et demi de front de cette terre à leur fils Joseph Daniau par contrat du 4 février 1741 devant Me Pichet, que trois quarts d'arpent revenaient à Jean Daniau de sa communauté de biens avec Françoise Guillemet, que les autres trois quarts d'arpent appartenaient aux enfants de lui et de sa défunte épouse, et que le père Jean Daniau avait alors la jouissance de deux arpents et quart de ladite terre.

- 14. Le 8 août 1752, devant Me Saillant (no 281 de ses minutes), contrat de concession par la seigneuresse Marie-Françoise de Contrecoeur, veuve de Hugues Jacques Péan de Livaudière, à Jean Daniau dit Laprise de « une terre scituée audit lieu de saint Michel de trois arpens de front sur quarante de profondeur a prendre du bord du fleuve de saint Laurent tenant d'un coté au nord est à Nicolas Chamberland d'autre coté au sorouest a Léonard clement dit Labonté ... (dont il est) en possession depuis plusieurs années pour être échu a defunte françoise Guillemet sa femme veuve en première d'André Bissonnet qui l'avait eu d'échange de Joseph Mansau par contrat passé devant Me Pichet le 23 février 1711 ». À ce contrat de concession, Jean Daniau déclare qu'il ne lui reste plus que trois quarts d'arpent lui revenant de sa communauté avec la veuve Bissonnet, un arpent et demi ayant été donné à leur fils Joseph Daniau par contrat du 4 février 1741 devant Me Pichet, et les autres trois quarts d'arpent appartenant aux héritiers de son épouse Françoise Guillemet.
- 15. Le 28 mai 1753, devant Me Rousselot (no 1125 de ses minutes), Marie-Joseph Daniau vend à son frère Joseph Daniau, une perche et seize pieds de front enclavée dans trois arpents de terre encore indivis lui revenant de la succession de feue Françoise Guillemet, sa mère, bornés au sud-ouest à Léonard Clément dit Labonté et au nord-est à Nicolas Chamberland. Avec cette transaction, Joseph Daniau achevait d'acquérir de ses cohéritiers tous les droits sur les trois quarts d'arpent délaissés par leur mère Françoise Guillemet le jour de son décès.

Le père Jean Daniau dit Laprise décéda le 19 juin 1759 et il fut inhumé le lendemain à Saint-Michel-de-Bellechasse, laissant comme bien immeuble les trois quarts d'arpent de front lui restant de sa terre, et comme héritiers les représentants de son fils Jean-Baptiste déjà décédé à Québec le 3 août 1758, son fils Joseph né en 1719, et ses filles Madeleine née en 1721 et Marie-Josephe née en 1724. Le fils Jean-Baptiste Daniau avait épousé Marguerite Guenet le 10 janvier 1740 à Beaumont, après avoir passé un contrat de mariage le 28 décembre précédent devant Me Gaschet, et il laissait lui-même plusieurs enfants mineurs.

La fille Marie-Josephe Daniau, mariée le 11 janvier 1757 à Québec avec François-Hubert Letarte dit Francoeur, décéda le 11 avril 1760 à Saint-Michel-de-Bellechasse, laissant comme unique héritier de sa part indivise de terre, son fils Jean-Baptiste Francoeur, né et baptisé le 28 novembre 1757 à Québec.

16. Le 16 juin 1760, devant Me Fortier, assistée de son époux Pierre Patry, Madeleine Daniau vend à son frère Joseph Daniau deux perches et demie (ou un quart d'arpent) de terre de large, faisant partie d'une terre de trois arpents en total sur le fleuve Saint-Laurent en la paroisse Saint-Michel, bornée au nord-est à Nicolas Chambreland et au sud-ouest à André Clément-Labonté. lui revenant de la succession de son père Jean Daniau. Ce quart d'arpent, joint à l'arpent et demi de front, côté sud-ouest, acquis par donation en 1741 et aux trois quarts d'arpent acquis de la succession de sa mère Françoise Guillemet, faisait maintenant pour Joseph Daniau une terre de deux arpents et demi de front, laissant au nordest un quart d'arpent pour la succession de son frère Jean-Baptiste Daniau et, entre eux, un quart d'arpent de front pour celle de sa soeur Marie-Josephe Daniau.

Au Recensement du gouvernement de Québec de 1762⁷, dans la seigneurie de Saint-Michel, près des habitations de Nicolas Chamberland et d'André Labonté, on voit celle de Joseph Laprise (Daniau) comprenant un homme, une femme, quatre garçons au-dessous de 15 ans, 2 filles; 2½ arpents de terre, 25 arpents en semences, 3 vaches, 3 moutons, 3 cochons et 1 cheval.

17. Le 17 janvier 1763, devant Me Fortier, assemblée de famille déterminant que les deux perches et demie (ou quart d'arpent) de terre de front revenant par moitié à la veuve et aux enfants mineurs de feu Jean-Baptiste Daniau seraient vendues aux enchères au plus offrant, et que la remise du produit de la vente à sa veuve Marguerite Guenet déchargerait valablement les héritiers du douaire de trois cent livres dû à leur mère suivant son contrat de mariage.

18. Le 16 mars 1765, devant Me Fortier, cession en échange par Joseph Daniau et son épouse à Pierre Allaire de « deux arpent et demy de terre de large et de front scitué aud. Lieu St. Michel sur le fleuve borné au sud ouest a andré Léonard dit Labonté et au nordest a un demy arpent de la mesme terre ». Le demi-arpent de front au nord-est de la terre n'a pas été inclus dans la vente parce que

Joseph Daniau n'avait pas acquis les droits sur les parts échues aux représentants de son défunt frère Jean-Baptiste et à sa soeur Marie-Josephe, récemment décédée, dans la succession de leur père, lesquels droits ont été récupérés par Nicolas Fortier et Jean-Baptiste Francoeur qui, en 1779 et 1780, devaient les céder au « borneur » nordest Pierre-Marie Chamberland pour élargir sa terre.

19. Le 16 octobre 1779, devant Me Riverin, Nicolas Fortier, devenu titulaire des droits sur la part de terre échue aux représentants de feu Jean-Baptiste Daniau, vend à Pierre-Marie Chamberland deux perches et demie (ou un quart d'arpent) de terre de front sur le Saint-Laurent, bornées au nord-est à l'acquéreur et au sud-ouest à Jean-Baptiste Francoeur.

20. Le 30 septembre 1780, devant Me Riverin, Jean-Baptiste Francoeur vend à Pierre-Marie-Chamberland deux perches et demie (ou un quart d'arpent) de terre de front sur le Saint-Laurent, bornées au nord-est à l'acquéreur et au sud-ouest à Pierre Dallaire, cela faisant partie de la terre de son grand-père Jean Daniau et à lui revenant par succession de sa défunte mère Marie-Josephe Daniau. Le « borneur » nord-est, Pierre-Marie Chamberland, a donc élargi sa terre d'un demi arpent de front à même ces acquisitions de 1779 et 1780.

À l'aveu et dénombrement de la seigneurie de Saint-Michel de 1782⁸, la terre 27 de trois arpents de front, maintenant bornée par Nicolas Chamberland à l'est et Michel Forgues à l'ouest et correspondant à celle attribuée à Jean Daniau dit Laprise au Censier général de 1752, était maintenant attribuée à « Pierre Dalaire » (Allaire), qui avait 20 arpents en culture, un arpent en prairie et 99 arpents en bois debout, une maison, et une grange.

CHAÎNE DES TITRES DE PROPRIÉTÉ DE 1766 À 1933

21. Le 26 mars 1784, devant Me Riverin (no 2361 de ses minutes), Pierre Dallaire et son épouse Marthe Thibault donnent à Gaspard Lacasse et Ursule Dallaire, leurs gendre et fille, un arpent et quart de front de leur terre de Saint-Michel, côté nord-est, en propriété et un arpent et quart de front, côté sud-ouest, en jouissance jusqu'à leur décès, réservant ce deuxième arpent et quart comme légitime de leurs autres enfants. L'ensemble des deux arpents de front sur une profondeur de quarante arpents était alors borné au nord-est à Pierre-Marie Chamberland et au sud-ouest à Michel Forgues.

Voir Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1925-1926, 1926, p. 46.

Aveux et dénombrements du Régime anglais, vol. 14, folio 420 et suiv., 25 février 1782, Premier rang, Censitaire 27, aux ANQ.Q. (Microfilm 4M00-6388).

22. Le 4 juillet 1791, devant Me Deschesneau (no 2633 de ses minutes), cession en échange par Gaspard Lacasse et son épouse à Pierre Asselin de l'arpent et quart acquis par donation et de l'arpent et quart contigu détenu en jouissance, à eux appartenant en vertu de la donation du 26 mars 1784, le tout dans une terre bornée au total au nord-est par Pierre-Marie Chamberland et au sud-ouest par Michel Forgues.

23. Le 6 mars 1793, devant Me Riverin (no 4239 de ses minutes), Pierre Asselin vend à Charles Faucher la propriété de douze perches et demie de large (soit un arpent et quart) et la jouissance de pareille largeur la vie durant de Pierre Dallaire et son épouse, tel qu'acquis le 4 juillet 1791 de Gaspard Lacasse.

24. Le 14 juillet 1793, devant Me Riverin (no 4296 de ses minutes), les enfants de Pierre Dallaire vendent à Charles Faucher tous les droits successifs mobiliers et immobiliers devant leur échoir dans la succession de leur père Pierre Dallaire et de leur mère Marthe Thibault. Pierre Dallaire, âgé de 87 ans, fut subséquemment inhumé le 23 avril 1806 à Saint-Gervais de Bellechasse, et son épouse Marthe Thibault, âgée de 90 ans, l'a été au même endroit le 31 mars 1808.

25. Le 1^{er} août 1803, devant M^e Riverin, Charles Faucher cède en échange à Michel Forgues fils une terre de deux arpents et demi de front sur le Saint-Laurent à Saint-Michel, par quarante arpents de profondeur, bornée au nord-est à Pierre-Marie Chamberland et au sud-ouest à Michel Forgues père. Le contrat signale que la terre appartenait au cédant en vertu des contrats de vente des 6 mars et 14 juillet 1793.

26. Le 26 avril 1834, devant M^e Charles Dugal (no 3202 de ses minutes), dans un titre nouvel du seigneur à Michel Forgues, au centre d'une terre faisant huit arpents et douze pieds de front à Saint-Michel par quarante arpents de profondeur, il y a une terre de deux arpents et demi de front acquise par échange de Charles Faucher le 1^{er} août 1803.

27. Le 9 octobre 1838, Michel Forgues était inhumé à Saint-Michel-de-Bellechasse, après avoir passé testament le 3 octobre 1838, devant M^e Aug. Larue (enreg. vol. 1, no 26)⁹, par lequel il instituait son épouse Marie-Anne

Denis dit Lapierre légataire universelle de tous ses biens meubles et immeubles sans exception.

28. Le 20 avril 1842, devant M^e F.X. Larue (enreg. vol. 1, no 29), cession gratuite de Marie-Anne Denis à son fils Pantaléon Forgues d'une terre dans la première concession de Saint-Michel-de-Bellechasse, contenant deux arpents et demi de front par quarante de profondeur, bornée au nord-est et au sud-ouest à la dame cédante.

Au cadastre abrégé de la Seigneurie de Saint-Michel clos en 1859¹⁰, sous le numéro de référence 174, Pantaléon Forgues est indiqué comme possédant une terre de deux arpents et douze pieds de front par quarante arpents de profondeur dans la première concession, entre Béloni Couture au nord-est et Eustache Forgues au sud-ouest. Il semble y avoir eu une omission, car en fait Pantaléon Forgues possédait alors deux terres contiguës entre ces deux « borneurs », l'une ayant deux arpents, cinq perches et douze pieds de front, et l'autre, celle nous concernant, ayant deux arpents et demi de front.

29. Le 19 février 1868, devant Me Louis-Nazaire Roy (enreg. no 15579), donation de Pantaléon Forgues à Adélard Forgues son fils d'une terre à Saint-Michel de deux arpents et demi de front sur le fleuve Saint-Laurent par quarante arpents de profondeur, bornée au nord-est au donateur et au sud-ouest à Narcisse Forgues.

Lors de l'établissement du cadastre pour la paroisse Saint-Michel, comté de Bellechasse, en septembre 1880¹¹, la terre d'Adélard Forgues, entre celle de Pantaléon Forgues à l'est et celle de Narcisse Forgues à l'ouest, reçut le numéro cadastral 228 et elle a été décrite au Livre de renvoi comme un lot de figure irrégulière contenant une superficie de cent deux arpents et cinquante perches.

30. Le 7 décembre 1891, devant Me F. Achillas Mercier (enreg. no 24369), vente d'Adélard Forgues à Régis Ménard d'une terre, à Saint-Michel, de cent deux arpents et cinquante perches en superficie, entre la terre de Jean Larochelle à l'est et celle de Narcisse Forgues à l'ouest et connue sous le numéro cadastral 228. Le vendeur

Pour ce numéro et les suivants, il s'agit du numéro d'enregistrement au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Bellechasse, situé à Saint-Raphaël, M.R.C. de Bellechasse.

Voir Cadastres abrégés des seigneuries du district de Québec, déposés au greffe de Québec, chez le Receveur général et au Bureau des terres de la couronne, suivant les dispositions des statuts refondus pour le Bas-Canada, chap. 41, sect. 25, 26 et 27, 2 vols., Imprimés par Georges Desbarats, Québec 1863, vol. II, no 59 – Cadastre abrégé de la seigneurie de Saint-Michel, appartenant à Léger Gamelin Launière et al., p. 7.

Voir les Plan et Livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel dans le comté de Bellechasse, au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Bellechasse, situé à Saint-Raphaël, M.R.C. de Bellechasse.

déclare l'avoir acquise par donation de Pantaléon Forgues le 19 février 1868.

31. Le 21 juillet 1893, devant Me Jos. Allaire (enreg. no 25293), vente de Régis Ménard à Georges Simard ès qualité d'une terre à Saint-Michel de cent deux arpents et cinquante perches de superficie, entre Jean Larochelle à l'est et Narcisse Forgues à l'ouest et connue sous le numéro cadastral 228.

32. Le 6 septembre 1924, devant Me Art. Martineau (enreg. no 51843), vente de Joséphine, Yvonne, Berthe, Élianne et Lionel Simard à Georges Simard de tous les droits qu'ils peuvent avoir sur une terre de cent deux arpents et cinquante perches de superficie, connue sous le numéro 228 du cadastre de Saint-Michel et acquise le 21 juillet 1893.

33. Le 4 décembre 1933, devant Me Ferd. Audet (enreg. no 59064), vente de Georges Simard à Lionel Simard d'une terre de cent deux arpents et cinquante perches de superficie, entre Jean Larochelle à l'est et Narcisse Forgues ou représentant à l'ouest et connue sous le numéro 228 du cadastre de Saint-Michel-de-Bellechasse.

BRÈVE ANALYSE DES TITRES ET CONCLUSIONS

La conservation relativement bonne des vieux actes notariés, la carte de Catalogne de 1709, les aveux et dénombements de 1745 et 1782, le Censier général de la seigneurie de 1752, le recensement du gouvernement de Québec de 1762, les titres nouvels préparés par le notaire Dugal en 1834, le Cadastre abrégé de la seigneurie de Saint-Michel clos en 1859, le cadastre pour la paroisse Saint-Michel-de-Bellechasse établi en septembre 1880, la base de données Parchemin et les index aux noms et aux immeubles conservés au Bureau de la publicité des droits de Saint-Raphaël de Bellechasse ont permis de rétablir la chaîne des titres de propriété jusqu'en 1933 sur une terre de Saint-Michel-de-Bellechasse concédée par billet du 12 juin 1693 à un certain Pierre Audet et détenue en majeure partie en 1933 par Lionel Simard.

Le contrat de vente du 13 octobre 1707 à René Patry nous indique que la terre a été concédée au moyen d'un billet accordé à Nicolas Audet. Celui du 14 août 1697 nous précise que la concession à Nicolas Audet était intervenue par titre de concession du 12 juin 1693. Ces contrats, de même qu'une quittance sous seing privé de Madeleine Després du 17 avril 1701 mentionnée à la quittance notariée du 27 octobre 1711 et la ratification de vente du 13 octobre 1707 par cette dernière, dite veuve de Nicolas

Audet, tendraient normalement à démontrer que le 12 juin 1693 la terre a été bel et bien concédée à Nicolas Audet qui en a ensuite disposé comme de bien lui appartenant. Rien dans ces transactions ne laisse présager que le billet de concession pouvait avoir été effectivement libellé au nom d'un certain Pierre Audet, qui ne peut être autre que le fils du pionnier Nicolas Audet.

Entre le 13 octobre 1707 et le 18 juillet 1752, il n'y a plus aucune mention du concessionnaire original de la terre dans les transactions. Toutefois, oh surprise!, dans le Censier général de la seigneurie du 18 juillet 1752, il est indiqué que Jean Daniau dit Laprise possède trois arpents de terre de front conformément au billet de concession donné à Pierre Audet le 12 juin 1693, sans doute le billet de concession qui avait été déposé quatre jours plus tôt au minutier du notaire Barolet billet reproduit au début de cette étude, et qui semble être demeuré sans suite, les archives ne dévoilant aucun acte de disposition de cette terre effectué par un Pierre Audet.

Comme la chaîne des titres que nous venons de développer ne laisse aucun doute sur le fait que la terre de trois arpents de front possédée dans la seigneurie de Saint-Michel en 1752 par Jean Daniau dit Laprise était la même que celle que le pionnier Nicolas Audet prétend avoir obtenue par concession du 12 juin 1693, sur laquelle il a exercé des droits de propriétaire et qu'il a vendue en 1695, et comme, selon le Censier général de la seigneurie de 1752, cette terre alors occupée par Jean Daniau dit Laprise est dite avoir été originalement concédée par un billet du 12 juin 1693 donné à Pierre Audet, un fils mineur de Nicolas Audet, il nous faut conclure que, quoique le billet de concession ait été libellé au nom de Pierre Audet, la concession avait effectivement été faite à son père Nicolas qui en a finalement disposé à sa guise et à qui le fils Pierre n'avait servi que de prête-nom.

À ce stade-ci, il est légitime de se demander pourquoi le véritable détenteur Nicolas Audet a fait émettre le billet de concession du 12 juin 1693 au nom de son fils Pierre. Comme celui-ci était mineur encore pour quelques années au moment de la concession et ne pouvait légalement en disposer sans l'assistance de ses parents ou une permission spéciale des autorités en place, on ne peut que spéculer sur les motifs ayant conduit à l'inscription de son nom sur le billet de concession. Il faut toutefois se rappeler que les seigneurs ne distribuaient pas facilement de terre à ceux qui n'étaient pas intéressés à l'habiter et à la faire fructifier. Or, déjà bien établi avec sa famille à l'île d'Orléans depuis un quart de siècle et pratiquement à la retraite, le pionnier Nicolas Audet ne se qualifiait plus

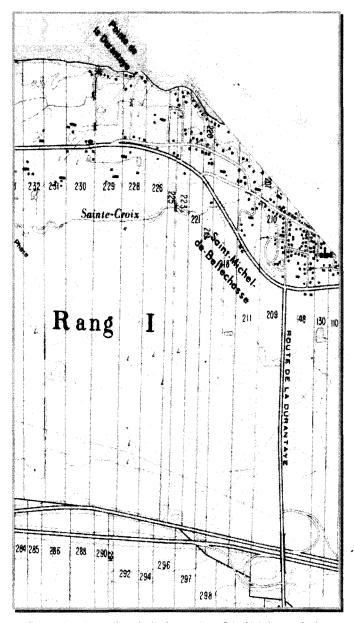
pour une concession, n'étant pas de ceux susceptibles de l'habiter et de la faire fructifier, alors que son jeune fils Pierre, de près de 19 ans et candidat au mariage, paraissait un candidat plus prometteur pour s'établir sur celle-ci.

Il est donc vraisemblable de croire qu'à ce moment-là, le pionnier Nicolas ou bien voulait utiliser le nom de son fils pour pouvoir se procurer une terre qu'il espérait revendre avec profit plus tard, ou bien songeait simplement à établir son fils Pierre, comme plusieurs autres pères de l'île d'Orléans ont fait à l'époque en acquérant des terres à La Durantave pour v établir leurs enfants, et comme Nicolas Audet a lui-même fait trois ans plus tard en acquérant une terre pour son autre garçon Jean-Baptiste Audet¹². Selon cette dernière hypothèse, une fois l'âge de majorité atteint (c'était 25 ans à l'époque), il aurait été plus facile pour Pierre Audet d'obtenir un contrat notarié de concession à son nom, sans problème de succession en cas de décès préalable de ses parents. Cependant, peut-être à cause du fait qu'il se sentait alors un peu à l'étroit financièrement ou du manque d'intérêt de son fils Pierre (qui passera d'ailleurs toute sa vie sur l'île d'Orléans) pour cette terre au sud du Saint-Laurent, Nicolas Audet profita d'une occasion de s'en départir avec un profit de 170 livres, deux ans après l'avoir acquise, comme le montre le contrat de ratification du 13 octobre 1707.

À défaut de trouver la raison précise de l'utilisation du nom de Pierre Audet sur le billet de concession destiné à son père Nicolas, la présente étude aura au moins eu le mérite d'établir le lien existant entre le billet de concession du 12 juin 1693 à Pierre Audet et la ratification de Madeleine Després du 13 octobre 1707, de situer dans le temps et l'espace la terre faisant l'objet de ce contrat de ratification, d'élucider le mystère sur une concession de trois arpents de front que l'ancêtre pionnier Nicolas Audet aurait eue à La Durantaye, de préciser qu'il l'a détenue du 12 juin 1693 au 1^{er} novembre 1695, et de reconstituer la chaîne des titres de propriété de cette terre depuis sa première concession en 1693 jusqu'en 1933, soit sur deux cent quarante ans.

Il nous faut enfin noter qu'à compter de 1765 la terre de trois arpents de front concédée en 1693 à Pierre (ou Nicolas) Audet a perdu un demi arpent de front, côté nord-est, n'ayant plus que deux arpents et demi de front, mais que sa limite sud-ouest est demeurée la même depuis

sa concession en 1693 jusqu'à l'arrivée du cadastre en 1880, moment où la terre de deux arpents et demi de front a reçu le numéro 228 au cadastre de la paroisse de Saint-Michel, faisant maintenant partie de la circonscription foncière de Bellechasse. Quant au demi arpent de front perdu, côté nord-est, on peut aussi conclure qu'il fait maintenant partie du lot cadastral 226 du même cadastre, côté sud-ouest.



Extrait du plan cadastral de la paroisse Saint-Michel, comté de Bellechasse, entré en vigueur le 30 septembre 1880 et montrant le lot 228 et les lots voisins 226 et 229 du cadastre.

¹² Le 9 juillet 1696, devant Genaple, le pionnier Nicolas Audet s'est procuré une terre de trois arpents de front à l'île d'Orléans qu'il donnait le 2 août 1698, devant le même notaire, à son fils Jean-Baptiste Audet qui l'habita jusqu'à son décès en 1728.



Joyeuses Fêtes.

En cette période
des Fêtes, le comité de
la revue L'Ancêtre
offre à ses auteurs et
collaborateurs, ainsi
qu'à ses fidèles
lecteurs et lectrices,
un très Joyeux Noël et
une Bonne Année 2004.

Jacques Fartin, directeur









Chers membres, n'oubliez pas...

que vous pouvez aider votre Société de plusieurs façons :

- Je renouvelle ma cotisation immédiatement pour éviter les frais additionnels après le 31 décembre.
- Je recrute un nouveau membre parmi ma famille ou mes amis.
- J'achète des certificats cadeaux pour mes enfants, ma famille et mes amis.
- J'offre un répertoire ou un tableau généalogique publiés par la Société.
- Je fais un don en argent ou de livres à la SGQ.

Le temps des fêtes est propice aux rencontres de familles. Profitez-en pour promouvoir la généalogie et l'histoire et partager votre passion avec eux.

Les certificats-cadeaux suivants sont disponibles à la Société de généalogie de Québec :

membre principal: 35 \$membre associé: 17,50 \$

➤ membre étudiant : 22,50 \$
➤ conférence en 2004 : 5 \$

> série de conférences en 2004 : 20 \$

> achat d'une publication de la Société : 20 S

Merci de votre appui.

Réal Jacques (4730), registraire









À PROPOS DE...

par Michel Langlois (0045)

LES PASSEURS DE LA RIVIÈRE SAINT-CHARLES

Les Jésuites reçoivent la seigneurie de Notre-Damedes-Anges le 10 mars 1626. Cette seigneurie d'une lieue de front par quatre lieues de profondeur s'étend au nord-ouest jusqu'aux terres de Lorette, touche celles de la seigneurie de Beauport à l'est et couvre vers le nord le territoire de Charlesbourg. Elle est séparée de Québec par la rivière Saint-Charles. Les Jésuites y concèdent des terres à Charlesbourg en 1665 et dès lors ils font face à un problème de taille. Ils doivent accommoder leurs censitaires désireux de se rendre à Québec en leur fournissant un moyen de transport pour traverser la rivière Saint-Charles. Ils obtiennent par ordonnance de l'intendant Jean Talon, le 27 juillet 1667, l'exclusivité sur le passage de la rivière Saint-Charles. L'ordonnance se lit comme suit:

« Les Pères Jésuites pourront mettre sur leur seigneurie de la rivière Saint-Charles, tel homme qui leur plaira pour passer et repasser tous ceux qui voudront traverser la dite rivière et défense à Renaut et tout autre de passer sans la permission des dits Pères ny empescher en quoy que ce soyt celluy que les dits Pères auront mis et les chemins nécessaires pour les passages seront libres de l'un et de l'autre côté de la rivière. »

Ce document nous apprend qu'il y avait de la concurrence en ce domaine et que certains habitants, entre autres Vincent Renaud, s'adonnaient à cette pratique. Désormais, il n'y aura plus qu'un passeur officiel, celui choisi par les Jésuites. Nous n'avons pas pu mettre la main sur un document nous révélant le nom de ce premier passeur.

Toutefois, le 28 décembre 1670, par un acte du notaire Vachon, les Jésuites concèdent une terre à Jacques Glinel. Ce dernier, originaire de Rouen en Normandie et fils de Jacques Glinel et de Catherine Léger, réside alors à Boucherville. En 1672, il vient habiter sur sa terre du village Saint-Claude à Charlesbourg et les Jésuites lui confient le passage de la rivière Saint-Charles. Un acte du notaire Gilles Rageot, daté du 12 octobre 1676, nous en apprend davantage sur ce fameux passage. En effet, Jacques Renaud passe un

accord avec Jacques Glinel. Ils s'associent, à compter de la Toussaint (1er novembre) pour deux années « pour tous les passagers de ce pays qui sont obligés d'aller et venir et de passer par le dit passage de la petite Rivière à la réserve de ceux de québec qui ne sont point affermés. »

Ce document nous apprend que tous les habitants de la Côte-de-Beaupré, de la Côte-de-Beauport et de Charles-bourg qui désirent traverser à Québec sont tenus de le faire par ce passage. Comme ils doivent payer pour leur traversée, tous les profits sont partagés de moitié entre Renaud et Glinel. Par contre, ce dernier touche en entier les revenus provenant de passagers étrangers. Ils font valoir ensemble la terre du passage et en partagent les fruits pour chacun la moitié. C'est Renaud qui fournit le canot qui lui sera rendu et évalué à la fin de leur association.

Jacques Glinel épouse Marie Pivin en 1679. Il continue à agir comme passeur. De 1682 à 1696, il est associé à Guillaume Julien pour la ferme de la terre du passage. Son poste de « passager » est cause de plusieurs petits conflits avec ceux qu'il traverse. Ainsi, le jeudi 19 octobre 1684, il comparaît devant le juge de la seigneurie de Notre-Dame-des-Anges. Jacques Boismé l'accuse d'avoir traité sa femme de vilaine. Pierre Sicateau et Clément Guérin viennent témoigner dans cette affaire. Guérin déclare qu'alors qu'il passait dans le canot en compagnie de Boismé et de sa femme, il avait entendu Jacques Glinel traiter la femme de Boismé de vilaine. Il ajoute cependant que cette dernière avait traité Glinel de vilain, mais qu'il ne savait pas qui avait commencé. Plus explicite, Sicateau explique que Glinel était arrivé de l'autre côté de la rivière afin de faire traverser Boismé et son épouse. Ces derniers vinrent dans un lieu assez difficile pour un tel embarquement, si bien qu'ils voulurent forcer Glinel d'aller les chercher dans un lieu plus commode. Ce dernier dit qu'il faisait tout son possible pour les faire monter là où ils étaient et qu'il ne pouvait pas aborder autrement. Glinel ajouta que de toute façon il ne ferait pas passer la femme de Boismé s'il la trouvait dans le même état (elle était saoule) qu'il l'avait déjà traversée. Sur ces mots, cette dernière le traita de vilain et il lui répliqua en disant qu'elle-même était vilaine. La cause fut mise hors cours.

Malgré ces prises de bec, Jacques Glinel donne un bon service. Aussi, le 24 mars 1686, par un acte du notaire Genaple, les Jésuites lui louent de nouveau pour trois ans et le droit de passage et la terre du passage qui appartenait autrefois au nommé Renaud et est située entre celle du sieur Charon et celle de Jacques Normand. Glinel déclare qu'il connaît bien cette terre pour y avoir été le sous-fermier de Guillaume Julien depuis quatre années et y demeurer depuis tout ce temps. Pour la terre et le passage, il doit payer 100 livres par année. Les passagers payeront leur droit de passage au Père Rafeix, jésuite, jusqu'à concurrence de 100 livres, après quoi Glinel pourra toucher ces droits lui-même. C'est Glinel qui doit fournir les canots, les câbles et les avirons nécessaires au passage.

Cet acte nous apprend de plus quels tarifs étaient chargés aux habitants pour leur droit de passage. « Ceux qui sont seuls ou seulement l'homme et la femme ne payeront par an que quarante sols ou la valeur; s'ils sont trois ou quatre, trois livres; et s'ils sont plus et qu'ils passent souvent quatre livres. Et s'ils ne veulent s'accorder a ce prix, que le dit preneur pourra se faire payer un sol marqué chaque fois par personne. »

Il a parfois de la difficulté à se faire payer pour ses services comme le démontre cette cause au bailliage de Notre-Dame-des-Anges le 29 juillet 1688. Il obtient un défaut à l'encontre de Pierre Faye qui lui doit 40 sols pour son passage.

Il semble bien que, par son privilège de passeur de la rivière Saint-Charles, il se fait des ennemis. Par la Collection de pièces judiciaires et notariales, au numéro 2769, en date du 14 mars 1690, nous apprenons qu'à la suite d'une requête antérieure au lieutenant général, Jacques Glinel a obtenu qu'il soit défendu à François Bédard, habitant du village Saint-Bernard de Charlesbourg, de médire contre lui et sa famille. Or il a appris qu'Étienne Bédard, le frère de François, a déclaré que c'est lui qui a fait des menaces et prononcé des injures contre lui et que si son frère ne se venge pas, lui il effectuera les menaces en question. Ils doivent tous les deux présenter des témoins. Malheureusement, nous ignorons le dénouement de cette affaire.

Jacques Glinel remplit les trois années du bail, puis il est remplacé au passage par Mathurin Pallain dit Dabonville. Ce maître de barque fraîchement arrivé au pays épouse Louise Renaud à Québec le lundi 23 juillet 1691. Son épouse comparaît dans une cause de justice au Conseil souverain en juillet 1692. Le 2 juillet, il est fait mention de lui et précisé qu'il est le passeur de la rivière Saint-Charles. Le 3 avril 1693, par acte du notaire Genaple, son beau-frère Pierre Renaud s'engage pour le servir au passage de la rivière Saint-Charles, dès que la rivière sera libre et jusqu'à la fin de la navigation à l'automne. Il lui promet 60 livres pour ce travail.

Mathurin Pallain ne demeure pas longtemps fermier du passage car le 22 mars 1694, par contrat du notaire Genaple, les Jésuites louent de nouveau la terre du passage et le passage à Jacques Glinel pour une durée de trois ans. Cet acte nous apprend qu'il y a maintenant deux passages, un qui traverse de la terre du passage jusqu'au moulin de la seigneurie et un autre qui va de la pointe de la Canadière vis-à-vis le palais de Québec. De plus, comme la justice se tient sur la terre du passage, Glinel est tenu d'entretenir le chauffage quand il y aura des causes qui seront entendues. Il doit également faire passer gratuitement les domestiques des pères jésuites tant ceux de Québec que ceux des fermes de Beauport et de Charlesbourg. Le bail lui coûte 100 livres par année pour le passage vis-à-vis du moulin et 20 livres pour celui de la Canardière et il doit fournir les câbles et les canots nécessaires au passage.

La pièce 2777 de la Collection de pièces judiciaires et notariales nous en apprend encore sur les démêlés de Jacques Glinel avec certains de ses passagers. En effet, le 26 janvier 1699, il fait comparaître Joseph Lemire qu'il accuse d'avoir composé des chansons pour se divertir à ses dépens et salir sa réputation, celle de sa femme qu'il traite de la plus infâme putain du pays et de toute sa famille. Il accuse Lemire d'avoir agi de la sorte pour lui faire perdre le bail du passage puisque les Jésuites ne toléreraient pas sur leur terre des gens de mauvaise vie. Malheureusement, nous ne connaissons pas la suite de ce procès.

Il semble bien que les passeurs avaient parfois de la difficulté à se faire payer les montants des passages. En effet, le 27 février 1699 dans ce même document numéro 2777 de la Collection de pièces judiciaires et notariales, l'ancien passeur Mathurin Pallain réclame de Jean Lallemand la somme de 25 sols qu'il lui doit depuis cinq ans, alors qu'il était le passeur de la rivière Saint-Charles. Il réclame également le même montant de Jean Sigouin.

Le document 2777 nous apprend encore qu'en cette même année 1699, le 16 juillet, Jacques Glinel représente

les Jésuites dans une cause qui les oppose à Jean Larchevêque, sieur de Grandpré, bourgeois de Québec. Larchevêque déclare qu'il a fait l'acquisition d'une terre d'un arpent et demi joignant au nord-ouest la terre de Vincent Renaud, acquise par les Jésuites et au sud-ouest les terres du domaine seigneurial. Il se plaint du fait que les Jésuites veulent y faire passer un chemin. Or dans le premier contrat de concession passé devant le notaire Vachon le 15 décembre 1658, il est précisé que l'acquéreur devra souffrir tous les chemins que les seigneurs voudront y faire passer.

Au nom des Jésuites, Jacques Glinel répond qu'il aurait pu ne pas se présenter en justice parce que l'assignation reçue n'était pas signée. Il soutient que la terre acquise de Vincent Renaud par les Jésuites est la terre du passage où se tient la justice. Il réfute l'argument de Larchevêque à l'effet que le chemin passe en entier sur sa terre. Au contraire, soutient-il, la plus grande partie de ce chemin passe sur l'ancienne terre de Vincent Renaud qui est l'habitation du passage jusqu'au pont de la rivière Lairet qui est à six perches avant sur cette habitation et que le chemin qui s'y trouve est là depuis 35 ans et donc pas un nouveau chemin comme le soutient Larchevêque.

Jacques Glinel est toujours en charge du passage en 1706. Mais comme il a des dettes envers les Jésuites et qu'on trouve plusieurs raisons de se plaindre de sa conduite, ces derniers décident de donner le bail du passage à quelqu'un d'autre. Jacques Glinel n'accepte pas cette décision et décide de faire une pétition en faveur d'un nouveau passage. Il adresse une requête à l'intendant Raudot, par l'intermédiaire de l'abbé Dubuisson, procureur du séminaire de Québec, par le seigneur Duchesnay de Beauport et par tous les habitants intéressés à l'établissement d'un nouveau passage à partir du palais de l'intendant jusqu'à la Canardière. Les habitants de Beauport se montrent très intéressés à cette requête puisque le nouveau passage leur évitera une marche d'une lieue et demie (6 kilomètres). Le 12 mai 1707, l'intendant Raudot, qui ignore que le droit de passage appartient en exclusivité aux Jésuites, donne l'autorisation à Glinel d'établir ce nouveau passage.

Les Jésuites ne tardent pas à recourir à la justice à ce sujet. Représentés par leur procureur, le père Rafeix, ils demandent expressément à Jacques Glinel s'il a une permission de l'intendant, comme il le prétend et l'a publié, de passer sur la rivière Saint-Charles ceux qui se présentent. Ce dernier ne répond pas à cette requête. Aussitôt, au nom des Jésuites, le 26 mai 1707, le sieur

Bermen de La Martinière, lieutenant-général de la Prévôté de Québec fait défense à Glinel de « passer aucuns particuliers de notre Dame des Anges ou autres seigneuries circonvoisines sous quelque prétexte que ce soit à peine de confiscation des canots dont il pourrait se servir comme « passager » et de telle amende que nous jugerons à propos. »

Dès lors, Jacques Glinel perd tout droit de passage. Il ne survit pas longtemps à cette épreuve puisqu'il décède à Québec le 29 décembre 1708. Sa veuve fait procéder à l'inventaire des biens par le notaire Dubreuil le 26 août 1710. Il est bien spécifié que Jacques Glinel était pauvre et vivait au jour le jour comme passeur de la rivière Saint-Charles, c'est pourquoi l'inventaire tient en deux courtes pages.

C'est par un marché sous seing privé en date du 17 juin 1707 que Pierre Glinel obtient le contrat du passage de la rivière Saint-Charles à la place de son père. En 1710, le 28 août, il est veuf et fait procéder par le juge de Notre-Dame-des-Anges à une assemblée de famille pour élire un tuteur à ses enfants mineurs. On le qualifie toujours dans ce document de « passager » de la rivière Saint-Charles. Il est alors âgé de 30 ans, étant né à Charlesbourg le 17 novembre 1679. Il avait épousé Geneviève-Françoise Gingras à Sainte-Foy le 5 novembre 1704. De leur union étaient nés cinq enfants. Il épouse Thérèse Lefebvre en deuxièmes noces à Charlesbourg le premier septembre 1710. Ils auront sept enfants. Le 8 novembre 1714, il occupe toujours le poste de « passager » comme nous l'apprend un document du bailliage de Notre-Dame-des-Anges. Toutefois, il est en procès avec les Jésuites pour défaut de paiement. Ces derniers lui réclament le prix du bail de la terre du passage et du passage même. Il se défend en disant qu'il paiera quand il aura reçu toutes les sommes que lui doivent les personnes qu'il fait traverser. Il est condamné à rembourser 76 livres.

Les Jésuites le remplacent à ce poste par Louis Loisel, époux de Marie-Anne Michel et fils de Jacques Loisel et de Catherine Deloire de Bonneville, évêché de Bayeux en Normandie. Venu au pays comme soldat, Louis Loisel habite à Charlesbourg, au rang de la Misère, depuis 1709. Il remplit bien sa tâche jusqu'en 1719, année où des habitants se plaignent qu'il veut les faire passer la rivière de force en leur chargeant un prix excessif. Une requête à ce sujet du père Dupuis, jésuite, en date du 2 mai 1719, est entendue au bailliage de Notre-Dame-des-Anges le premier février 1720. On lui ordonne de s'en tenir au prix fixé en avril 1669 par feu

l'intendant Boutroue, soit 20 deniers au passage par personne ou 20 sols par an par personne à moins d'une entente différente pour chaque famille selon la fréquence de leurs passages.

Il n'en perd pas pour autant son poste puisqu'il demeure « passager » comme le confirme un document du bailliage de Notre-Dame-des-Anges en date du 7 novembre 1720. Il semble avoir exercé ce travail jusqu'à son décès survenu après 1737. Il fut remplacé à ce poste par son fils Jacques qui est qualifié de

« passager » de la rivière Saint-Charles dans un document du bailliage de Notre-Dame-des-Anges en date du 12 mars 1750.

Les Jésuites gardèrent leurs droits sur le passage jusqu'en 1760. Nous qui ne remarquons même plus les ponts sur lesquels nous passons, nous avons de la difficulté à nous imaginer que les gens de la Côte-de-Beaupré, de Beauport et de Charlesbourg furent contraints de traverser la rivière Saint-Charles en canot et en bac jusqu'à la construction du premier pont en 1789.



Plan de la seigneurie Notre-Damedes-Anges par Ignace Plamondon et copié par Jeremiah McCarthy.

E21/NC91-4-4

Ministère des terres et forêts, bien des Jésuites, no 58, 1754-05-19.

Archives nationales du Québec à Québec.



LE GÉNÉALOGISTE JURISTE

par Raymond Deraspe (1735)

Le quotidien Le Soleil nous l'a rappelé un dimanche de l'été 2003. Tous nos Gagnon nord-américains descendent de seulement quatre ancêtres. Onésime Gagnon, lieutenant gouverneur du Québec, décédé à Bois-de-Coulonge, sa résidence d'État, en la ville de Sillery, le 30 septembre 1961, était descendant à la septième génération de Pierre Gagnon, l'un des trois frères originaires de Tourouvre, au Perche, amenés au Canada par Robert Giffard (1587-1668), médecin et premier concessionnaire, en 1634, de la seigneurie de Beauport. Tant au barreau qu'en ses fonctions politiques : parlementaires et

ministérielles que vice-royales, monsieur Gagnon incarnait l'homme de culture, d'érudition et de classe. On l'a comparé, non sans raison, à son mentor : Thomas Chapais, (1858-1946), député, ministre, conseiller législatif, sénateur. Mais, jamais, je n'ai perçu chez lui les œillères catholiques que Chapais arborait avec une choquante inconscience.

Né à Saint-Léon-de-Standon, dans l'ancien comté de Dorchester, le 23 octobre 1888, il avait poursuivi ses études classiques au collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière, et ses

études de droit à l'Université Laval, à Québec. Sa licence en droit date de 1912, année de son admission au barreau du Québec. Deux années d'études à Oxford précédèrent l'exercice de sa profession à laquelle il fit tant honneur. J'ai en mémoire Me Gagnon, de l'étude Gagnon, de Billy. Mes aînés ont connu l'étude Gagnon, de Billy, Prévost, Home et Meighen. Les plus âges, l'association avec les avocats Fitzpatrick, Dupré, Parent, Champoux. Je ne précise pas davantage, n'écrivant pas dans une publication juridique.

Il faut lire l'acte de célébration de son mariage à la basilique de Québec - celle qui brûla en 1922 - vraisemblablement en la belle chapelle Saint-Louis, le jeudi 8 janvier 1920. Majeurs, les époux sont tous deux de cette paroisse connue comme Notre-Dame de Québec, pour tout de même la distinguer de Notre-Dame de Paris... Lui : Joseph-Octave-Onesime Gagnon, avocat; elle : Marie-Cécile-Eulalie Désautels, fille de feu Joseph-



Onesime Gagnon

Cyprien Désautels, notaire, qui de 1883 à 1910 instrumenta à Saint-Hyacinthe, et d'Hectorine Palardy qui décédant en 1945 précédera au cimetière Belmont à Sainte-Foy, dans l'actuelle ville de Québec, et son gendre et sa fille. Les parents de Me Gagnon étant tous deux décédés, c'est son associé professionnel, Me Maurice Dupré qui agira comme son témoin. Tous deux en 1935, à part d'être associés professionnellement seront ministres dans le cabinet fédéral de Richard Bedford Bennett, élu premier ministre en 1930. L'épouse aura pour témoin son oncle par alliance Julien-Edouard-Alfred Dubuc,

industriel de Chicoutimi, dont l'épouse était connue avant son mariage à Saint-Hugues, comté de Bagot, le 21 juin 1893, sous le nom d'Anne-Marie Palardy, sœur d'Hectorine. Dubuc siégera pendant 15 ans à la Chambre des communes, étant quatre fois élu député de Chicoutimi à compter de 1925. Signent l'acte à part les époux et leurs témoins : H.P Désautels, H.(?) Dubuc, Marie Désautels, Françoise Désautels, Jacques Désautels, A.M. Daignault, s.j. (?), Angeline Routhier, Anita (?) Dupré, Élisa (?) Routhier,

Jeanne Dupré, Marguerite Dupré et A. (?) Choquette, à part le célébrant dont je ne comprends pas la signature, prêtre qui se déclare dans l'acte dûment autorisé.

Onésime Gagnon, baptisé le jour de sa naissance, reçut le prénom de Louis, à part ceux mentionnés à l'acte de célébration de son mariage, et eut pour parrain son oncle maternel Joseph Morin, et pour marraine sa demi-sœur Isméria. Sa mère dont je préciserai l'identité décéda à 26 ans, alors qu'il ne comptait que quatre jours. Les deux actes se suivent dans le registre paroissial. Le célébrant dans les deux cas est le curé local, l'abbé Paul Dubé. Ses parents avant contracté mariage le 12 décembre 1887, à Saint-Germaine-de-Dorchester, se nommaient respectivement Onésime Gagnon, marchand (veuf de Marie-Josephte Mercier), et Julie-Joséphine Morin, fille du notaire Joseph-Octave Morin, en exercice à Sainte-Germaine durant plus de 45 ans, et de Marie-Anne Godbout.

C'est à Saint-Michel, comté de Bellechasse, le 8 août 1835, que les grands-parents paternels de Me Gagnon contractèrent mariage, après publication de trois bans. Il s'agit de Benjamin Gagnon, majeur, cultivateur, domicilié à Sainte-Claire, et Éléonore Mercier, mineure, de Saint-Michel, fille de François Mercier, cultivateur, et de feue Marguerite Marceau. Signent l'époux, quelques témoins, les autres déclarant ne pouvoir le faire, après interpellation du célébrant Narcisse-Charles Fortier, curé local.

Les parents de Benjamin Gagnon s'étaient mariés, eux, le 20 avril 1784 à Saint-Charles de Bellechasse, encore après publication de trois bans. Il s'agit de Gabriel Gagnon, de la paroisse de Saint-Michel, et Angélique Mercier de Saint-Charles, fille de feu Jean-Baptiste Mercier et d'Élisabeth Blais.

C'est à Sainte-Foy que, le 15 février 1745, les parents de Gabriel Gagnon avaient contracté mariage après les mêmes publications. Il s'agit de Pierre Gagnon, dit comme ses parents du Château, ce que j'interprète comme Château-Richer, et de l'épouse Marie-Geneviève Routhier, fille de Jean (ou Noël) Routhier et de Marie-Madeleine Samson, tous de la paroisse de Sainte-Foy. Plusieurs témoins sont nommés dans l'acte. En plus des époux et du célébrant, Catherine Michaud signe... Puis le mot Voyer apparaît. Est-ce l'occupation de l'époux dont la signature le précède?

Pour les parents de Pierre Gagnon, nous ne disposons pas de l'acte de célébration du mariage, mais du contrat tenant sur un peu plus de deux pages devant notaire Étienne Jacob exerçant dans le territoire de ce qui a été longtemps le comté de Montmorency, entre autres, à Beaupré. Il porte la date du 18 janvier 1706. Il concerne Charles Gagnon et Anne Bélanger, fille de Charles Bélanger et de Barbe Cloutier. L'on peut lire distinctement les signatures d'Anne Bélanger, Noël Gagnon, Claude Cauchon, Dorial (?), Charles Cloutier, Étienne Constant, Pierre Lefrançois, Guillaume Leconte et Jean (?), avant celle du notaire Jacob.

C'est à Château-Richer en 1669 que les père et mère de Charles Gagnon se sont mariés. Ils sont Pierre Gagnon et Barbe Fortin, fille de Julien Fortin, dit Bellefontaine et de Geneviève Gamache.

D'après le généalogiste René Jetté, décédé il y a peu, c'est à Québec, le 14 septembre 1642, que se sont épousés les parents de Pierre Gagnon, Pierre Gagnon et Vincente Desvarieux, fille de Jean Desvarieux et de

Marie Chevalier, tous deux de Saint-Vincent-d'Auvermail, pays de Caux, aujourd'hui Saint-Vincent-Cramesnil, arrondissement du Havre, archevêché de Rouen, Normandie, Seine-Maritime. L'ancêtre Pierre Gagnon, baptisé en 1616 et inhumé à Château-Richer le 17 avril 1699, est fils de Barnabé Gagnon et Françoise Creste dont le mariage vers décembre 1595 aurait été célébré à Tourouvre, de Mortagne-au-Perche.

Un mot de la carrière politique d'Onésime Gagnon, qui commence par son élection à la Chambre des communes à l'élection générale de 1930, comme député de Dorchester, invité au cabinet fédéral le 30 août 1935. Il ne manque pas d'observateurs pour soutenir que le premier ministre a eu bien tort d'avoir tant attendu pour faire appel à ses services. Peut-être le parti aurait-il fait meilleure figure à l'élection générale du 14 octobre suivant quand il perdit presque tous ses sièges au Québec, s'il avait pu plus longtemps compter sur un ministre commandant le respect comme Onésime Gagnon? Entre temps, Gagnon avait été vaincu par Maurice Duplessis au congrès du Parti conservateur du Ouébec à Sherbrooke en 1933. Le directeur du quotidien montréalais Le Devoir, Gérard Filion a pu écrire sans que des procédures judiciaires ne soient intentées que tel magistrat qu'il nommait avait organisé le vol de ce congrès en faveur de Duplessis. Ce dernier, devenu premier ministre du Québec en août 1936, invita Gagnon élu dans Matane pour l'Union nationale à occuper le portefeuille de la Chasse, de la Pêche auxquels s'ajouteront les Mines. Réélu à l'élection générale de 1939, lors de la défaite de son parti, il se comporta en oppositionniste courtois, particulièrement documenté. Réélu en 1944, Duplessis lui confia le poste de Trésorier provincial, occupé pour la première fois par un francophone. Puis, le titre changea : ministre des Finances et ce, jusqu'à sa nomination au poste de représentant de sa Majesté pour le Québec, au début de 1958.

J'omets ses décorations et autres activités pour toucher un mot de sa descendance. Trois fils avocats: Maîtres Claude Gagnon, c.r., André Gagnon, c.r. et Jean Gagnon, c.r., ce dernier à Montréal, entre autres, un bon moment, chef du conseil d'administration, chef exécutif et chef de la direction du service juridique d'Alexis Nihon. Les deux aînés firent carrière au bureau paternel avec l'associé professionnel: Me Valmore A. de Billy et les deux fils de ce dernier. Devenu juge de la Cour d'appel du Québec, Me Claude Gagnon a fait montre d'une ouverture sociale remarquée. En 1975, le cancer l'emportait au début de la cinquantaine, la même année

que sa femme Lucie Langlais, fille de Zachée Langlais et d'Hélène Létourneau, qu'il avait épousée en septembre 1943 à l'église Saints-Martyrs-Canadiens de Québec. Leur fils, Me Pierre C. Gagnon vient à son tour d'accèder au banc de la Cour supérieure du Québec, Me Onésime Gagnon était aussi père de 4 filles : Renée (major-général Bernard Guimond, décédé); France, enseignante retraitée (Me Claude Pratte, c.r., décédé) qui tient un rôle particulièrement actif pour la préservation des sites et monuments historiques; Marie, retraitée et Cécile (Dr. Michel Bergeron), peintre, auteure d'illustrations et de livres pour enfants en plusieurs langues et de romans historiques. Sa descendance se compose de 21 petits-enfants et de 28 arrière-petits-enfants.

J'aimerais ajouter que M. Gabriel Taschereau, aide-decamp du lieutenant gouverneur Gagnon et de plusieurs autres m'ont beaucoup entretenu sur les origines acadiennes du notaire Morin, aïeul maternel, sur la carrière du notaire Étienne Jacob qui instrumenta aux conventions matrimoniales d'un couple ancêtre, sur l'œuvre non publiée d'Onésime Gagnon, biographie du juge Vallières de Saint-Réal et son temps. Je constate que le nécrologue du Barreau avait été bien informé. Manifestation additionnelle du sens du fini de M. Onésime Gagnon.

Sources:

- Logiciel : SGQ
- Dictionnaire général des familles canadiennes de Mgr Cyprien Tangnay
- Dictionnaire généalogique des familles du Québec de René letté
- Revue du Barreau, 1961, p. 554 et suiv.; 1975, p. 413 et suiv.
- Who's who 1920
- Archives nationales du Québec à Québec (Actes de l'état civil; contrat du notaire Étienne Jacob, minute 1088)

COMPLÉMENT D'INFORMATION

À la suite de la publication à l'été 2003 du texte sur le notaire Marcel Faribault (1908-1972), brièvement président de la chambre des notaires du Québec au début des années 50, L'Ancêtre a reçu un intéressant complément d'information. Oui, le prédécesseur de Me Faribault était Me Dominique Pelletier, décédé en office, père de l'auteure québécoise Hélène Pelletier-Baillargeon, dont la biographie du journaliste Olivar

Asselin, bien qu'à être complétée, suffit à établir une réputation. Mais il faut indiquer que Me Pelletier compte aussi un fils notaire qui, du 14 juillet 1950 au dernier jour du dernier millénaire, a instrumenté à Montréal. Il s'agit de Me Denys Pelletier, longtemps président du conseil d'administration de L'imprimerie populaire, éditrice du quotidien montréalais Le Devoir. Durant plusieurs années, Me Denys tint bureau au 507 de la place d'Armes dans un édifice à valeur patrimoniale décrit avec amour par le regretté Edgar Andrew Collard dans l'une de ses six cents chroniques hebdomadaires de The Gazette.

Il faut ajouter que Me Marcel Faribault était père de Me Jacques Faribault, notaire à Montréal, du 26 octobre 1977 au 7 décembre 1999, Me Jacques Faribault est connu dans le milieu juridique comme remarquable auteur de rapport de praticien, procédure nécessaire lors de la séparation d'un couple, par exemple. L'un de ces rapports a fait l'objet d'un éloge spécial par la juge Réjane Laberge, de la Cour supérieure de Montréal.



Qui a ainsi accru le patrimoine historique de L'Ancêtre? Un successeur de M° Marcel Faribault à la présidence de la Chambre des notaires du Québec, durant le triennat courant de 1966 à 1969, M° Roger Comtois, auteur d'un ouvrage qui continue de faire autorité sur le régime de la communauté de biens entre époux, docteur en droit, ancien doyen de la faculté de droit de l'Université de Montréal.

Marcel Faribault, notaire Source : Faculté de droit de l'Université de Montreal.

Raymond Deraspe (1735)

NOS MEMBRES PUBLIENT



LE MAY, Claude. Relevé des épitaphes IV - 6 cimetières : Saint-Agapit, Saint-Gilles, Saint-Narcisse, Sainte-Agathe, Saint-Sylvestre, Saint-Patrice (comté de Lothinière).

375 pages. Près de 8 000 entrées.

INCLUS: Historique des paroisses et cimetières; plan des cimetières; index des noms de famille, des prénoms féminins et masculins.

En vente chez l'auteur:

3560, avenue Achille-Chereau, Québec (Québec), G1P 2G1 CANADA: 31,00 \$ (incluant poste et pochette protectrice) États-Unis: 33,00 \$ CAN (incluant poste et pochette protectrice)

Un de nos membres gouverneurs G.-ROBERT TESSIER (0003) vient de publier un ouvrage imposant au nom de la Société d'histoire et de généalogie de Saint-Casimir.

FAMILLES ET PATRIMOINE BÂTI DE SAINT-CASIMIR



L'étude de 90 maisons de Saint-Casimir, plusieurs ayant 150 ans d'âge, a permis de connaître les familles qui les ont habitées. La généalogie fut un outil indispensable à sa réalisation. La chaîne de titres a fait découvrir la date de leur construction dans la plupart des cas, et les divers propriétaires qui se sont succédé. Le choix des bâtiments fut basé sur deux critères soit la valeur de leur conservation et un certain intérêt historique.

Il est étonnant de voir le grand nombre d'enfants qui ont grandi dans des maisons relativement petites. Nos ancêtres ont fait des miracles.

La photographie de toutes les maisons illustre les différences dans l'architecture et les matériaux, ainsi que la compétence des menuisiers et autres artisans de l'époque. La richesse est aussi perceptible dans les diverses constructions qui reflètent une prospérité dans Saint-Casimir au début du siècle dernier.

Un grand nombre de personnes originaires de Saint-Casimir retrouveront le lieu de leur enfance et l'environnement où ils ont vécu. Le public découvrira un beau village québécois.

Livre abondamment illustré de 450 pages comprenant 140 photographies. Prix : 34 \$ plus 8 \$ pour l'envoi postal.

Société d'histoire et de généalogie de Saint-Casimir Case postale 127 Saint-Casimir (Québec) GOA 3L0



LES ARCHIVES VOUS PARLENT DE...

par Rénald Lessard (1791)

LES REGISTRES D'ÉCROU DES PRISONS DE QUÉBEC AU XIX^E SIÈCLE

Si les généalogistes utilisent de plus en plus régulièrement les documents issus des tribunaux, ils sont, par contre, peu nombreux à connaître les richesses des archives des prisons de Québec au XIX^e siècle, pourtant relativement complètes.

L'histoire des prisons de Québec remonte au début de la colonie. Au XVII^e siècle, les prisons sont d'abord localisées dans le fort Saint-Louis et dans l'édifice occupé par la Sénéchaussée de Québec à la Haute-Ville. Vers 1690, la brasserie construite dans la Basse-Ville par l'intendant Talon héberge la résidence de l'intendant, le siège des tribunaux de Québec et les prisons. Incendiées en 1713, elles sont reconstruites à partir de 1716. Elles comprennent alors les appartements et la cave du geôlier, un cabinet pour interroger les prisonniers, la prison civile et plusieurs cachots voûtés. Des vestiges de ces derniers se trouvent encore aujourd'hui en-dessous de la maison Fraser située sur la rue Saint-Nicolas. À partir de 1745, la Redoute royale, récemment terminée, sert de prison militaire et accueille des prisonniers de guerre.

Durant le Régime anglais, différents bâtiments sont utilisés jusqu'à l'inauguration en 1814 de la prison située sur la rue Saint-Stanislas (chaussée des Écossais). Pendant un demi-siècle, elle accueillera plusieurs dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Inaugurée en 1867, une nouvelle prison, située sur le site actuel des plaines d'Abraham, remplacera cet édifice qui deviendra par la suite le Morrin College. Désaffectée en 1970, la prison des Plaines est remplacée par le Centre de détention de Québec à Orsainville. De 1932 à 1979, la maison Gomin sert de prison des femmes.

Lors de la désaffection de la prison des Plaines, les archives des prisons de Québec sont transférées dans les locaux des Archives nationales du Québec. Cet ensemble documentaire compte plus de 400 boîtes et registres (E17, contenants 1960-01-036/1565 à 1981) et couvre la période allant de 1813 à 1972. Pour le XIX siècle, on retrouve, en particulier, des renseignements touchant les soins médicaux (1861-1904), les

réquisitions de produits divers (1847-1901), les vêtements et la literie (1837-1871), la nourriture (approvisionnement et distribution) (1829-1956), les décès (1841-1916), les prisonniers et prisonnières condamnés aux travaux forcés (1860-1863), les punitions et les évasions (1850-1892), le contrôle quotidien des activités des prisonniers et prisonnières (1850-1861, 1874-1876, 1901), les prisonniers reçus à la prison sous ordres verbaux seulement (1897-1920), les prisonniers et prisonnières emprisonnés en vertu de mandats (1842-1872), les mandats du Gouverneur (transfert de prisonniers à l'asile, emprisonnement temporaire, etc.) (1854-1877), les mandats d'arrestation et d'emprisonnement (1822-1948), des coupures de journaux relatives à des procès et autres affaires judiciaires (1864-1916), les relevés des emprisonnements pour délits (1855-1860) et des listes de condamnations (1819-1880) et plusieurs registres de comptabilité.

Toutefois, la série documentaire la plus intéressante demeure sans conteste les registres d'écrou, c'est-à-dire la liste des prisonniers admis à la prison, qui sont complets pour la période de 1813 à 1965. Ils indiquent le numéro du prisonnier, sa nationalité, l'offense commise, la date et la durée de l'emprisonnement ainsi que le nom de la personne qui l'a ordonné, la date de sa libération et l'autorité qui l'a ordonnée. L'âge et la description physique du détenu sont souvent mentionnés. À partir de 1848, les registres fournissent également des renseignements sur l'occupation, l'état civil, le niveau d'instruction, les habitudes morales (sobriété, ivrognerie).

La vie dans les cachots des prisons de Québec est extrêmement difficile. Que ce soit au XVII^e siècle ou durant les siècles qui suivent, des témoignages signalent régulièrement leur insalubrité, surtout en hiver où le froid et l'humidité rendent les séjours en ces lieux particulièrement pénibles. Des prisonniers tombent malades, subissent des engelures et même meurent des suites des mauvaises conditions de détention. Ainsi, en 1686, le gouverneur Denonville informe le ministre de la Marine « qu'en hyver les prisonniers sont gellez et qu'il s'en est trouvé à qui il a falu couper les pieds pour cela ». Au XIX^e siècle, la

situation reste tout aussi pénible. En mai 1814, le Grand Jury trouve la prison dans un état acceptable mais remarque que certaines pièces sont surpeuplées par des prisonniers de toute provenance. Vagabonds, aliénés et félons vivent ensemble dans un état de promiscuité rendant impossible la conservation d'un état de propreté suffisant pour protéger la santé des prisonniers. Plusieurs d'entre eux sont malades et, faute de ressources financières suffisantes, ils ne reçoivent pas de soins médicaux. Dans la partie de la prison servant de maison de correction, le Grand Jury a trouvé une douzaine de femmes enfermées dans une seule pièce, la plupart dans un état de déchéance abject, sales et presque nues, et plusieurs souffrant de maladie. Ces dénonciations seront régulièrement reprises par la suite.

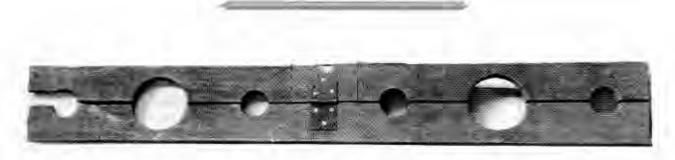
Les motifs menant à l'incarcération sont multiples. Les petits vols abondent et méritent généralement une peine d'environ six mois d'incarcération, en plus du fouet sur la place du marché. Les désertions d'apprentis, de serviteurs, mais surtout de marins apparaissent en grand nombre, au même titre que les insubordinations de matelots à leur capitaine. La peine est normalement d'une vingtaine de jours de prison, et plusieurs matelots déserteurs sont libérés après requête de leur capitaine. Les voies de fait sont aussi nombreuses, comme d'ailleurs les cas de femmes battues par leur époux. Dans ce dernier cas, l'incarcération est souvent de courte durée et le prévenu est habituellement libéré sous caution. L'emprisonnement pour dettes est également courant à l'époque.

La sévérité des peines est à signaler. Trois mois de prison pour un serviteur ayant fait trop de bruit dans la maison de son maître. Pour avoir volé une paire de souliers, un prévenu est condamné à recevoir 39 coups de fouet et à six mois de détention en maison de correction. Les condamnations à la déportation, au pilori, au fouet, aux travaux forcés, à la maison de correction et à la pendaison se retrouvent ici et là parmi les registres d'écrou.

Les prisonniers proviennent d'horizons variés : population locale tant anglophone que francophone, immígrants irlandais, marins britanniques, soldats, gens de passage, vagabonds.

En vertu des dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la consultation des registres d'écrou est soumise à la règle de 100 ans puisqu'ils contiennent des informations nominatives. Pour la période antérieure à 1904, les documents sont donc ouverts au public. Afin de faciliter l'accès aux registres d'écrou, les Archives nationales du Québec, en collaboration avec différents partenaires, ont entrepris de mettre en ligne une banque de données (www.ang.gouv.gc.ca/conservation/dossiers.htm) décrivant le contenu de ces documents. Monsieur Vincent Du Sablon, à titre d'étudiant embauché par les Archives nationales du Québec, a informatisé intégralement les données pour la période allant de 1813 à 1823. Grâce au travail minutieux et constant de madame Claudette Laberge et de son mari monsieur Raymond Blanchette, la période allant de 1823 à 1832 a été elle aussi intégralement informatisée. Le travail se poursuit toujours. Nous devons à sœur Josette Poulin, des Sœurs du Bon-Pasteur de Québec et à son équipe, le relevé des 15 334 femmes incarcérées entre 1850 et 1899 inclusivement. En tout, le chercheur trouvera des informations touchant plus de 22 500 personnes incarcérées. Nous espérons, au fil des ans, couvrir tout le XIXe siècle.

Collaboration: Vincent Du Sablon



Pilori ayant servi à la prison de Québec au XIX^e siècle.

Auteur non identifié, s.d.

Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, P100,S4 (N1176-301)

À LIVRES OUVERTS

par Jean-Charles Claveau (2622)

Alain Franck: Naviguer sur le fleuve au temps passé - 1860-1960, Les Publications du Québec, collection Aux limites de la mémoire, Québec 2000, 185 pages, ill.



Les récits de vie de nos ancêtres n'en finissent plus de nous étonner par la diversité d'adaptation depuis quatre siècles de présence dans leur nouveau pays. Explorateurs intrépides, coureurs des bois par passion plutôt que colons par nécessité, ils ont appris de peine et de misère à dominer la nature et à trouver les moyens de vivre sur ces terres nouvelles, en bordure du grand fleuve.

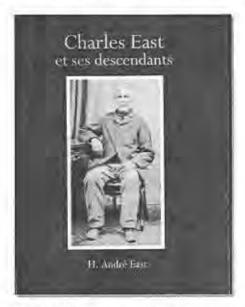
Voici qu'un ethnologue spécialiste de l'histoire maritime, Alain Franck, raconte avec chaleur et précision les modes de vie des gens du fleuve dans les années 1860-1960. De quoi enrichir nos propres recherches généalogiques sur le genre de vie des populations établies sur les terres riveraines du Saint-Laurent au temps passé.

La monographie d'Alain Franck se présente comme un bel album de 180 images de la vie maritime des hommes et des collectivités d'une époque qui s'estompe dans nos souvenirs. D'abord, une remarquable synthèse de trois pages décrit le contexte et l'évolution de cette vie maritime au siècle dernier. L'album déroule ensuite les centaines d'icônes de cette réalité vécue dans les petits ports côtiers des rives sud et nord du Saint-Laurent qui fut longtemps la principale voie de circulation dans la colonie ancienne. Défilent alors sous nos yeux l'armada des goélettes, barques, voiliers, vapeurs, dragueurs et phares d'autrefois. Les dangers de la navigation prennent la forme de naufrages et d'abordages. La rude existence des gardiens de phares et des pilotes fluviaux est aussi évoquée par contraste avec les plaisirs bourgeois des croisières entre la métropole et le Saguenay sur les grands bateaux blancs de la Canada Steamship Line.

Ce travail de mémoire prend tout son sens aujourd'hui que le dernier chantier de construction de voitures d'eau vient de fermer ses portes à l'Île-aux-Coudres, le 15 juin 2003. L'album d'Alain Franck continuera heureusement de féconder notre imagination et de nourrir notre affection envers le vaillant peuple du fleuve et de la mer de la Laurentie.

Charles-Yvan Thériault (2160)

H.-André East, Charles East et ses descendants, septembre 2000, 553 pages.



À l'occasion du 200^e anniversaire de naissance de son ancêtre Charles East né en 1800, l'auteur H.-André East a publié un ouvrage généalogique considérable sur cet ancêtre. Originaire de la région du Wiltshire au sud de l'Angleterre, Charles East est arrivé en mai 1812 à Saint-Augustin-de-Desmaures. Il aurait fui le navire à bord duquel il était mousse (il avait 12 ans) et fut accueilli par la famille Constantin du lieu qui accepta de l'héberger comme un nouveau fils de la maison.

La situation du jeune fuyard anglais ne devait pas être facile, car l'Angleterre et sa colonie canadienne étaient en guerre contre les États-Unis et la France en 1812. Accusé de désertion en temps de guerre, Charles East aurait pu tomber sous le coup de la loi martiale et être passible d'une condamnation à mort.

Saint-Augustin fut donc un havre de paix pour le nouvel arrivant anglais et protestant qui s'intégra on ne peut mieux à son milieu d'adoption. Ayant épousé Hélène Rocheron le 31 janvier 1826, Charles East est à l'origine d'un rameau de descendance d'origine anglaise des plus intéressants. Après sept générations en incluant les descendants dont la mère était née East, l'auteur parle d'au moins 500 personnes porteuses de l'héritage généalogique de l'ancêtre Charles.

Avant de nous entretenir longuement des lignées issues des huit fils et filles du couple East-Rocheron, notre auteur nous instruit de l'histoire des East en Angleterre de même que de la société anglaise et son évolution. Également, il nous présente Saint-Augustin-de-Desmaures et nous fait connaître l'histoire, les gens et le milieu de cette paroisse agricole de la proche banlieue de Québec où la famille a pris racine.

Agrémenté de nombreuses photos, cet ouvrage de généalogie révèle aussi par les renseignements qu'il donne en cours de route l'évolution de la société québécoise depuis 200 ans.

D'une génération à l'autre, on observe des changements. La descendance a eu ses prêtres, ses religieuses et religieux comme bon nombre de familles du pays laurentien. Certaines filles et certains fils ont émigré aux États-Unis ou ailleurs au Canada et font partie de notre diaspora à travers l'Amérique du Nord.

Mais la majorité des descendants se retrouvent au Québec où ils ont essaimé un peu partout et y exercent différentes carrières. Ainsi, des lignées se sont formées en Abitibi, pour agrandir le pays du Québec dont a si bien parlé Louis Hémon.

Pour leur part, René East, originaire de Québec, est notaire à Chicoutimi, H.-André East né à Plessisville et devenu ingénieur électricien demeure à Saint-Lambert (il est l'auteur de cet important ouvrage de généalogie) et Errol East natif de Lévis est à l'emploi du Canadien National et habite à Trois-Rivières. Ces trois descendants de l'ancêtre East parmi beaucoup d'autres sont rapportés simplement pour signaler au lecteur que le livre présenté ici contient un index onomastique bien utile pour les chercheurs.

Jean-Charles Clareau (2622)

Robert J. Harrison, Samuel Harrison: généalogie et descendance, Saint-Hyacinthe, 2000, 766 pages.



Voici l'histoire de Samuel Harrison, originaire du Maryland aux États-Unis, et fils de William Henry Harrisson et de Mary Lock. Il serait né vers 1771 à l'époque où les treize colonies anglaises d'Amérique étaient encore des colonies britanniques.

Après avoir parlé de l'origine du patronyme en Angleterre et de personnages importants aux États-Unis dont deux présidents américains porteurs du nom de famille Harrison, l'auteur nous dit que l'ancêtre Samuel est arrivé au pays de Matane vers 1806.

Il aurait fui l'armée américaine et serait devenu meunier au service du seigneur Simon Fraser, maître de la seigneurie de Matane.

Ayant épousé Marguerite Fournier autour de 1809, Samuel Harrison devenu Harrisson est à l'origine d'un rameau considérable de Harrisson dans la région matanaise. Des descendants ont ensuite émigre ailleurs au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Nouvelle-Angleterre.

Ces descendants ont fait le cheminement que d'autres compatriotes ont suivi aux XIX^e et XX^e siècle et ont essaimé là où il y avait des terres nouvelles à cultiver ou des emplois d'usine et de service à occuper.

C'est ainsi que six ou sept générations plus tard, l'on retrouve des descendants de l'ancêtre Samuel un peu partout au Québec et dans plusieurs autres régions de l'Amérique et en Europe.

L'excellent livre de l'auteur Robert J. permet donc de suivre à la trace la plupart de ces descendants d'une génération à l'autre et de constater aussi que, en dehors du Québec, les mariages mixtes ou exogamiques des dernières générations conduisent souvent à l'assimilation dans un milieu de langue anglaise.

À cet égard, la liste généalogique et la liste alphabétique des descendants du livre est très utile.

Une autre observation au sujet de Marie-Marguerite Harrisson née à Matane en 1809 du couple ancestral Harrison-Fournier. Cette fille aînée de la famille a épousé à Matane en 1832 Thomas Otis originaire de Baie-Saint-Paul.

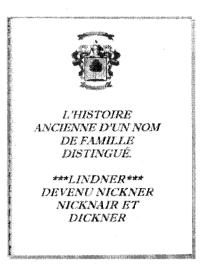
Or, étrange coïncidence, ce Thomas Otis est aussi, comme son épouse Marie-Marguerite Harrisson, descendant d'un ancêtre anglo-américain. En effet, son ancêtre John Otis est originaire de Dover, au New Hamphire, où il a été enlevé enfant en 1689 par des Indiens et ramené prisonnier en Nouvelle-France.

C'est ce que rapporte le frère Éloi-Gérard dans son Recueil de généalogie de Charlevoix et Saguenay. Devenu Jean-Baptiste Otis, John Otis se convertit au catholicisme et entra au service du Séminaire de Québec, puis épousa une fille du pays en 1733 et devint citoyen de la colonie française du temps.

Voilà une lignée particulière qui enrichit le Québec d'aujourd'hui d'une double ascendance anglo-américano-française d'une Harrisson et d'un Otis. Enfin, un dernier mot au sujet de l'auteur Robert J. Harrison. Né en Alberta en 1922, celui-ci a vécu aussi au Massachusetts puis a suivi sa famille revenue d'établir dans la patrie québécoise.

Jean-Charles Claveau (2622)

Normand Nickner, L'histoire ancienne d'un nom de famille distingué – Lindner – devenu Nicker, Dickner et Nicknair, 2001.



Comme il arrive souvent en généalogie, c'est un document qui a fait l'histoire de son ancêtre venu d'Allemagne à l'occasion de la guerre de I775-1783 qui a abouti à l'indépendance des États-Unis d'Amérique.

Il s'agit de Normand Nickner, descendant de la 6^e génération de l'ancêtre Johann Christopher Lindner dit Nickner. Né en 1759 à Niederspier, petit village de la région de Thuringe, près de la ville de Sondershausen en Allemagne, 1'ancêtre Johann Christopher a fait partie du régiment d'Anhalt-Zerbst sous le commandement du Général Friedrich Von Riedsel.

Plusieurs soldats avaient leurs quartiers d'hiver à Saint-Roch-des-Aulnaies et leur quartier général était situé à Rivière-Ouelle. Il en était de même dans plusieurs autres régions du Québec d'alors.

Libéré de l'armée le 15 juillet 1783, l'ancêtre Johann Christopher Lindner ne désirant sans doute pas retourner en Allemagne décida, selon l'auteur Normand, de se rendre en chaloupe avec quelques compatriotes à Sainte-Anne-de-La Pocatière, seigneurie située non loin de là.

En 1785, l'ancêtre abjure le luthérianisme et devient catholique, puis épouse le 9 octobre de l'année suivante, à Saint-Roch-des-Aulnaies, Madeleine Ottin dit Hautin.

Le 10 septembre 1787, cette dernière et son nouveau-né décèdent à la naissance de ce premier enfant. Le 12 octobre 1789, notre veuf épouse en secondes noces à Sainte-Anne-de-La Pocatière, Lorraine Perrault.

La descendance de Johann Christopher Lindner est alors assurée. En effet, le couple Lindner-Perreault a quatre garçons et trois filles pour transmettre l'héritage ancestral.

Cependant le patronyme Lindner ne sera pas transmis parce que ce patronyme germanique a été déformé dans un milieu de langue française où les noms de famille d'origine étrangère étaient plus souvent qu'autrement prononcés et écrits au son, selon la sensibilité auditive des gens.

C'est ainsi que le nom Lindner est devenu Nickner, Dickner ou Nicknair, patronymes que l'on retrouve encore aujourd'hui du côté de Rivière-du-Loup et de Notre-Dame-du-Portage et ailleurs aussi au Québec, au Canada et en Nouvelle-Angleterre.

D'ailleurs, d'autres compagnons d'arme allemands venus dans le Bas-du-Fleuve en même temps que l'ancêtre Lindner ont vu leur nom de famille « francisé », si l'on peut dire. Comme le signale Normand Nickner, Félix Hartung est devenu Félix Harton et Johann Franz Froebe, pour sa part, a des descendants du non de « Frève », deux patronymes assez répandus au Québec.

Ajoutons à cela des renseignements sur les mariages des diverses lignées, des documents généalogiques et de nombreuses photos, et nous aurons terminé cette chronique sur le travail généalogique de Normand Nickner.

Jean-Charles Claveau (2622)

Francine d'Anjou Turcotte, Descendance de la famille John Lynch, avril 2000, 100 pages.



John Lynch, d'origine irlandaise, était tailleur à Londres où il épousa en 1868 Bridget Carmody. Devenus orphelins au décès de leurs parents en 1877, deux de leurs enfants, Mary âgée de 7 ans et John Martin âgé de 4 ans, placés dans un orphelinat londonien, émigrèrent ensuite au pays où ils furent adoptés après un court séjour dans un orphelinat de Rimouski.

Nos deux orphelins épousèrent plus tard respectivement un jeune homme et une jeune fille de leur nouvelle région d'adoption et furent à l'origine de cette descendance Lynch qui fait l'objet du présent travail.

Il est intéressant de noter ici que l'auteure Francine d'Anjou-Turcotte ne porte pas le patronyme ancestral des Lynch, mais plutôt celui de son grand-père Jean-Ernest d'Anjou qui épousa Mary Lynch à Causapscal le 15 novembre 1892.

Cela témoigne de l'attachement de cette généalogiste pour ses origines, fussent-elles celles d'une grand-mère venue d'Angleterre qu'elle n'a guère connue, semble-t-il, et dont elle ne porte pas le nom de famille.

Effectivement, la grand-mère Mary Lynch-d'Anjou est décédée en mars 1933, alors que l'auteure avait à peine cinq ans en ce temps-là. C'est que Francine d'Anjou-Turcotte fait partie de ces gens intéressés par la vie de leurs ancêtres comme celles de leurs proches.

Quant à John Martin Lynch, le frère cadet de Mary et le grand-oncle de l'auteure, il est l'ancêtre de cette lignée de la famille du nom de Lynch qui s'est implantée chez nous depuis quinze générations.

Après avoir perdu son épouse qui le laissait veuf avec cinq enfants et avoir vu son hôtel de Matapédia détruite par le feu, l'ancêtre John Martin décida de se porter volontaire pour aller combattre en Europe pendant la première grande guerre de 1914-1918.

Plus tard, pendant le deuxième guerre mondiale de 1939-1945, son fils Léo fut médecin militaire dans les forces armées du pays.

Une série d'annexes s'ajoutent à l'ouvrage de même que des photos de famille pour compléter le travail de l'auteure.

Jean-Charles Claveau (2622)



SERVICE D'ENTRAIDE

par André Dionne (3208)

Merci de prendre le temps de nous <u>préciser le lien</u> situant le contexte de votre question et nous conduisant au chaînon à parfaire. Par exemple : « Date, lieu du mariage et les parents de William **Bordeleau-Grey** et de Marguerite **Bordeleau**. <u>Leur fils Georges a épousé Marie Denis le 10 novembre 1863 à Lauzon</u>. (Raymond Rioux 4003)»

Légende:

Q = Question du présent numéro

R = Réponse complète

P = Réponse partielle

Par exemple : Q5526R signifie qu'à la question 5526 du présent numéro, nous avons trouvé une réponse; Q5541 signifie qu'à la question 5541 du présent numéro, nous n'avons aucune réponse pour le moment; 1896R signifie que c'est une réponse trouvée à une question d'un numéro antérieur et Q5547P une question du présent numéro pour laquelle nous avons une réponse partielle seulement.

PATRONYME	PRÉNOM	CONJOINT/E	PRÉNOM	QUESTION
Anctil dit Saint-Jean	Nazaire	Dechantal	Caroline	Q5526R
Beaudry	Louis	Gauthier	Marie Reine Eudoxie	Q5532R
Beaulieu / Hudon	Bénonie	Deschênes	Judith	1896R
Béchard	François	Goyet / Goguet	Clémence	Q5541
Béchard	Marie Josephte			Q5547P
Bélec	Joseph	Brossard	Madeleine	Q5525R
Benoît	Émilie	Dalziel	Joseph	Q5535P
Bouchard	Charles	Bolduc	Delphine	1862R
Bouchard	Elzéar	Donaldson	Louise	Q5540R
Bouchard	René	Tremblay	Procule	1907R
Byrne	Thomas	Robillard	Lucille	5455R
Byrne / Burns	Thomas	Robillard	Lucille	Q5538R
Catellier	Alphonse	Saunders	Marjorie	Q5527
Clément	Michel	Leroux	Josephte	Q5521R
Constantineau	Louis	Lyonnais / Parmentier	Antoinette	1858R
Côté	Joseph	Simard	Elisabeth	1910R
Cousineau	Amable	French	Josephte	Q5523R
Cyr	Célanire	Gingras	Omer	1882R
Dicaire	Pierre	Bélec	Véronique	Q5524R
Gilbert	Louise	Plamondon	Joseph	5477R
Gobeille	Marie	Vaillancourt	Robert	Q5548P
Gravel	Hildège	Sylvestre	Clara	1909R
Grenier	Aurélie	Gilbert dit Comtois	Joseph	Q5544R
Lavoie	Norbert	Tremblay	Adélaïde	1911R
Leclair	Jean-Baptiste	Rabouin	Palméla	Q5531P
Leroux	Antoine	Berthiaume	Catherine	Q5522R
Longval	Cléophas	Raîche	Mélanie	1874R
Meier	Elizabeth Christiane	Gilbert / Comtois	Gilbert	Q5545R
Mercier	Pierre	Martin	Andrée	Q5539R
Morin	Joseph	Béchard	Flavie	Q5542
Ouellet	Joseph Dorothée			Q5533
Paradis	Paul	Goulet	Philomène	1908R
Picard	Émilie	Benoit	Guillaume	Q5534

PATRONYME	PRÉNOM	CONJOINT/E	PRÉNOM	QUESTION
Pilon	Ovila	Gauthier	Marie	1864R
Proulx	Anselme	Simmons	Émilie	Q5528P
Proulx	Michel	Aubin	Albina	Q5529
Proulx	Michel	Perreault	Elmire	Q5530
Rancourt	François	Jodoin	Marie Claire	1863R
Robitaille	Marie-Louise	Plamondon	Jean-Baptiste	5478R
Rose	Jean-Baptiste	Denaut	Marie	Q5546
Salois	Joseph	Lagrave	Catherine	Q5537R
Sénéchal	Непгі	Charette	Roséana	1912R
Soucy	Marie-Anne	Brisebois / Dubois	Charles	5475R
Soulard	Alexis	Hudon / Beaulieu	Marie-Madeleine	1903R
Théberge	Joseph	Mathieu	Malvina	Q5536P
Thuot	Joseph	Dupille	Élisabeth	Q5543R
Vaillancourt	Louise	Grelon	Prisque	Q5549P
Yon - Dion	Benjamin Amable	Champigny / Deslandes	Charlotte	5451R

QUESTIONS

- 5521 Michel Clément (Jean-Baptiste, Marie Josephte Daoust) épouse Josephte Leroux (Antoine, Catherine Berthiaume) le 24 février 1799 à Saint-Laurent. Mariage des parents de Michel. (Claire Baker 4706)
- 5522 Parents, lieu et date du mariage de Antoine Leroux et Catherine Berthiaume. (Claire Baker 4706)
- 5523 Parents, lieu et date du mariage d'Amable Cousineau (Gabriel, Angélique Germain) et de Josephte French. (Claire Baker 4706)
- 5524 Mariage de Pierre Dicaire (Joseph, Madeleine Brossard) et de Véronique Bélec (Pierre, Rosalie Ranger) le 13 janvier 1794 à Saint-Eustache. (Claire Baker 4706)
- 5525 Parents, lieu et date du mariage de Joseph **Bélec** et de Madeleine **Brossard** (Claire Baker 4706)
- 5526 Recherche les parents de Nazaire Anctil dit Saint-Jean, décédé le 6 juin 1944 (85 ans), marié à Caroline Dechantal décédée le 3 octobre 1940. (78 ans). Le 23 novembre 1920, à Mont-Carmel, leur fils Arthur a épousé Josine (Joséphine) Santerre, fille de Parfait et de Emma Bérubé. (Sylvie Lachance 4574)
- 5527 Parents, date et endroit de mariage d'Alphonse Catellier époux de Marjorie Saunders. (Arthur E Catellier. 4668)
- 5528 Parents d'Anselme Proulx qui a épousé Émilie Simmons le 29 octobre 1855 à Nicolet. Leur fils Pierre H. Charles a épousé Ernestine Proulx le 2 mars 1897 à Nicolet. Une fille Lizzy ou Élise a épousé Joseph Marcotte le 24 juillet 1888 à Nicolet. (Antonin Proulx 2413)

- 5529 Parents de Michel Proulx qui a épousé Albina ou Émérina Aubin. Ce même Michel a épousé en secondes noces Marie Laliberté le 15 novembre 1909 à Magog. Un fils du premier mariage, Médéric, a épousé Ida Bruneau le 24 février 1914 à Magog. (Antonin Proulx 2413)
- 5530 Parents de Michel Proulx qui a épousé Elmire Perreault. Leur fils Michel a épousé Cécilia Elliots dit Malo le 18 juin 1874 à Montréal (paroisse Notre-Dame) Leur fille Elmire a épousé Cyprien Rivest le 7 janvier 1867 au même endroit. (Antonin Proulx 2413)
- 5531 Dates et lieux de mariage des parents et grand-parents de Jean-Baptiste Leclair qui a épousé Palméla Rabouin (veuve de Joseph Saint-Denis et fille d'Olivier Rabouin et de Célina Leroux) le 22 janvier 1884 à Notre-Dame-du-Laus. (Claudette Boudrias 4897)
- 5532 Parents, date et lieu du mariage de Louis Beaudry et de Marie Gauthier. Leur fils Édouard a épousé Géraldine Léonard (Léo, Albina Lachaine) le 17 septembre 1945 au Lac-du-Cerf, Labelle. (Claudette Boudrias 4897)
- 5533 Parents et lieu de naissance de Joseph Dorothée Georges Ouellet (fils adoptif de Joseph Ouellet et de Lucia Racine), né le 9 septembre 1909, qui épouse Éliane Gagné le 15 mai 1939 à Saint-Roch de Québec. Il est décédé le 28 mars 1972 à Giffard. Il est possible que les parents recherchés soient dans la famille de la mère adoptive, Lucia Racine. (Gilles Ouellet 5166)
- 5534 Recherche la date de décès d'Émilie **Picard** (Joseph, Lise Dostie). Elle a épousé Guillaume **Benoît** (Antoine,

- Marguerite Dassylva) le 22 novembre 1858 en l'église de Saint-Roch de Québec. (Georges Montpetit 2482)
- 5535 Date de naissance d'Émilie Benoît (Guillaume Benoît, Émilie Picard). Elle a épousé Joseph Dalziel (Louis, Geneviève Gendron) le 20 janvier 1885 en l'église Saint-Roch de Québec. (Georges Montpetit 2482)
- 5536 Parents, date et lieu du mariage de Joseph Théberge marié en premières noces à Émérence Saint-Amand vers 1885. Trois enfants sont nés de ce mariage: Marie-Louise, Joseph et Louisa. En secondes noces, Joseph Théberge épouse Malvina Mathieu (Hubert, Rose Marcotte) le 4 juillet 1891 à Grondines. Ils ont eu quatre enfants: Rébecca, Rose-Anna, Alfred et Marie-Anne. Malvina est décédée à Trois-Rivières le 8 août 1928. (Camille Théberge 3205)
- 5537 Mariage et parents de Joseph Salois et de Catherine Lagrave. Leur fils François Cahia Salois épouse Marie Laplante dit Laporte le 4 octobre 1825 à Saint-Michel de Yamaska (Diane Bonhomme 1525)
- 5538 Mariage et parents de Thomas Byrne/Burns et Lucille Robillard. Leur fille Henriette épouse Antoine Baillargeon le 14 novembre 1846 à Saint-Ambroise-de-Kildare (Diane Bonhomme 1525)
- 5539 Mariage et parents de Pierre Mercier et d'Andrée Martin. Leur fille Madeleine épouse Nicolas Morin le
 15 novembre 1706 à Saint-Thomas de Montmagny.
 (Diane Bonhomme 1525)
- 5540 Parents et grands-parents, date et lieu du mariage d'Elzéar Bouchard et de Louise Donaldson. Leur fils s'est marié à Saint-Grégoire de Montmorency. (Gertrude Lafond 3705)
- 5541 Date de naissance et de décès de François Béchard (Théodore, Marguerite Rémillard) marié à Clémence Goyet dit Goguet (Pierre, Sophie Lareau) le 12 juillet 1825 à Saint-Athanase d'Iberville. Ils ont eu au moins trois enfants: un bébé mort-né en 1827, François né en 1830 à l'Acadie et décédé en 1897, marié à Marie Éliza Townsend et Théodore né vers 1834. (Ray Charbonneau 3965)
- 5542 Date de décès et de sépulture de Joseph Morin (Joseph-Marie, Marguerite Marot dit Labonté) né en 1801 à l'Acadie et décédé avant 1839, époux de Flavie **Béchard**. (Ray Charbonneau 3965)
- 5543 Recherche date de naissance et parents de Joseph Thuot marié le 1^{er} mai 1810 à l'Acadie à Élisabeth **Dupille**, veuve de Basile Giroux (Ray Charbonneau 3965)

- 5544 Parents de Aurélie Grenier. Son mariage à Joseph Gilbert dit Comtois (Joseph, Élizabeth-Christine Meier) fut célébré le 14 février 1831 à Sainte-Élisabeth de Joliette (Diane Bonhomme 1525)
- 5545 Parents de Élizabeth Christine Meier. Elle épouse Joseph Gilbert dit Comtois (Antoine, Marie Laporte dit Saint-Georges) le 18 janvier 1808 à Berthier. (Diane Bonhomme 1525)
- 5546 Mariage et parents de Jean-Baptiste Rose et Marie Denaut. Leur fille, Marie, épouse Augustin Labelle (Louis et Marie Miron) le 7 février-1824 à Saint-Laurent. (Diane Bonhomme 1525)
- 5547 Recherche décès et sépulture de Marie-Josephte Béchard, née en 1746, à La Durantaye, fille de Jacques et Marie-Madeleine Leroux dit Lecours. S'est-elle déjà mariée? Si oui, recherche de son mariage et de ses enfants. (Ray Charbonneau 3965)
- 5548 Recherche décès et sépulture de Marie Gobeille, née en 1655, décédée après 1714, épouse de Robert Vaillancourt qui est décédé en 1699. Après la mort de son mari, s'est-elle remariée? (Ray Charbonneau 3965)
- 5549 Recherche décès et sépulture de Louise Vaillancourt (Robert, Marie Gobeille), née en 1680. Elle a épousé Prisque Grelon en 1721. (Ray Charbonneau 3965)

RÉPONSES

- 1858 Louis Constantineau (Jean-Baptiste, Marie Jeanne Lefebvre) épouse Antoinette Lyonnais dit Parmentier (Paul, Agathe Niquet) le 23 avril 1792 à Nicolet. Sources: PRDH #354233; mariages du comté de Nicolet; registres de Saint-Grégoire de Nicolet et de Nicolet. (Alain Gariépy 4109)
- 1862 Les dix enfants de Charles Bouchard et de Delphine Bolduc, qui se sont mariés, sont listés avec le nom du conjoint, ainsi que la date et l'endroit du mariage.
 - Amias, Léda Desbiens (Flavien, Célanire Brassard), 12 avril 1915, Saint-Jérôme de Métabetchouan.
 - Charles, Marie Bouchard (Louis, Marie Côté), 21 novembre 1898, Immaculée-Conception, Roberval. Elzéar, Marie Louise Brassard (Jean Paul, Philomène Boily), 7 février 1910, Saint-Louis, Chambord.
 - Ernest Georgiana Cunningham Coude (Gilbert, Aurélie Tremblay), 11 juillet 1898, Saint-Félicien.
 Joseph, Elmire Coude (Gilbert, Aurélie Tremblay), 19 janvier 1904, Saint-Félicien.

- Lucien, Géraldine Gilbert (Augustin, Claudia Girard), 25 novembre 1937, Baie-Saint-Paul.
- Anne, Joseph Boivin (Jean, Geneviève Côté), 16 février 1903, Saint-Louis, Chambord.
- **Delphine**, Édouard Coude (Gilbert, Aurélie Tremblay), 6 mars 1905, Saint-Louis, Chambord.
- Gilberte, Roméo Harvey (Auguste, Marie Lavoie), 6 février 1937, Baie-Saint-Paul.
- Marie, Pamphile Tremblay (Eustache, Arthémise Potvin), 31 août 1896, Saint-Louis, Chambord. Source: BMS 2000. (Alain Gariépy 4109)
- 1863 François Rancourt (Joseph, Marie Parent), veuf de Louise Poulin, épouse Marie Claire Jodoin (Claude, Louise Locas dit Renaud) le 9 avril 1740 à Québec selon le contrat du notaire Jacob, fils. Source: BMS 2000 (Alain Gariépy)
- 1864 Oliva Pilon (William, Adélaïde Schtein) épouse Marie Gauthier (Joseph, Bridget Samson) le 16 juin 1896 à Immaculée-Conception, Massey, Moyen-Nord 3, Ontario, Canada Source: BMS 2000 (Alain Gariépy 4109)
- 1874 Cléophas Longval (Olivier, Louis Dufresne dit Rivard) épouse Mélanie Raîche (Antoine, Louise Beaubien) le 16 juillet 1855 à Wotton, Wolfe, Québec. Source: BMS 2000 (Alain Gariépy 4109)
- 1882 Célanire Cyr (Vital, Marcelline Carrier) épouse en premières noces Omer Gingras (Ambroise, Elmire Roger) le 26 juin 1882 à Sainte-Agathe de Lotbinière, et non Ferdinand Daigle. Source: BMS 2000. (Alain Gariépy 4109)
- 1896 Bénonie Beaulieu dit Hudon, veuf de Marie Paradis, (Joseph, Marie Michaud) épouse Judith Deschênes (Joseph, Judith Duplessis) le 30 août 1842 à Saint-Louis de Kamouraska. Source: BMS 2000. (Alain Gariépy 4109)
- 1903 Alexis Soulard (Sébastien, Marie Luce Miville-Deschesnes) épouse Marie Madeleine Hudon dit Beaulieu le 26 août 1813 à Rivière-Ouelle, Kamouraska. Source: BMS 2000 (Alain Gariépy 4109)
- 1907 René Bouchard (Jean-Baptiste, Modeste Fortin) épouse Procule Tremblay, veuve de André Bouchard (Jean-Baptiste, Dorothée Tremblay) le 24 février 1824 aux Éboulements, Charlevoix. Source: BMS 2000 (Alain Gariépy 4109)
- 1908 Paul Paradis (Joseph, Scholatique Thibault) épouse Philomène Goulet (Jean, Marie Louise Labadie) le 23 juillet 1861 en l'église Saint-Calixte de Plessisville. Sources: Drouin F, Registre de Saint-Calixte de Plessisville. (Alain Gariépy 4109)

- 1909 Hildège Gravel (Nazaire, Esther Charbonneau) épouse Clara Sylvestre (George, Hermeline Deshaies) le 26 juin 1893 à Saint-Damien-de-Brandon, Berthier. Source: BMS 2000. (Alain Gariépy 4109)
- 1910 Joseph Côté (Augustin, Ursule Guay) épouse Élisabeth Simard (Isaac, Agathe Girard) le 14 juillet 1801 à Baie-Saint-Paul, Charlevoix. Source: BMS 2000 (Alain Gariépy 4109)
- 1911 Norbert Lavoie (Louis, Geneviève Ménard) épouse Adélaïde Tremblay (Étienne, Marie Tremblay) le 17 novembre 1835 à Saint-Urbain, Charlevoix.

 Louis Lavoie (Jean, Angélique Fortin) épouse Geneviève Ménard (Jean-Baptiste, Pélage Simard) le 7 octobre 1800 à Baie-Saint-Paul, Charlevoix.

 Jean-Baptiste Lavoie (Jacques, Madeleine Guay) épouse Angélique Sophie Fortin (Jacques, Angélique Tremblay) le 23 novembre 1767 à Baie-Saint-Paul, Charlevoix. Source : BMS 2000. (Alain Gariépy 4109)
- 1912 Henri Sénéchal (Pierre, Philomène Lebrun) épouse Roséana Charrette (Célestin, Alphonsine Marquis) le 26 octobre 1909 à Saint-Florence de Matapédia. Source: BMS 2000 (Alain Gariépy 4109)
- 5451 Benjamin [Amable] Yon [Dion] (Amable, Élisabeth Caouette) épouse Charlotte Champigny dit Deslandes (Gabriel, Madeleine Chagnon) le 15 janvier 1821 à Notre-Dame-du-Rosaire. Benjamin signe son nom comme suit : Amable Dion. (Michel Drolet 3674)
- 5455 Thomas Byrne (Patrick, Mary Clary) de l'Irlande épouse Lucille Robillard (Louis, Geneviève Gaulais-Goulet) le 1^{er} juillet 1824 à Sainte-Élisabeth de Joliette. (Michel Drolet 3674)
- 5475 Jean Lebel est né le 22 janvier 1670 et baptisé le 23 à la Rivière-Ouelle.

Jacques **Bois** est né le 24 juin 1671 à Saint-Michel de Poitiers, France.

Charles **Pelletier** est né le 2 juin 1679 à La Pocatière et non à L'Islet.

Marie-Anne Soucy est née le 15 février 1675 à L'Isle-aux-Grues et non à L'Isle-aux-Oies.

Charles Gaulin est décédé le 12 septembre 1723 à Pointe-aux-Trembles (Neuville).

Charles **Brisebois** laissa tomber le Dubois dit Brisebois en 1716, épousa Marie-Anne **Soucy** le 29 septembre 1732 à Saint-François-de-Sales de l'île Jésus. Sources: Association des Familles Soucy, Monique Soucy-Roberge 3409. (André Dionne 3208)

5477 Louise Gilbert est née le 12 juin 1831 et fut baptisée le même jour à la basilique Notre-Dame de Québec. Source : Microfilm Drouin paroisse Notre-Dame de Québec. (Hilaire Dion 4768)

- 5478 Marie-Louise Robitaille est née le 6 août 1755 et fut baptisée le 7 août 1755 à L'Ancienne-Lorette. Sources: Microfilm Drouin paroisse L'Ancienne-Lorette, Notre-Dame-de-l'Annonciation. Source: PRDH. (Hilaire Dion 4768)
- 5521 Jean-Baptiste Clément (Antoine, Marie-Anne Bourdon) épouse Marie-Josephte Daoust. (Jean, Marie Josephte Fortier) le 2 février 1761 à Pointe-Claire. Source : PRDH. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5522 Antoine Leroux (Hubert, Marie-Anne Quenneville) épouse Catherine Berthiaume (Pierre, Marie Catherine Brunet) le 12 février 1776 à Lachine. Source : PRDH.
 - Antoine Clément (Pierre, Marie-Catherine Présau) épouse Marie-Anne Bourdon (Marin, Marie-Anne Charles dit Lajeunesse) le 21 avril 1727 à Pointe-Claire. Source: PRDH. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5523 Amable Cousineau (Gabriel, Apolline GERMAIN) épouse Josephte French dit Franche Laframboise (Jacques, Marie Josephte Renaud) le 19 janvier 1786 à Saint-Laurent. Source : PRDH. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5524 Pierre Diquerre (Pierre, Françoise Ranger) épouse Véronique Bélec (Joseph, Marie-Madeleine Broulard dit Bronsard Brunsard) le 13 janvier 1794 à la mission du lac des Deux-Montagnes. Source : PRDH. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5525 Joseph Bélec dit Lebellec (Louis, Madeleine Bourbanière) épouse Marie-Madeleine Broulard (Étienne, Madeleine Papilleau) le 14 avril 1760 à Sainte-Geneviève de Batiscan. Source: PRDH. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5526 Nazaire (Narcisse) Anctil dit Saint-Jean épouse Caroline Dechantal dit Chantal (Louis, Éloïse Plante) le 8 janvier 1883 à Ste-Brigide, Montréal. (SGQ # 1165). Les parents de Nazaire (Narcisse) sont Noël Antille dit Saint-Jean (Noël, Modeste Lévesque) et Sophie Leclerc (Jean-Baptiste, Catherine Lavoie) qui ont contracté mariage le 21 septembre 1841 à Saint-Pascal de Kamouraska. (SGQ # 1850) (André Dionne 3208 et Jean-Claude Roy 4397)
- 5528 Anselme Proulx épouse Emily Simmons of St.Francis le 29 octobre1855 en l'église Nicolet Protestant Episcopal. Témoins: H. Simmons et J.-B. Proulx. Selon la coutume chez les protestants, les père et mère des époux ne sont pas mentionnés (SGQ # 2590) (Jean-Claude Roy 4397)
- 5531 Les parents de Jean-Baptiste Leclair, époux de Palméla Rabouin, sont Jean-Baptiste LECLAIR et Célina MASSON. Source: BMS 2000.

- Palméla **Rabouin**, fille d'Olivier et de Célina Leroux a eu un conjoint précédent, Joseph **Saint-Denis**. (André Dionne 3208)
- 5532 Louis Beaudry (f. Pierre, f. Mélissa Senneville de Eagle Harbor, Wisconsin) épouse Marie Reine Eudoxie Gauthier (Francis, Domithilde Valiquette marié le 16 avril 1883 à La Conception, Labelle) le 31 août 1911 à Saint-Gérard de Kiamika, Labelle. (André Dionne 3208 et Jean-Claude Roy 4307)
- 5535 Émilie Benoît étant déclarée mineure lors de son mariage en 1885, elle doit être née vers 1864-65. Lieu inconnu. Sources: BMS Saint-Roch; Notre-Dame de Ouébec; BMS 2000.
 - Dès son plus jeune âge, Émilie Benoît vit chez son oncle, Guillaume Thibault et son épouse Éléonore Philippon dit Picard. Guillaume Thibault est présent au mariage en tant que père adoptif et tuteur d'Émilie Benoît. Les parents, William Benoît et Émilie Picard sont de lieux inconnus. Sources: Recensement de Québec 1871, 1901; Recensement du Canada 1881. En 1901, Émilie Benoît n'est plus dans la demeure de Joseph Déziel et de ses enfants dans Jacques-Cartier, Québec. (Luce Létourneau 4621)
- 5536 Joseph Théberge, cultivateur de Deschambault, veuf d'Émérence Saint-Amand, épouse Malvina Mathieu le 7 avril 1891 à Grondines. Source: SGQ # 1609A.
 Décès d'Émérence, âgée de 27 ans à Deschambault le 23 juin 1890, sépulture le 25. Elle serait donc née vers 1863 en un lieu inconnu. Source: SGQ # 1659. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5537 Joseph Basile Salois (Joseph Salois, Catherine Koike/Koicke) épouse Catherine Chêne dit Lagrave (Joseph Basile Chéné, Catherine Mailhot) le 25 janvier 1797 à Saint-Michel de Yamaska. Source: Répertoire de la paroisse. (André Dionne 3208)
- 5538 Thomas Boyne/Burns/Byrne (Patrick, Mary Clary d'Irlande, Royaume-Uni) épouse Lucie/Lucille Robillard (feu Louis, Élizabeth Goulais) le 30 juin 1824 à Sainte-Élisabeth de Joliette. Source: Drouin F; SGQ #0133.

Thomas BOYNE est décédé à Saint-Ambroise-de-Kildare, Joliette, le 3 juillet 1864 âgé de 76 ans; inhumé le 5. Source : Répertoire de Joliette # 23, p. 35.

- Lucie Robillard est décédée à Saint-Ambroise-de-Kildare, Joliette, le 2 août 1842, âgée de 36 ans; inhumée le 4. Source : Répertoire de Joliette, # 23, p. 174. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5539 Pierre Mercier (Nicolas, Jacqueline Picard) épouse Andrée Martin le 24 avril 1679 à Beaubassin, Acadie. Source: BMS 2000 (André Dionne 3208)

5540 Elzéar Bouchard (Jacob, Olympe Bouchard) épouse Louise Donaldson (Pierre, M. Délima Lavoie) le 10 janvier 1871 à Baie-Saint-Paul, Charlevoix. Sources : BMS 2000; SGO # 0803.

Jacob **Bouchard** (François, Modeste GAGNÉ) épouse Olympe **Bouchard** (Benjamin, Adélaïde SIMARD) le 12 mai 1846 à Baie-Saint-Paul, Charlevoix. Sources: BMS; SGQ # 802.

François **Bouchard**, né le 5 juin 1702 à Baie-Saint-Paul (Alexis, Catherine Gagnon) épouse Modeste **Gagné** (feu Bruno, Marie Gagnon) le 22 novembre 1808 à Baie-Saint-Paul, Charlevoix. Sources: BMS; SGO # 0801.

Alexis **Bouchard** (Noël, M. Catherine Tremblay) épouse Catherine **Gagnon** (François, Marie Parent) le 21 août 1781 à Baie-Saint-Paul. Sources: BMS; SGQ # 0801 (Jean-Claude Roy 4397)

5543 Joseph Thuot (Toussaint, Marie Bétourné) épouse Catherine Pawon fille mineure de feu Chrétien Pawon, forgeron, et de Marie-Louise Desel. Joseph Thuot est le fils de Toussaint et de Marie Bétourné dont le mariage fut célébré le 17 juin 1782 en l'église Saint-Antoine-de-Pade à Longueuil. Joseph Thuot, veuf de Catherine Pawon, épouse Élizabelle Dupille, veuve de Basile Giroux le 1er mai 1810, à l'Acadie. Basile Giroux, veuf de Marie-Louise Brosseau, épouse M. Élizabeth Dupille, fille de Michel et de Marie-Louise Leclerc le 16 août 1791 à l'Acadie. Parmi les enfants du couple Toussaint Thuot/M. Bétourné, on mentionne Joseph Hyacinthe, né et baptisé le 9 mars 1789. Or, au mariage de Joseph Thuot et de Catherine Pawon, on le dit fils mineur; ce qui correspond à son âge de 19 ans. Il semble donc qu'il s'agit du Joseph recherché. Sources: Drouin H, PRDH, Drouin F. (André Dionne 3208 et Jean-Claude Roy 4397)

5544 Joseph Grenier, fils, (Joseph, père, Rosalie Marcotte) épouse Élisabeth Enouille dit Lanoix (Jean-Baptiste, Françoise Daucelle dit Doucette) le 15 février 1808 à Maskinongé. Joseph Gilbert dit Comtois, fils (Joseph, père, Isabelle Christi(a)ne Meier-Meyer) épouse Aurélie Grenier (Joseph, fils, Elisabeth Enouille dit Lanoix) le 14 février 1831 à Sainte-

Élisabeth de Joliette. Sources : BMS 2000; Drouin F, SGQ # 0133 (Jacqueline Lachance 3229)

- 5545 Joseph Gilbert dit Comtois, père, (Antoine, Marie Laporte) épouse Elizabeth-Christi(a)ne Meyer-Meier (Jean-Christian, Catherine Joly) le 18 janvier 1808 à Sainte-Geneviève de Berthier. Source: BMS 2000. (Jacqueline Lachance 3229 et Jean-Claude Roy 4397)
- 5547 Marie-Josephte Béchard, fille de Jacques et Marie Madeleine Leroux est née à La Durantaye le 12 septembre 1746. Elle fut baptisée le 23. Aucune trace d'un mariage selon le PRDH. (Jean-Claude Roy 4397)
- 5548 Les parents de Marie Gobeil sont Jean (né le 14 octobre 1627, décès à Québec en 1698) et Jeanne Guyet (née le 15 novembre 1632, décès après le 27 avril 1689). Tous deux sont originaires de Niort, évêché de Poitiers, Poitou, France. Leur mariage fut célébré le 14 avril 1654 à Niort. On a retracé neuf enfants dont deux portent le nom de Marie.

Marie Gobeille, l'aînée, fut baptisée le 25 janvier 1655 à Niort. Elle a épousé Robert Vaillancourt (Robert, père, Jacqueline Pappins, de Dieppe) le 12 juin 1668 à Château-Richer, où elle décède après le 17 avril 1714. Source : Contrat Aubert 30 septembre 1668).

Robert Vaillancourt décède le 8 juin 1699 à Sainte-Famille, I.O.

Aucune trace décelée d'un 2^e mariage de Marie, l'aînée.

Marie Gobeille la cadette, probablement née et baptisée le même jour (2 avril 1659) à Saint-Liguaire, Poitou, a épousé Pierre Beaulieu dit Hudon le 13 juillet 1676 à Québec, en l'église Notre-Dame. Elle est décédée le 25 novembre 1736 à Rivière-Ouelle. Sources: BMS 2000; Répertoires Montmorency et Québec; Jetté; PRDH; Site des Mormons (André Dionne 3208 et Jean-Claude Roy 4397)

5549 Prisque Greslon (Prisque, Élisabeth Mousseaux) épouse Louise Vaillancourt, veuve de Pierre Dumats, le 29 décembre 1721 à Saint-Antoine-de-Tilly. Source: PRDH. (Jean-Claude Roy 4397)



REGARD SUR LES REVUES

par Fernand Saintonge (2828)

American-Canadian Genealogist - vol. 29, no 2, issue no 96 (30th Anniversary) - Official Journal of American-Canadian Genealogical Society, P. O. Box 6478, Manchester, NH 03108-6478. Site: www.acgs.org

- Les Bons Vieux Temps: The Old Woodlen Wagon or Sarah Babish, My Husband Works Nights.
- Forgotten Acts Revisited.
- Health Care in 1665 Québec.
- Tracing French Canadians from Vermont Back to Quebec in the 19th Century.
- Étoile d'Acadie. Origine Dijonnaise des Comeau d'Acadie
 Part 11
- Comeau Caveats.

Amitiés généalogiques Bordelaises – no 76, juillet 2003 - Amitiés généalogiques bordelaises, 2, rue Paul Bert, 33000, Bordeaux, France. Site: http://agbordeaux.ifrance.com

- Quelques sites utiles.
- La poste aux Chevaux en Aquitaine Chap. VIII.
- Écritures d'hier.
- lls étaient d'ailleurs.

Au fil du temps - vol. 12, no 2, juin 2003 - Société d'histoire et de généalogie de Salaberry, 80, rue Saint-Thomas, Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 4J1.

- Le lac Saint-François- essai toponymique et historique (2^e partie).
- Rues de Montréal la naissance de l'urbanisme et les premiers odonymes.
- Les femmes, le parent pauvre de la généalogie (1^{re} partie).
- Des outils pour la généalogie -chronique no 2.

Au fil des ans - vol. 15, no 2, printemps 2003 - Société historique de Bellechasse, C. P. 100, Saint-Charles (Québec) GOR 2TO. Site : www.st-nazaire.qc.ca

- Nos archives familiales les Aubin.
- Une énigme est éclaircie à Saint-Charles.
- Passage de la beurrerie ou de la fromagerie paroissiale aux laiteries Laval, Frontenac, Cité, Borden, Citadelle, etc.

Vol. 15, no 3, été 2003.

- Saint-Michel-de-Bellechasse.
- La foi de ma mère.
- À la mémoire d'Augustin-Norbert Morin.

- Émile Bolduc, maréchal ferrant.
- Les archives photographiques de Bellechasse : la poésie du monde de l'enfance.

Bulletin - vol. 34, no 2, June 2003 - Saskatchewan Genealogical Society inc., P. O. Box 1894, Regina, (Saskatchewan) S4P 3E1.

- Bukovina-German Immigration to Canada.
- Using the 1906 Census of the Northwest Provinces On-Line.
- Vollhoffer Family Photos.
- Doukhobor Names and Naming Practices.
- Guidelines for Responsable Editing in Genealogy.
- Saskatchewan Land Titles.
- Wisconsin Name Index.
- Dawson City.

Canadian-American Journal of History and Genealogy for Canadian, French and Metis Study, - no 8, Official publication of the NorthWest Territory, Canadian & French Heritage Center, 5768, Olson memorial Highway, Golden Valley, Minnesota 55422-5014.

- The Montreal Prison 1784- 1886 submitted.
- Death Notices A thru D Quebec City Gazette 1846 1855.
- Finding My Ancestors: Louis Forcier and Théotiste Cournoyer.

Cap-aux-Diamants - no 74, été 2003 – La revue d'histoire du Québec, Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., C. P. 26, Haute-Ville, Québec (Québec) G1R 4M8.

Site: www.histoirequebec.com/cad

- Québec maritime : canots, barques, verchères, phares, épaves.

Cercle généalogique de Languedoc- no 100, juillet-aoûtseptembre 2003- Cercle généalogique de Languedoc, 18, rue de la Tannerie, 31400, Toulouse, France.

Site: http://www.cglanguedoc.com

- Généalogie et légende d'Oc.
- Une bien triste année : 62 noyés en 1762.
- Le testament de la famille de Louis Brousses.
- Fichier des morts pour la France de 1914-1918.
- Un goûter au XVIIIe à Toulouse.
- Un « mauvais sujet » dans une honorable famille.
- Une famille savoyarde ou une émigration au XIX^e siècle.
- Les morts de l'hôpital militaire de Saint-Rome...

Connecticut Maple Leaf - vol. 11, no 1, Summer 2003 - French-Canadian Genealogical Society of Connecticut, P. O. Box 928, Tolland, CT, 06084-0928.

- The Irish in Canada and on the Internet.
- Remi Sanfaçon, Part 1.
- Baptisms Extracted from the Registers of Paroisse St-Cesaire, Quebec, 1838, Part 3.
- A Note on the Father of Acadian Barnabé Martin, Ancestor of the New Brunswick Martins.
- World War 11 Veterans from Chicopee, Massachusetts Part 1V (M-Q) With a Spotlight on the Woman who Served (Including Presentine Paquet and Iona McGowan).
- French-Canadian Community in New Haven Was Centered on St. Louis Church.
- Remarkable History of the Noble Godefroy Family and its Branches, Including **De Tonnancour**, in Canada and the United States (Part 111).
- A Tousignant who Became a Lusignan.
- Nadeau Marriages Recorded in Civil Records of Chicopee, Massachusetts.
- Nadeau Deaths Recorded in Chicopee, Massachusetts.

Connections – vol. 26, Issue no 1, September 2003 – La Société de l'histoire des familles du Québec, P.O. Box 1026, Pointe Claire (Québec) H9S 4H9.

- Montreal 1900 What Science Expects to see 100 Years Hence.
- Personal Family Records, Ireland 1834-1865.
- Germanic Blood Among French Canadians.
- The Frampton Irish.
- The Name Ermatinger.

Continuité – no 97, été 2002-2003 – Le magazine du patrimoine au Québec, Éditions Continuité inc., 82, Grande-Allée Ouest, Québec (Québec) G1R 2G8.

Site: http://www.cmsq.qc.ca

- Dossier : Tourisme culturel, le patrimoine en circuits.
- Paysage : L'île Verte en évolution.
- Conservation : Le Chemin de croix de Lac-Bouchette.

Dans l'temps - vol. 13, no 2, juin 2002 - Bulletin de la Société de généalogie de Saint-Hubert, C. P. 37036, CSP Complexe Cousineau, Saint-Hubert (Québec) J3Y 8N3.

- Trois générations Paré.
- Famille pionnière Paré.

Vol. 13, no 3, septembre 2002.

- Descendance Blondeau.
- Descendance Laurin.
- Comment citer un document.
- Pionnier Paul Provost.
- Ascendance Conrad Kirouac.

- Qui était Marie-Victorin?
- Notes sur ancêtres Désy.

Vol. 14, no 2, juin 2003.

- Les lignées directes (phase 2).
- Leçon oubliée de la généalogie.
- Des outils généalogiques oubliés.
- Historique Lirette.
- Originaire du Poitou, François Hilleret et Ascendance de Roger Lirette.
- Régime seigneurial ou féodal.
- Ou'est-ce qu'une seigneurie ou un fief?

Echos généalogiques – vol. 19, no 2, été 2003 – Société de généalogie des Laurentides, Case postale 131, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 1X6.

- Extraits de « Bref historique de l'église Notre-Dame de Montréal ».
- Annulation d'un mariage.
- Les registres paroissiaux.
- Inhumation de victimes du massacre de Lachine.

Families – vol. 42, no 3, August 2003 – The Ontario Genealogical Society, 40, Orchard View Blvd., Suite 102, Toronto (Ontario) M4R 1B9.

- The 1867 Confederation Medal: First Honor of the Dominion.
- Where were the Metsala Twins?
- Citations for Canadians.
- A Nasty Custody Dispute in Old Ontario.
- Amherstburg's Coloured Birth Register.
- Theory of Pedigree Collapse.

Generations – vol. 28, no 2, June 2003 - Manitoba Genealogical Society Inc. Resource Centre, E – 1045 St. James Street, Winnipeg (Manitoba) R3H 1B1.

Site: http://www.mts.net/mgsi

- Are These Your Ancestors?
- A Funeral From Another Culture.
- Arkansas Family Tree or Yours?

Héritage - vol. 25, no 2, été 2003 - Société de généalogie de la Mauricie et des Bois-Francs, 1800, rue Saint-Paul, bureau 208, Trois-Rivières (Québec) G9A 1J7.

Site: www.genealogie.org/club/sgmbf.htm.

- Les Acadiens à Nicolet.
- Jacques de la Ferté, abbé de la Madeleine.
- L'expédition de John Jacob Astor.
- L'autrefois Alice, la fille de Pierre Avotte.
- Inventaire après décès Greffe du notaire Joseph de Guise (1839-1855) et Début du greffe du notaire Louis-Basile David (1833-1857).
- Correction aux répertoires.

Il était une fois... Montréal-Nord – vol. 2, no 4, été 2003 – Bulletin de la Société d'histoire et de généalogie de Montréal-Nord, 5116, rue d'Amos, Montréal-Nord (Québec) H1G 2X6. Site : http://www.dskuper.net/~philteck/shgmn.htm

- La maison du meunier.
- Chronique généalogique : les Leduc.
- Les belles traditions d'autrefois.
- Les odonymes.
- Nigger Rock Des esclaves au Québec ?
- Les « Noms dits ».
- C'était hier à Montréal-Nord.
- La vie de famille à l'époque des années 1960.
- Histoire et racines.

Île Jésus- Vol. 18, no 1, septembre 2002 - La Société d'histoire et de généalogie de l'île Jésus, 4290, boulevard Samson, Laval H7E 2G9. Site : www.lavalnet.qc.ca/shgij

- Saint-Vincent-de-Paul au temps des cageux.
- Réinstallation de la croix Gravel sur son site d'origine, pages de la famille **Gravel**.
- Nos ancêtres esclaves de la Nouvelle-France.

Vol. 18, no 3, mars 2003.

- Histoire de Pont-Viau.
- À la recherche de ses ancêtres, miettes historiques.
- Chronique du Patrimoine : transmission des terres.
- De la médécine à la prêtrise : Timothée Sauriol (1831-1915).

Vol. 18, no 4, juin 2003.

- Les Traversiers de Saint-Vincent-de-Paul.
- À la recherche de ses ancêtres.

L'anglo-Normand- vol. 11, no 14, novembre 2001 - Bulletin de la Société gaspésienne des îles Anglo-Normandes, C. P. 454, New Carlisle (Québec) G0C 1Z0.

Site: www.gaspelink.com/gcis/index.html

- The Wesleyan Connection in Gaspesia.
- The Chapel of St. Apolline-Guernsey.
- Îles de la Manche/Londres 2002?

Vol. 111, no 1, janvier 2003.

- Un Jersiais au Saguenay- John Mauger.
- Paspébiac, The Park and the Bouillons: A Fond Look Back.

Vol. 111, no 2, mai 2003.

- Disparue au printemps de sa vie.
- Paspébiac, The Park and the Bouillons: A Fond Look Back (2^e partie).

L'archiviste – no 121, 2003 – La revue des Archives nationales du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa (Ontario) K1A ON3. Site: www.archives.ca

- Les multiples visages de l'enfance au Canada.
- Le Canada, terre d'accueil pour les enfants britanniques.
- L'enfance perdue- La vie des enfants nippo-canadiens durant la guerre.
- L'importance de la recherche pour les romans historiques.
- Récits de guerre pour adolescents.
- L'apprentissage des langues secondes. Les manuels utilisés avant la Confédération.

L'entraide généalogique- vol. 26, no 3, juillet-août-septembre 2003- Société de généalogie des Cantons de l'Est inc., 275, rue Dufferin, Sherbrooke (Québec) J1H 4M5.

Site: http://www.genealogie.org/club/sgce

- Moïse Lavoie et Selfride Gravel : origines et descendance.
- Inventaire des biens de la communauté de Pierre **Gagné** et de feue Catherine **Daubigeon**.
- Le bedeau qui pilla le coffre-fort de sa paroisse.
- Le Père McAulay.
- De quoi mourait-on à Saint-Michel-Archange de Napierville en 1877?

L'Estuaire- vol. 26, no 2 (63), juin 2003- Revue d'histoire des pays de l'estuaire du Saint-Laurent, Pierre Collins 300, allée des Ursulines, Rimouski (Québec) G5L 3A1.

Site: http://www3.ugar.uguebec.ca/grideq/

- Les débuts du peuplement de la côte de la Pointe-au-Père à l'Anse-aux-Coques, 1750-1791.
- L'histoire territoriale des seigneuries situées entre la rivière Hâtée et la rivière Métis.
- L'épidémie de grippe espagnole à Rimouski 1918-1919 : propagation de la maladie et mobilisation sociale.
- Un grand médecin de passage à Cacouna : Sir William Osler (1849-1919).
- La mission de Sainte-Florence-de-Beaurivage (1897-1910): les conditions difficiles d'établissement.

L'estuaire généalogique- no 86, été 2003.- Société de généalogie et d'archives de Rimouski, 110, rue de l'Evêché Est, Rimouski (Québec) G5L 1X9 (Local L120).

Site: http://www.genealogie.org/club/sgar/

- La nourriture au temps de mon enfance.
- Les traditions s'en vont.
- La carrière d'instituteur au X1X^e siècle.
- La généalogie à la portée de tous.
- Les bas de laine de nos ancêtres.
- Protégeons notre patrimoine familial.
- Famille de Gabriel-Romain Moreau et Marie-Judith Beaulieu.

No 87, automne 2003.

- L'ancêtre des Ruais, Ruest.

- Familles Ruest.
- Les familles Bossé et Bessé.
- Les habitants de Rivière-du-Loup.
- Les moyens de communication.
- Protégeons notre patrimoine familial.

L'outaouais généalogique- vol. 25, no 2, été 2003 - Société de généalogie de l'Outaouais inc. C. P. 2025, Succ. B., Hull (Québec) J8X 3Z2.

- Trois frères Chéné en politique municipale au X1X^e siècle.
- La légende de la Grand'Maria.

La Coste des Beaux prés - vol. 8, no 4, juin 2003 - Société du patrimoine et d'histoire de la Côte-de-Beaupré, 9803, boulevard Sainte-Anne, Sainte-Anne-de-Beaupré (Québec) G0A 3C0.

- Une reconnaissance ou le serment du Balafré. Une légende du Château-Richer.

La Feuille de Chêne- vol. 6, no 1, septembre 2002 - Société de généalogie de Saint-Eustache, 103, rue de Bellefeuille, Saint-Eustache (Québec) J7R 2K5.

Site: www.linfonet.com/gene/accueil.html

- En furetant chez les antiquaires.
- Les notaires des Deux-Montagnes.

Vol. no 4, juin 2003.

- La Grande Recrue de 1653.
- Deux ascendances : Renaud, Lapierre.
- Quel nom chercher?

La lucarne – Vol. XX11, no 1, hiver-2001-2002 – La revue de l'association des Amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec, 2050, rue Amherst, Montréal (Québec) H2L 3L8. Site: http://www.apmaq.ca.tc

- La maison Joseph Théorêt.

La revue d'histoire de la Côte-Nord – no 32, juillet 2001-Société historique du golfe de Sept-Îles, 700, boulevard Laure, local 190-2, Sept-Îles (Québec) G4R 1Y1

La Seigneurie de Lauzon - no 90, été 2003 - Société d'histoire régionale de Lévis, 9, rue Mgr Gosselin, Lévis (Québec) G6V 5K1. Site : www.shrl.qc.ca

- Ouverture du nouvel hôpital de Lévis, le 15 août 1929.
- Faits historiques et authentiques de la paroisse du Christ-Roi (suite).
- Souvenirs de ma mère (suite).
- Notes historiques sur Charny.
- L'abbé Omer Poirier, premier curé de Charny.

La Source généalogique - no 18, mars 2003 - Société de Généalogie Gaspésie-les Îles, C. P. 6217, Gaspé (Québec) G4X 2R7.

- Les O'Connor de Cap-des-Rosiers.
- Brève généalogie des familles Dubé.
- Les Blanchet(te).
- Liste des bâtiments sur l'île Bonaventure en 1819.

La Petite Gazette- vol. 3, no 5, juin 2003 - Bulletin de la Société d'histoire d'Amos, 222, 1^{re} Avenue Est, Amos (Québec) J9T 1H3.

Site: www.societehistoireamos.com

- Le Forest Hotel/Hôtel Amos, premier hôtel d'Amos.
- Saint-Mathieu d'Harricana, les débuts de la colonie Boulet.
- L'année 1923, naissances, sépultures et mariages à Amos, 1^{re} partie.
- Une histoire étonnante! En 1910, Josaphat **Jean**, de Rimouski, âgé de 18 ans, décide de devenir prêtre studite de rite catholique byzantin...
- Augustin-Norbert Morin.
- Portrait de monsieur Hector Authier (1881-1971).

La Souche – vol. 20, no 2, été 2003- La Fédération des familles-souches québécoises inc., C. P. 6700, Sillery (Québec) G1T 2W2. Site: www.ffsq.qc.ca

- Cyprien Tanguay, prélat et pionnier de la généalogie (1819-1902).
- Projet de loi no 50 : Loi modifiant le Code civil.
- Quelques statistiques sur les noms de famille.

La Souvenance - vol. 14, no 2, été 2001- Société d'histoire et de généalogie de Maria-Chapdelaine, 1024, place des Copains, Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 2N5.

Site: www.iquebec.com/shgmc

- La trappe de Notre-Dame de Mistassini.
- Aperçu historique : Saint-Edmond-les-Plaines.
- Mémoires des anciens.
- Histoire de la famille Jobin.
- Les mots à travers le temps.

Vol. 15, no 3, automne 2002.

- Mémoires des anciens.
- La généalogie d'une famille : Bouchard.
- Histoire d'une famille : Bouchard.

Vol. 15, no 4, hiver 2002.

- Reflet historique... Le père Jean-Baptiste Crépeau
- Mémoire des anciens.
- La généalogie d'une famille : Saint-Pierre.
- Histoire d'une famille : Saint-Pierre.
- Pourquoi tant de Tremblay?

Vol. 16, no 1, printemps 2003.

- Généalogie : Famille Bérard.

- L'importance des Hospitalières pour l'Hôpital.
- Mémoires des anciens : Mme Éva Larouche.
- Histoire d'une famille : Bérard dit Lépine.

Vol. 16, no 2, été 2003.

- Reflet historique : Normandin, 125 ans de réussite.
- Mémoires de M. Joseph-Béloni Hébert.
- Généalogie et histoire de la famille Laliberté.

La Vigilante - vol. 24, no 4, juin-juillet 2003- Société d'histoire du Haut-Richelieu, 203, rue Jacques-Cartier Nord, Case postale 212, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6Z4. Site: www.genealogie.org/club/shhr

- Conférence : Champlain est venu chez nous il y a 400 ans.
- Compte-rendu : Antoine Labelle, le roi du Nord.
- Chronique: Les seigneuries censitaires droits et obligations.
- Hommage: les Soeurs grises quittent Saint-Jean-sur-Richelieu.

Le cageux- vol. 6, no 2, été 2003 - Bulletin de la Société d'histoire et de généalogie de Saint-Casimir, C. P. 127, Saint-Casimir (Québec) G0A 3L0.

Site: www.genealogie.org/club/shgsc

- Les Giroux de Saint-Casimir, constructeurs.

Le Gnomon- Revue internationale d'histoire du notariat - no 135, septembre-octobre 2002- Institut international d'histoire du notariat, 31, rue du Général Foy, Paris, France, 75008.

- Pour en finir avec l'obligation de résidence notariale étude sur l'obligation de résidence notariale au XIX^e siècle.
- Le notariat et les ventes volontaires de meubles aux enchères au XIX^e siècle.
- À propos de Juliette Récamier et de son exil à Châlons (1811-1812).

No. 136, novembre-décembre 2002.

- Notes sur une petite étude notariale parisienne au milieu du XX^e siècle.
- Notaires et notariat dans l'Occident méditerranéen au Moyen Âge.

Le Javelier- Vol. X1X, no 2, juin 2003 - Revue de la Société historique de la Côte-du-Sud, 100, 4^e avenue, La Pocatière (Québec) GOR 1ZO.

Site: www.cotedusud.zip411.net

- Les jardins potagers de la Nouvelle-France.
- La culture amérindienne.

Le lien - vol. 9, no 2, été 2003 - Bulletin de généalogie Abitibi-Témiscamingue, C. P. 371, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C4.

- Impasse en Nouvelle-France.
- Sommations respectueuses au XVIII^e siècle.
- Les noms de famille (31^e partie)
- L'Internet au service de la généalogie.
- La lignée directe de Bisaillon.

Le Louperivois - vol. 15, no 2, cahier 52, juin 2003- Société d'histoire et de généalogie de Rivière-du-Loup, 300, rue Saint-Pierre, Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3V3.

- C'était il y a cent ans!
- Les Acadiens sur la Côte-du-Sud (2^e partie). Les **Aucoin** et les **Landry** émigrés de l'Acadie.
- Vie et truculence d'hier (L'arrivée de L'Express).
- Le transport du courrier par le Portage de Témiscouata.
- Des Écossais émigrent au Canada (suite).

Le Réveil Acadien-The Acadian Awakening- Vol. X1X, no. 3, August 2003- The Acadian Cultural Society, P. O. Box 2304, Fitchburg, MA 01420.

- Marie Babin of Surette's Island.
- Guatemala Shelter Reflects Founder's Dedication.
- The Saga of Daniel Lebel.
- Amerindian Acadian Relations.

Le Saguenay ancestral - vol. 4, no 2, printemps 2003- La Société de généalogie du Saguenay, 930, rue Jacques-Cartier Est, local C.602, Chicoutimi (Québec) G7H 7K9.

Site: http://www.cybernaute.com/sgs

- Nairne et Fraser.
- Dossiers Bélanger et Harvey.
- À propos des noms irlandais.

Les Argoulets- vol. 8, no 2, été 2003- Bulletin de la Société d'histoire et de généalogie de Verdun, Centre culturel de Verdun, Salle Canadiana, 5955 Bannantyne, Verdun H4H 1H6.

- Spécial Crimes et Châtiments.
- M^e Francis Fauteux.
- Us et coutumes en matière de justice.
- Généalogie des Bélanger.

Links- vol. 7, no 2, Issue no. 14, Spring 2003 - Journal of the Vermont French-Canadian Genealogical Society, P. O. Box 65128, Burlington, VT 05406-5128.

- Ancestral Occupations extracted from PRDH.
- Living Will of François Guilmette and Louise Couture.
- Extracts of A Note on the Father of Acadian Barnabé Martin, Ancestor of the New Brunswick Martins.

- Ancestral Charts: Beauvais, Fortier, Larocque.
- Bluetooth and Interconnectivity Harald Blâtand.

Mémoires- vol. 54, no 2, cahier 236, été 2003 - Société généalogique canadienne-française, 3440, rue Davidson, Montréal (Québec) H1W 2Z5. Site: http://www.sgcf.com

- La petite histoire du PRDH.
- Les Canadiens et la guerre au Vietnam.
- Les origines de François Le Neveu, sieur de Lemon.
- Un Catalan en Nouvelle-France : Fariol **Dutras**, alias Ferréol **Doutre dit Larose**.
- Quelques Français établis au Québec après 1765.
- Lieux d'origines probables de certains Français.
- Maurice **Crépeau** n'est pas l'ancêtre d'un M. Crapo qui fut gouverneur du Michigan.
- Souvenirs Gérer une famille à la demie du XX^e siècle.
- Les descendants de Louis Bossé et Angélique Bouchard.
- In Memoriam René Jetté.

Michigan's Habitant Heritage – vol. 24, no 3, July 2003 - Journal of the French-Canadian Heritage Society of Michigan, c/o Detroit Public Library, Burton Historical Collection, 5201 Woodward Ave., Detroit, MI 48202-4093. Site: http://habitant.org/fchsm.

- Tribute to René Jetté.
- St. Michael Cemetery Tombstone Readings, Pinconning, Bay County, Michigan.
- A New Tremblay-Tromblay Ancestry in the Detroit Area.
- Lucien Campeau, Jesuit & Historian.
- Misinterpretation of a Document Can Lead to Errors.
- A Review of Jean Boutonnet's Lamothe-Cadillac: le gascon qui fonda Detroit (1658-1730).
- Some Acts « Not » Discovered by Boutonnet.
- List of Members of the Association of Sacré-Coeur Erected in the Parish of Amherstburg in June 1871 Part 2.
- Captives of the French and Indian Wars, Part 2. Captured from New France.
- Unraveling the Mystery of the Campeau-Schmidt Surname.
- Confirmations of Notre-Dame de Québec 10 August 1659.

Origines – Juillet 2003 – Bulletin de la/of the Société Historique & Généalogique de Smoky River, C. P. 224, Donnelly, AB, T0H 1G0.

Site: http://collections.ic.gc.ca/rivière-la-paix/société généalogique

- Casault famille/family.

Nord généalogie – no 181 - 2003/3, mai-juin – Groupement généalogique de la région du nord Flandres – Hainaut-Artois – Boîte postale 62, 59118 Wambrechies Cedex, France. Site: http://www.ggrn-fr.org

- Les Jolly et De Créquy à Wandonne.
- Les noms de famille.
- Recherches en Grande Bretagne (suite).

- Curiosité relevée dans les actes notariés.
- Étude d'une famille Flipo, originaire de Turcoing.
- Le Royal Roussillon (régiment) (suite).
- Conseil aux généalogistes utilisant un logiciel de généa.

Nos sources - vol. 23, no 2, juin 2003 - Société de généalogie de Lanaudière, C. P. 221, Joliette (Québec) J6E 3Z6.

- Emma Albani.
- De Dupuis et Frères à Dupuis et Fils.
- Comment laisser ses traces.
- Foi et courage de nos ancêtres.
- Nos ancêtres perdus : quand la généalogie s'empare des Français.
- De Lanaudière à l'Illinois. Sur les traces d'une famille **Bertrand**.
- Une lignée qui voyage, les Villeneuve.

Par-delà le Rideau - vol. 23, no 2, avril-mai-juin 2003 - Société d'histoire et de généalogie d'Ottawa, 388, rue Iberville, Vanier (Ontario) K1L 6G2.

- Familles de la Côte-de-Sable (Besserer).

Par monts et rivière - vol. 5, no 6, septembre 2002 - La Société d'histoire des Quatre Lieux, 1291, rue Principale, Rougemont (Ouébec) J0L 1M0.

Site: http://quatrelieux.ctw.net ou http://collections.ic.gc.ca/quatrelieux

Québecensia - vol. 22, no 1, juin 2003 - Bulletin de la Société historique de Québec, La Société historique de Québec, 72, Côte de la Montagne, Québec, G1K 4E3.

 $Site: \underline{www.societe historique deque bec.qc.ca}$

- La devise « Je me souviens ». La construction d'un mythe.
- Éliminer les homonymes dans la toponymie urbaine régionale. Une expérience éprouvée.
- Un rameau centenaire surpasse son tronc! Les soeurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier au Québec.
- Le coeur du quartier chinois de Québec.

Revue d'études des Cantons de l'Est- Journal of Eastern Township Studies. - no 22, printemps 2003- Centre de recherche des Cantons de l'Est, Casier 132, Université Bishop's, Lennoxville (Québec) J1M 1Z7.

- Augustin C. **Bourdeau**: Pioneer Seventh-Day Adventist Pastor in the Eastern Townships.
- Les couvertures de photographies aériennes des Cantons de l'Est: inventaire et utilité pour les études multidates, et cas du campus de l'Université Bishop's.
- Rémi Tremblay, la presse franco-sherbrookoise du X1X^e siècle et le fait franco-américain.
- Souvenirs d'un Canadien français de la 13^e génération : M. Georges-Édouard **Fortier**.
- Form and Function of Protestant Churches in the Eastern Townships: Strategies for Survival.

Revue d'histoire de l'Amérique française – vol. 56, no 3, hiver 2003 - L'Institut d'histoire de l'Amérique française, 261, avenue Bloomfield, Outremont (Québec) H2V 3R6.

Site: www.cam.org/~ihaf

- L'Église, l'État et la formation professionnelle des adolescents sans soutien : le Patronage Saint-Charles de Trois-Rivières (1937-1970).
- La formation universitaire et l'établissement d'une nouvelle profession. L'orthophonie-audiologie à l'Université de Montréal, 1956-1976.
- Penser le Canada. La mise en place des assises intellectuelles de l'État canadien moderne (1838-1840).

Vol. 50, no 3, hiver 1997

- L'homéopathie au Québec (1840-1904): l'institutionnalisation d'une pratique médicale controversée.
- Les associations littéraires au Québec (1870-1895) : de la dépendance à l'autonomie.
- À propos de Quelques arpents d'Amérique.

Vol. 50, no 4, printemps 1997

- Savoir-faire et changements techniques dans une entreprise d'ocre en Mauricie, 1892-1968.
- L'identité professionnelle des infirmières canadiennesfrançaises à travers leurs revues (1924-1956).
- Le sous-financement gouvernemental et son impact sur le développement des asiles francophones au Québec (1845-1918).
- L'histoire de l'éducation au Québec. Regard sur la production récente.

Vol. 51, no 1, été 1997

- Conscience coloniale et conscience internationale dans les écrits publics de Louis-Joseph Papineau (1815-1839).
- Les moulins de Terrebonne (1720-1775) ou les hauts et les bas d'une entreprise seigneuriale.
- La publicité américaine à la radio canadienne : le cas du réseau français de Radio-Canada, 1938-1958.

Vol. 51, no 2, automne 1997

- Les pratiques de l'histoire de l'Amérique française depuis 50 ans.

Vol. 51, no 3, hiver 1998

- Les avatars de la radio publique d'expression française au Canada 1932-1939.
- « Pour se créer un avenir » Stratégies de couples montréalais au XIX^e siècle.
- La traite des fourrures en Haute-Mauricie avant 1831. Concurrence, stratégies commerciales et petits profits.

Vol. 51, no 4, printemps 1998

- L'État, la « houille blanche » et le grand capital. L'aliénation des ressources hydrauliques du domaine public québécois au début du XX^e siècle.
- Les institutrices rurales du Bas-Canada : incompétentes et inexpérimentées?
- À propos de deux manuels récents d'histoire du Canada.

Vol. 52, no 1, été 1998

- Le Jardin botanique de Montréal : une responsabilité municipale?
- Le difficile pari de la reconstruction du Parti conservateur fédéral au Québec (1925-1926).
- Le Service médical aux colons. Gestation et implantation d'un service infirmier au Québec (1932-1943).

Vol. 52, no 2, automne 1998

- Le voyage de Radisson et Des Groseilliers au Lac Supérieur, 1659-1660 : un évènement marquant dans la consolidation des relations franco-américaines.
- Le personnel politique de Montréal, 1880-1914 : évolution d'une élite municipale.
- La censure au temps de guerre : Radio-Canada et le plébiscite de 1942.

Vol. 52, no 3, hiver 1999

- Une organisation maternaliste au Québec : la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes.
- L'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908 : étude comparée des quotidiens montréalais et torontois.
- À la recherche des deux montagnes.

Revue d'histoire de Charlevoix - no 43, juin 2003 - La Société d'histoire de Charlevoix, C. P. 172, La Malbaie (Québec) G5A 1T7.

- Le Domaine Forget, au rythme de la musique depuis 25 ans.

La Revue historique – no 4, vol. 13, Société historique de la Sasketchewan, 3850, rue Hillsdale, no 210, Régina (Sasketchewan) S4S 7J5. Site: www.societehisto.org

- Famille, langue et culture : La famille Denis de St-Denis.

Stemma – Tome XXV- fascicule 2, cahier no 98, 2^e trimestre 2003- Cercle d'études généalogiques et héraldiques de l'Île de France, 46, route de Croissy, 78110 Le Vésinet, France.

- La fileuse.
- Bans de mariage à Châtillon (92) 1608-1633 dont l'un des conjoints demeure hors la paroisse.
- Liste des mariages dressés à Bellefontaine (Val-d'Oise) 1620-1792.
- Les pierres nous parlent.

- La rubrique Internet, les métiers d'autrefois.
- Enfants en nourrice à Sartrouville (Yvelines) de 1663 à 1730.
- Tableau des six ères qui ont été utilisées en France de 1790 à nos jours.
- Une marraine titrée.
- Liste informative des noms de familles étudiés.

The British Columbia Genealogist- vol. 32, no 2, June 2003 - British Columbia Genealogical Society, P. O. Box 88054, Lansdowne Mall, Richmond (B.C.) V6X 3T6.

- The Future of Genealogy.
- Transportation to the Colonies.
- Death and Dying in 1870.
- Scottish Strays, the Scottish Marriage Index.
- Meet the Pioneers from the Pioneer Registry: Pioneers John Lamont & wife Annie Robinson, Arthur Robinson & wife Emilie Annie Baethke, Samuel Robinson, Andrew Noble Sr. & wife Mary Jane Watson, Andrew Noble Jr. & wife Eleanor M. McNaughton.
- Stray Births, Marriages & Deaths Index for BC Research.
- 200th Anniversary of Selkirk Settlers to Belfast, PEI
- Did Your Ancestor Homestead in the Railway Belt?
- Post 1901 Census Seeking Access to the Census Records.
- Preserving Photographic Memories.

The Newfoundland Ancestor – vol. 19, no 2, Spring 2003 - Newfoundland and Labrador Genealogical Society Inc. Colonial Building, Military Road, St. John's (Newfoundland) A1C 2C9. Site: http://www3.nf.sympatico.ca/nlgs

- 1946 Miscellaneous Obituaries Serving Overseas.
- Newfoundland Strays- Deaths Afar.
- Cover to Cover, Senator Bradley's Book at Memorial University of Newfoundland.
- Descendants of John Bailey.
- Madore Family of Bay St. George, NL.
- 1835, Harbour Grace Voter's List.

The Nova Scotia Genealogist- vol. XX1/2, Summer 2003, Genealogical Association of Nova Scotia, P. O. Box. 641, Station Central, Halifax (Nova Scotia) B3J 2T3.

Site: http://www.chebucto.ns.ca/Recreation/GANS

- Naturalization of Foreign Protestants, Nova Scotia, 1758.
- McColl Nova Scotians in Massachusetts Marriages 1851-1910.
- The Search for American Civil War Veterans in Atlantic Canada.
- Inhabitants of Albermarle Street, Halifax, 1831.

Toronto Tree – vol. 34, Issue 4, July/August 2003 - Ontario Genealogical Society, Toronto Branch, P.O. Box 518, Station K, Toronto (Ontario) M4P 2G9.

Site: www.rootsweb.com/~onttbogs/torbranch.html

- Geographical Resources for Genealogists, Part 2.
- History of Toronto and County of York Database Update.
- St. Michael's Hospital Archives.

LES COURS DE DROIT À L'UNIVERSITÉ

(Au moyen âge), la salle de cours se composait de quatre murs, d'une chaire et d'un siège pour le maître. La pièce...n'était jamais chauffée; les fenêtres pas vitrées, le verre n'existant pas encore... Une simple chandelle suffisait pour éclairer la salle.

Il était ordonné aux élèves de se lever à cinq heures du matin, de se rendre d'abord à la chapelle pour y entendre la messe, et d'être à six heures au cours.

Le travail commençait à six heures pour finir à dix. À onze heures au plus tard, l'étudiant rentrait chez lui

pour prendre son dîner. À midi, il lui fallait être de retour à l'école... L'après-midi on repassait les leçons du matin...

Au cours, les élèves prenaient leurs notes sur un pupitre, qu'ils plaçaient sur leurs genoux... (Les pupitres) se composaient de deux tablettes de bois, réunies par trois planchettes verticales de façon à former... une petite boîte dans laquelle on rangeait les feuilles de vélin, le grattoir et les plumes. La tablette était munie d'une équerre, percée à son extrémité, pour y placer un encrier de corne.

Docteur CABANÈS. Moeurs intimes du passé, Quatrième série : La Vie d'Étudiant, Paris, Éditions Albin Michel, 1949. Pages 77 à 80.



ÉCHOS DE LA BIBLIOTHÈQUE

par Bibiane Ménard-Poirier (3897)

LES RÉPERTOIRES

DONS

ABITIBI, 3-8400-25, (comté Abitibi) Décès de l'Écho Abitibien 2002 - Liste alphabétique des inhumations consignées dans les registres paroissiaux d'Amos entre 1990 et 2002, PEPIN, Jean-Pierre-Yves, Les Éditions historiques et généalogiques Pepin, collection Notre Patrimoine national no 306, 2003, 306 pages. Donateur : Pepin, Jean-Pierre-Yves.

GRANDE-RIVIÈRE, 3-0200-17, (comté Gaspé-Est) Répertoire des naissances de la paroisse l'Assomption-de-Notre-Dame de Grande-Rivière 1851-2002 et tableaux d'ascendance, RÉHEL, Élaine, Les Éditions historiques et généalogiques Pepin, collection Notre patrimoine national no 308, 2003, 344 pages. Donateur : Pepin, Jean-Pierre-Yves.

GRANDE-RIVIÈRE, 3-0200-18, (comté Gaspé-Est) Répertoire des mariages et décès de la paroisse L'Assomption-de-Notre-Dame de Grande-Rivière, 1851-2002., RÉHEL, Élaine, Les Éditions historiques et généalogiques Pepin, collection Notre patrimoine national no 309, 2003, 510 pages. Donateur : Pepin, Jean-Pierre-Yves.

ACQUISITIONS

BELLECHASSE, 3-1500-1, (comté Bellechasse) Mariages du comté de Bellechasse, 1698-1991. Contient les actes de mariage des notaires du régime français, COLLABORATION, Société de généalogie de Québec, no 93, 2003, 537 pages.

BELLECHASSE, 3-1500-2, (comté Bellechasse) Mariages du comté de Bellechasse, 1698-1991. Contient les actes de mariage des notaires du régime français, COLLABORATION, Société de généalogie de Québec, no 93, 2003, 556 pages.

COCAGNE, 3-C010-76, (Nouveau-Brunswick) New Brunswick Acadian Parish. Registers, Cocagne, for the years 1800-1870, GRAHAM (Leblanc) Lois T., 2003, 153 pages.

COMTÉ MONTMAGNY, 3-1400-1, Répertoire des mariages du comté de Montmagny, COLLABORATION, Société de généalogie de Québec, no. 94, 2003, 565 pages.

COMTÉ MONTMAGNY, 3-1400-2, Répertoire des mariages du comté de Montmagny, COLLABORATION, Société de généalogie de Québec, no 94, 2003, 486 pages.

NEUVILLE, 2-2900-23, (comté Portneuf) Naissances et baptêmes de la paroisse Saint-François-de-Sales de Neuville depuis 1825 jusqu'en 1864. (Par ordre chronologique), COLLECTIF, Société d'histoire de Neuville, Les cahiers neuvillois, no 3, 2002, 257 pages.

NEUVILLE, 2-2900-24, (comté Portneuf) Naissances et baptêmes de la paroisse Saint-François-de-Sales de Neuville depuis 1865 jusqu'en 1932. (Par ordre chronologique), COLLECTIF, Société d'histoire de Neuville, Les cahiers neuvillois, no 4, 2002, 257 pages.

NEUVILLE, 2-2900-25, (comté Portneuf) Naissances et baptêmes de la paroisse Saint-François-de-Sales de Neuville depuis 1933 jusqu'en 2002. (Par ordre chronologique), COLLECTIF, Société d'histoire de Neuville, Les cahiers neuvillois, no 5, 2003, 223 pages.

RICHMOND, 3-3500-7, (comté Richmond) Naissances, mariages et décès des Protestants du comté de Richmond, 1820-1925, COLLABORATION, Société de généalogie des Cantons de l'Est inc., no 54, 2003, 447 pages.

ROTTERDAM, 3-E600-41, (New-York) Our Lady of the Assumption, Rotterdam, Burials, October, 1933 to June, 2002, COLLABORATION, American Canadian Genealogical Society, RP 075, 2002, 151 pages.

ROUVILLE, 3-5200-1, (comté Rouville) Mariages du Comté de Rouville, 1801-1991. (Mariages de Saint-Césaire; Sainte-Angèle de Monnoir; Marieville; L'Ange-Gardien; Rougemont; Saint-Paul d'Abbotsford), COLLABORATION, Société de généalogie des Cantons de l'Est inc., no 51, 2003, 482 pages.

ROUVILLE, 3-5200-2, (comté Rouvillle) Mariages du Comté de Rouville, 1801-1991. (Mariages de Saint-Césaire; Sainte-Angèle de Monnoir; Marieville; L'Ange-Gardien; Rougemont; Saint-Paul d'Abbotsford), COLLABORATION, Société de généalogie des Cantons de l'Est inc., no 51, 2003, 470 pages.

SAINTE-ÉLISABETH-DU-PORTUGAL, 3-6546-125, (Île-de-Montréal-ville) Baptêmes de Sainte-Élisabeth-du-Portugal de Montréal, 1894-1904, LEFEBVRE, Lise, Lefebvre, Lise, 2003, 102 pages.

SAINTE-SABINE, 3-1500-27, (comté Bellechasse) Répertoire et plan du cimetière de Sainte-Sabine, 1851-2002, COLLABORATION, Létourneau, Marc-Guy, no 29, 2003, 81 pages.

SCHENECTADY, 3-E600-42, (New-York) Sacred Heart, Schenectady, Burials, March, 1904 to September, 2001, COLLABORATION, American Canadian Genealogical Society, RP 063, 2001, 150 pages.

SCHENECTADY, 3-E600-43, (New-York) Saint Columba, Schenectady, Burials, December, 1909 to September, 1974, COLLABORATION, American Canadian Genealogical Society, RP 065, 2001, 152 pages.

WHITEHALL, 3-E600-44, (New-York) Notre Dame des Victoires, Whitehall, Burials, January, 1860 to December, 1997, COLLABORATION, American Canadian Genealogical Society, RP 033, 1998, 190 pages.

LES HISTOIRES DE FAMILLES

DONS

BELLEAU, 1-2, Blaise Belleau dit Larose et ses enfants, BELLEAU, Irène, 2003, 387 pages. Donateur: Belleau, Irène.

DEROME 1-1, Pérégrinations des DEROME dit DESCARREAUX par Magdeleine A. Bourget, 1997, 102 pages. Donateur : Bourget, Magdeleine A.

GAGNON, 1-40, Les Gagnon, Gaignon, Gangnon de France, GAGNON, Claude, 2003, 92 pages. Donateur: Gagnon, Claude.

PEPIN, 1-31, Les Pepin et les Laforce de la Pepiniere à Guillaume, LACHANCE, Louis; PEPIN, Laurette, s.p., Association des familles Pepin inc, 2003, 391 pages. Donateur : Pépin, Laurette, s.p. et Lachance, Louis.

PEPIN, 1-23, Sur les traces historiques de Marie Creste et Robert Pepin et leur descendance, 1721-1730 (transcriptions

d'actes notariés), PEPIN, Jean-Pierre-Yves, Association des familles Pepin inc, 2003, 423 pages. Donateur : Pepin, Jean-Pierre-Yves.

ACQUISITIONS

TREMBLAY, 1-8, Répertoire des mariages Tremblay, COLLABORATION, Association des Tremblay d'Amérique, 2003, 452 pages.

TREMBLAY, 1-9, Répertoire des mariages Tremblay, COLLABORATION, Association des Tremblay d'Amérique, 2003, 410 pages.

TREMBLAY, 1-10, Répertoire des mariages Tremblay, COLLABORATION, Association des Tremblay d'Amérique, 2003, 410 pages.

LES MONOGRAPHIES DE PAROISSE

DONS

MURDOCHVILLE, 2-0300-4, Murdochville, 1953-1993 (40 ans), COLLABORATION, Comité des fêtes du 40^e, 1993, 52 pages. Donateur : Castilloux, Lovia.

SAINT-AMBROISE-DE-KILDARE, 2-5800-12, Saint-Ambroise-de-Kildare, un village au Québec., LAPIERRE, J.-Claude, Comité des fêtes du 150e anniversaire, 534, 50 pages. Donateur : Gilbert-Léveillé, Pierrette.

SAINT-BASILE, 2-C010-21, Saint-Basile, Berceau du Madawaska, 1792-1992, COLLABORATION, Éditions du Méridien, Collection histoire urbaine, 1992, 452 pages. Donateur: Cyr, Alphée.

SAINT-CUTHBERT, 2-4900-11, La paroisse de Saint-Cuthbert, 1765-1980, AUBIN, Florian, Le Comité du Livre de Saint-Cuthbert, 1981, 825 pages. Donateur : Gilbert-Léveillé, Pierrette.

SAINT-CUTHBERT, 2-4900-12, La paroisse de Saint-Cuthbert, 1765-1980, AUBIN, Florian, Le Comité du Livre de Saint-Cuthbert, 1982, 680 pages. Donateur : Gilbert-Léveillé, Pierrette.

SAINT-ESPRIT, 2-6100-14, Étude historique de la paroisse de sa fondation à nos jours, BRISSON, Estelle, 1982, 382 pages. Donateur : Gilbert-Léveillé, Pierrette.

SAINT-FÉLIX-DE-VALOIS, **2-5800-11**, Faits et images de Saint-Félix-de-Valois, EMERY, Isabelle; RAINVILLE, Christiane, N/D, 1983, 613 pages. Donateur : Gilbert-Léveillé, Pierrette.

SAINT-GÉDÉON, 2-2300-32, Un souvenir pour l'avenir, Saint-Gédéon de Beauce, 1890-1990, COLLABORATION, Comité des fêtes du centenaire, 1990, 585 pages. Donateur : Gilbert-Léveillé, Pierrette.

SAINT-THÉOPHILE, 2-2300-33, Saint-Théophile. Une paroisse de souche Acadienne, 1886-1986, COLLABORATION, La Société historique de Saint-Théophile, 1986, 443 pages. Donateur : Gilbert-Léveillé, Pierrette.

ACQUISITIONS

ÎLE D'ORLÉANS, 2-1600-32, L'alimentation traditionnelle à l'île d'Orléans, COLLABORATION, Éditions Garneau, 1977, 156 pages.

ÎLE D'ORLÉANS, 2-1600-33, L'île d'Orléans, un enchantement, COLLABORATION, Les Éditions du Chien Rouge, 1999, 50 pages.

ÎLE D'ORLÉANS, 2-1600-34, L'île d'Orléans - Aux sources du peuple québécois et de l'Amérique française, LESSARD, Michel, Les Éditions de l'Homme, 1998, 415 pages.

LES RÉFÉRENCES

DONS

ASSEMBLÉE NATIONALE, 8-3000 col-, Le journal des débats de l'assemblée nationale du Québec. Le référendum 1980, Collaboration, Assemblée nationale du Québec, 1980, 1020 pages. Donateur : Brochu, Renaud.

ÉGLISES- CHURCHES, 5-4500 ano, Yearbook of American and Canadian churches, 1999. Special retrospective at Century's Close, ANONYME, Lindner, Eileen W., 1999, 408 pages. Donateur: Sévigney, Robert.

RECENSEMENTS, 5-4000 col-, Catalogue de recensements sur microfilm 1901- Catalogue of Census returns 1901, HILLMAN, Thomas A., Archives nationales du Canada, 1993, 196 pages. Donateur: Boissonneault, Claudette.

ACQUISITIONS

DICTIONNAIRE, 5-1000 cou-, La Mémoire du Québec de 1534 à nos jours. Répertoire des noms propres, COURNOYER, Jean, Les Éditions Stanké, 2001, 1861 pages.

DICTIONNAIRE, 5-6300 mor-, Dictionnaire étymologique des Noms de famille, MORLET, Marie-Thérèse, Librairie Académie Perrin, 1991, 1028 pages.

FAMILY TREES, 5-1000 lab-4, "200" Family Trees from France to Canada to U.S.A., LABONTE, Youville, 2003, 200 pages.

FAMILY TREES, 5-1000 lab-44, "200" Family Trees from France to Canada to U.S.A., LABONTE, Youville, 2003, 190 pages.

GÉNÉALOGIE-HISTOIRE, 4-7000 col-, Généalogie et histoire locale d'avant 1900, COLLABORATION, Institut canadien de microreproductions historiques, 1995, 514 pages.

TOPONYMIE, 8-9100 poi-, La toponymie historique et actuelle de l'île d'Orléans., POIRIER, Jean, M.A., Réédition de la Fondation Minigo, 2002, 137 pages.

CATHÉDRALE COÛTEUSE

La cathédrale de L'Immaculée-Conception de Trois-Rivières a été consacrée par Mgr Thomas Cooke le 29 septembre 1858. Cette cathédrale, les fidèles l'avaient trouvée trop coûteuse dès l'annonce de sa construction. Pour la payer, l'évêque comptait beaucoup sur le profit qu'il ferait en revendant au chemin de fer du Nord un certain nombre de terrains. Malheureusement, le chemin de fer n'est jamais allé à Trois-Rivières et

l'évêque a été obligé éventuellement de faire savoir à ses ouailles qu'il avait une dette de 96 000 \$. L'abbé Louis-François Laflèche, futur successeur de Mgr Cooke, a été chargé de s'occuper de l'affaire, et a réussi à éviter la faillite en prenant des arrangements avec les créanciers et en sollicitant des dons des paroisses du diocèse.

Dictionnaire biographique du Canada VIII. Québec. Presses de l'Université Laval. 1985.

NOUVEAUX MEMBRES DU 1er MAI AU 30 OCTOBRE 2003

5209	CLENDENAN, Steven	Toronto	5243	PLAMONDON, Raymond	Québec
5210	PAQUIN, Daniel	Saint-Rédempteur	5244	TRUDELLE, Desneiges	Charlesbourg
5211	ASS. DESC. LOUIS TÉTRAULT	Montréal	5245	HOUDE, André	Charlesbourg
5212	JOBIN, René	Québec	5246	MOISAN, Lucie	Saint-Raymond
5213	BLOUIN, Jacques	Charlesbourg	5247	LABADIE, Raymond	Lévis
5214	GAUTHIER, Sylvie	Montréal	5248	PARÉ, Rose-Marie	Québec •
5215	LIMOGES, Edmond	Lac-Saint-Charles	5249	DUBEAU, Pascal	Québec
5216	PELLETIER, Louise	Montréal	5250	мсситснеом, Danielle	Stoneham
5217	Bernier, Yves	Sillery	5251	LEROUX, Jean	Stoneham
5218	LECLERC, Annie	Sainte-Foy	5252	RICHARD, Michèle	Sainte-Foy
5219	NADEAU, Luc	Sainte-Foy	5253	QUIMPER, Ghislain	Sainte-Marie-de-Beauce
5220	DESJARDINS, Réjean	Sainte-Foy	5254	Brousseau, Cécile	Beauport
5221	GROS-LOUIS, Hélène	Wendake	5255	GRENIER, Jacques	Beauport
5222	MERCIER, Josette	La Baie	5256	GINCHEREAU, Normande	Charlesbourg
5223	FAUCHON, Gilbert	Saint-Étienne	5257	FOREST, Joan	Québec
5224	LAMARCHE, Paul	Terrebonne	5258	PLANTE, Réna Mae	Les Saules
5225	LORTIE, Pierre	Pincourt	5259	BOURASSA, Daniel	Loretteville
5226	WEAVER, Paulette Lagassé	Center Harbor, NH	5260	SMITH, Donald	Sillery
5227	MALO, Irène	Sainte-Adèle	5261	O'BLENES, Kathy	Québec
5228	DESJARDINS, Michel	Vanier	5262	DOUCET, Pierre	Québec
5229	MOSS WILLIAM, Archéologue principal	Québec	5263	COLLINS, Joseph Georges Paul	Sainte-Foy
5231	TÊTU, Marcel	Saint-Agapit	5264	ROUSSEAU, Alexandre	Sainte-Foy
5232	TREMBLAY, Maggie	Loretteville	5265	AUBÉ, Mario	Sainte-Claire
5233	MORNEAU, Marc	Beauport	5266	LARIVÉE, Jean-Pierre	Saint-Victor
5234	PAGÉ, Yves L.	Charny	5267	GUAY, Jacques	Charlesbourg
5235	ROUSSEAU, Jacques	Charlesbourg	5268	SAINT-PIERRE, Denis	Saint-Étienne
5236	JUTRAS, François	Beauport	5269	SAVARD, André	La Malbaie
5237	BOLDUC, Jean-Guy	Val Bélair	5270	ARSENEAULT, Rose	Sillery
5238	LÉTOURNEAU-ROY, Marguerite	Montmagny	5271	LANGELIER, Jacques	Lévis
5239	MERCIER, Claudine	Québec	5272	LACHAPELLE, Jean	Cap-Rouge
5240	FORTIER, Jean-Guy	Beauport	5273	SAMSON, Louis	Lévis
5241	ROCHELEAU, Suzanne	Charlesbourg	5274	JULIEN, Louise-Hélène	Cap-Rouge
5242	ST-LAURENT, J. Augustin	Cap-Chat			

ÉCHANGES DE REVUES

Tout organisme intéressé à échanger son bulletin ou sa revue portant sur la généalogie, l'histoire ou le patrimoine, en retour de la revue L'Ancêtre, peut contacter la Société au $\underline{sgq@total.net}$.

Merci de votre contribution



PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE QUÉBEC

par Michel Lamoureux (4705)

A-	OUVRAGES DE RÉFÉRENCE	
No 44	Les terres de L'Ange-Gardien, Côte-de-Beaupré par R. Gariépy, index et carte inclus, 1984, 672 pages.	38 \$
No 45	Mariages du district de Rimouski, 1701-1992, SGEQ. 101 paroisses, 64 194 mariages. Comprend la série # 45 de la SGQ avec corrections et additions. Classement par noms des époux, 2 tomes, 1998, 960 pages.	70 \$
No 46	Mariages du district de Rimouski, 1701-1992, SGEQ. 101 paroisses, 64 194 mariages. Comprend la série # 45 de la SGQ avec corrections et additions. Classement par noms des épouses, 2 tomes, 1998, 952 pages.	70 \$
No 51	Répertoire des officiers de milice du Bas-Canada, 1830-1848 par Donis Racine, 1986, 275 pages.	27 \$
No 52	B. M. S. de St-François-de-la-Nouvelle-Beauce, Beauceville, 1765-1850 par P. GLéveillé, 1986, 305 pages.	27 \$
No 53	Répertoire des registres d'état civil catholiques et des toponymes populaires du Québec par R. Grenier, 1986	27 \$
No 55	Les Bretons en Amérique du Nord, (Familles de Bretagne), des origines à 1770 par Marcel Fournier. Comprend 2 380 biographies de Bretons venus en Amérique avant 1770, 1987- VIII, 424 pages.	38 \$
No 58	B.M.S. et ann. marginales de la par. Sacré-Coeur d'East-Broughton, 1871-1987, Gilles Groleau, 1988, 512 pages.	38 \$
No 59	Mariages MRC Rivière-du-Loup, 1813-1986, KRT, 5 paroisses, 10 251 mariages, 1988, 546 pages.	45 \$
No 60	Mariages MRC Rivière-du-Loup, 1766-1986, KRT, 11 paroisses, 12 242 mariages, 1989, 378 pages.	35 \$
No 61	Mariages MRC Les Basques, 1713-1986, KRT, 7 paroisses, 8 955 mariages, 1989, 505 pages.	43 \$
No 62	Mariages MRC Témiscouata, 1861-1986, KRT, 18 paroisses, 13 984 mariages, 1991, 439 pages.	38 \$
No 63	Mariages de l'Ancienne-Lorette, 1695-1987, par Gérard-E. Provencher, 1988, 362 pages.	35 \$
No 64	Les terres de Ste-Anne-de-Beaupré par R. Gariépy, corrections et additions, carte incluse, 1988, 644 pages.	52 \$
No 65	Mariages de la Moyenne-Côte-Nord, 1846-1987 par Réal Doyle. Comprend les mariages du district judiciaire de Sept-Îles, de Franquelin jusqu'à Moisie y compris les villes nordiques, 10 342 mariages, 1988, 607 pages.	45 \$
No 66	Mariages de la Basse-Côte-Nord, 1847-1987, par Réal Doyle. Comprend les mariages catholiques et protestants de la Basse-Côte-Nord, entre Moisie et Lourdes de Blanc-Sablon, 6 470 mariages, 1989, 330 pages.	30 \$
No 67	Mariages du Québec métropolitain, 1918-1987, collectif, 5 paroisses, 8 206 mariages, tome 1, 1989, 549 pages.	45 \$
No 68	Mariages du Québec métropolitain, 1907-1988, collectif, 6 paroisses, tome 2, 1990, 455 pages.	40 \$
No 69	Mariages de Loretteville, 1761-1989, par Gérard E. Provencher, 7 760 mariages, 1992, 254 pages.	27 \$
No 70	Mariages du Saguenay-Lac-St-Jean, 1842-1971, SGS, SOREP, 102 paroisses, 91 025 mariages. Classement par noms des époux et des épouses, 4 tomes, 1991, 2744 pages.	200 \$
No 71	Mariages du comté de Lévis, 1679-1990, avec corrections de 1992, par Guy St-Hilaire, 18 paroisses, 41 753 mariages. Classement par noms des époux et des épouses, 2 tomes, 1992, 1419 pages.	90 \$
No 72	Les terres de Château-Richer, 1640-1990 par R. Gariépy, 44 tab. gén., index et carte incluse, 1993, 734 pages.	58 \$
No 73	Mariages de la Haute-Côte-Nord, 1668-1992 par Raymond Boyer, Réjeanne Delarosbil et Réal Doyle. Comprend les mariages de Baie-Comeau à Tadoussae, 17 689 mariages, 1993, 576 pages.	43 \$
No 77	Mariages de la Beauce, 1740-1992, KRT, 34 paroisses, 55 123 mariages. Classement par noms des époux et des épouses, 2 tomes, 1995, 1669 pages.	100 \$
No 79	Mariages du comté de Dorchester, 1824-1992, KRT, 18 paroisses, 24 142 mariages, 1995, 777 pages.	48 \$
No 80	Mariages du comté de Montmorency, incluant l'Île d'Orléans, 1661-1992, 23 779 mariages, 1996, 730 p.	54 \$
No 81	Mariages du grand Beauport, 1671-1992, 13 paroisses, 19 503 mariages, 1996, 601 pages.	48 \$
No 82	Complément aux répertoires de mariages des paroisses de la ville de Québec, 36 paroisses, de Portneuf, 27 paroisses, de la banlieue nord de la ville de Québec, 20 paroisses, de la banlieue ouest de la ville de Québec 19 paroisses, du Palais de justice de Québec, 1969-1992, 8 282 mariages, et du comté de Lévis, 1992, 17 paroisses, 53 071 mariages, 2 tomes, 1996. Tome I, 828 pages, tome II, 815 pages.	98 \$
No 83	Les terres de Saint-Joachim, Côte de Beaupré, des origines au début du XX ^e siècle par R Gariépy, 33 tableaux généalogiques, index et carte inclus, 1997, 472 pages.	40 \$
No 85	Mariages du comté de Lotbinière, 1702-1992, collectif, 25 paroisses, 27 724 mariages, classement par noms des époux et des épouses, 2 tomes, 1999, 817 pages.	74 \$
No 86	Index consolidé des mariages et des décès du MSSS-ISQ-SGQ de 1926 à 1996. Ne peut être vendu qu'au Québec aux sociétés de généalogie et aux bibliothèques publiques avec section généalogique. Cédérom - Mariages, 2 457 000 fiches. Cédérom - Décès, 2 748 000 fiches. Coffret - cédéroms des mariages et décès.	425 \$ 425 \$ 825 \$
	Cornet - concroms has manages et deces.	023

No 8	Répertoire des officiers de milice de Bas-Canada, 1846-1868, Volume 2, par Denis Racine, 2000, 380 pages.		35 \$	
No 8	Dictionnaire généalogique des Îles-de-la-Madeleine, 1793-1948 par Dennis M. Boudreau, 2001, 3900 pages			
No 9	Mariages du comté de Kamouraska, 1685-1990, KRT, 18 paroisses, 30 174 mariages, révisé 2002. Classement par noms des époux et des épouses, 2 tomes, A-L 681 pages, M-Z 438 pages, total 1 119 pages.		78 \$	
No 9	Les grandes famillesSaint-Urbain, (1827-2000), région de Charlevoix, compilé par Alain Anctil-Tremblay et Chantal Gravel. 482 pages dont 84 de photos représentant 818 personnes.		40 \$	
No 9	Répertoire des mariages de la division de Bellechasse 1696-1991 cn collaboration Tome I de A - K, 540 pp. Tome 2 de L - Z, 559 pages.		90 \$	
No 9	Répertoire des mariages de la division de Montmagny 1686-1991 en collaboration Tome 1 de A - G, 568 pp. Tome 2 de H - Z, 489 pages.		88 \$	
No 9	Répertoire des mariages de la division de L'Islet 1679-1991 en collaboration Tome 1 de A - G, 482 pp. Tome 2 de H - Z, 425 pages.		80 \$	
No 9	6CD Cédérom du répertoire des Îles-de-la-Madeleine, les 4 tomes du numéro 89 plus un supplément de 150 pages de révisions et mises à jour (frais de poste inclus dans le 75\$)		75 \$	
No 9	Supplément au Dictionnaire des Îles-de-la-Madeleine (no. 89) à paraître		25 \$	
В-	<u>L'ANCÊTRE</u>			
	1-Bulletin - numéros individuels	Par la poste :	5,50 \$	
	1-Bulletin - numéros doublés à compter de octobre-novembre 1998 à mai-juin 2001	Par la poste :	8 \$	
	1-Revue trimestrielle à compter de septembre-octobre 2001	Par la poste :	10\$	
	Les 25 premiers volumes, septembre 1974 à juin 1999 (250 numéros)		500 \$	
C-	<u>CARTES HISTORIQUES</u>			
	2-Île d'Orléans, par Robert Villeneuve, 1689. Redessinée par G. Gallienne, 1963; 31x76 cm.		3 \$	
	3-Région de Québec, par Gédéon de Catalogne, 1709. Redessinée par G. Gallienne, 1974; 68 x 122 cm.		5 \$	
	4-Région de Montréal, par Vachon de Belmont, 1702. Redessinée par G. Gallienne, 1977; 83 x 99 cm.		6\$	
	5-Neuville (Histoire des terres, 1ère concession) 2 eartes avec index		10 \$	
	6-Carte de France (Mes origines en France) Provinces et départements (Archiv-Histo)		10\$	
D-	TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES			
	08-Titre d'ascendance (SGQ) 12 générations - 11" x 17"		3 \$	
	09-Titre d'ascendance (SGQ 14 générations - 11" x 17"		3 \$	
	10-Tableau généalogique (R. Gingras) 10 générations - 24" x 35"		5 \$	
	11-Titre d'ascendance (R. Gingras) 11 générations - 9 3/4" X 14"		2 \$	
	12-Tableau des Ancêtres (B. Lebeuf) 12 générations - 17 1/2" x 23"		5 \$	
	14-Tableau des Ancêtres (B. Lebeuf) 14 générations - 17 1/2" x 23"		6\$	
	15-Tableau généalogique (C. Rivest) 12 générations - 15 1/2" x 18"		7 \$	
	18-Tableau pour enfants (J. Lindsay) 6 générations - 11" x 17" (en couleur)		5 \$	
	22-Le Grand livre des Ancêtres (HP. Thibault) 11 générations		20 \$	
	23-Le Grand livre des Ancêtres (H. P. Thibault) 12°, 13°, 14° générations		8 \$	
	24-Journal de famille (Jacqueline FAsselin)		6\$	
E-	<u>DIVERS</u>			
	26-Épinglette au logo de la Société de généalogie de Québec		5 \$	
	29-Formulaires de saisie de baptêmes (B), mariages (M) ou sépultures (S) Tablettes de 100 feuilles B (), SPÉCIFIEZ	7 \$	
	30-La Paléographie, lecture des écritures anciennes (Michel Langlois)		30 \$	
	31-Manuel d'instructions : Brother's Keeper pour tous (Version 6.1)		23 \$	

Par la poste

Toute commande est payable à l'avance par chèque ou mandat fait au nom de la Société de généalogie de Québec. Les frais de poste doivent être ajoutés au total de la commande : <u>Canada : 10% (minimum 7 \$)</u>; autres pays : 15% (minimum 10 \$). <u>Taux de change US : 30%</u>

Adresse: Société de généalogie de Québec, C. P. 9066, Sainte-Foy (Québec) G1V 4A8

Courriel: sgq@total.net Site Internet: http://www.sgq.qc.ca Télécopie: (418) 651-9127

Rabais

Un rabais de 10% est accordé pour tout achat de 250 \$ et plus sauf pour les articles numéros 86 et 89. Prix sujets à changements sans préavis

Septembre 2003



Centre Trique

235, boulevard Charest Est Québec, Québec G1K 3G8 Téléphone: (418) 648-1911 Télécopieur (418) 529-7148

Pour imprimer, ou reproduire les documents qui témoignent de notre héritage et que vous voulez transmettre à la postérité, pensez "Les Copies de la Capitale"!



648-1911

Vous êtes notre priorité

www.copies-capitale.qc.ca

Une histoire de la petite école, des débuts de la colonie jusqu'aux années 1960.



CAP-AUX-DIAMANTS

Enrichir le terreau où se dresse votre arbre

> CET HIVER: LA FOURRURE!

(418) 656-5040 ◆ revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca ◆ capauxdiamants.org

RENCONTRES MENSUELLES

Endroit:

Centre Brûlart

1229, avenue du Chanoine-Morel

Sillery (Ouébec)

Heure: 19 h 30

Frais d'entrée de 5 \$ pour les non-membres 1. Le mercredi 21 janvier 2004

Conférencier: Réjean Lemoine

Sujet: Les développeurs du quartier Limoilou

2. Le mercredi 18 février 2004

Conférencier: Jacques Lacoursière

Sujet : Vos ancêtres et les Jugements et Délibérations du Conseil

souverain

3. Le mercredi 17 mars 2004

Conférencier: René Hardy

Sujet: Les Zouaves pontificaux au Québec



Société de généalogie de Québec

CENTRE DE DOCUMENTATION ROLAND-J.-AUGER

Local 4266, pavillon Louis-Jacques-Casault, Université Laval À COMPTER DE JANVIER 2004, L'ACCÈS SE FERA PAR LE 3^E ÉTAGE, AUX ANQ

COLLECTION DES MICROFILMS DROUIN DISPONIBLES POUR CONSULTATION

Publications de la Société :

Lundi: Fermé

Mardi: 10 h à 21 h 30

Mercredi: 18 h 30 à 21 h 30

Jeudi: 13 h à 16 h

Vendredi: Fermé

(2e, 3e et 4e) 10 h à 16 h Samedi:

Répertoires, tableaux généalogiques, cartes, logiciels, etc.,

disponibles aux heures d'ouverture.

Les achats de publications débutent 30 minutes après l'ouverture du centre et se terminent 30 minutes avant l'heure de fermeture.

Archives nationales







Manuscrits et microfilms

10 h 30 à 16 h 30 Lundi, jeudi et vendredi: Mardi et mercredi: 10 h 30 à 21 h 30

Samedi:

8 h 30 à 16 h 30

La communication des documents se termine 15 minutes avant l'heure de fermeture.

Local 3112, pavillon Louis-Jacques-Casault Université Laval

Bibliothèque : archivistique, généalogie, histoire du Québec et de l'Amérique française et administration gouvernementale Lundi au vendredi: 10 h 30 à 12 h et 13 h à 16 h 30

Archives iconographiques, cartographiques, architecturales et audiovisuelles

Lundi au jeudi: 10 h 30 à 12 h et 13 h à 16 h 30

Nouveauté Registres numérisés d'état civil

Ce nouveau produit destiné aux bibliothèque publiques, aux société d'histoire et de généalogie, et au milieu des chercheurs, permet de consulter les registres de l'état civil du Québec et des autres régions couvertes par les microfilms du Fonds Drouin depuis un poste de travail.

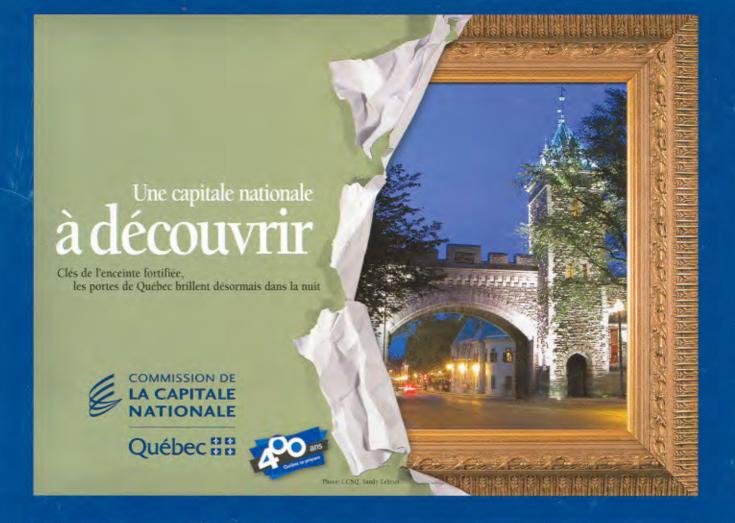
En d'autres mots, en utilisant un logiciel d'affichage d'image comme ACDSEE, on navigue parmi les répertoires d'images et on choisit une année ou un bloc d'années. Le principal avantage par rapport au microfilm est qu'il n'est plus nécessaire de manipuler physiquement la bobine de microfilm (donc, pas de centralisation des bobines et que la sélection d'image est beaucoup plus rapide car elle vient d'une banque colossale d'images. L'image numérisée est améliorée et plus claire : l'image peut-être manipulée, téléchargée, transférée vers sa recherche personnelle. À ce jour, plus du quart (1/4) de la collection du Fonds Drouin est disponible, soit plus de 900 000 images montrant plus de un million huit cent mille pages (1 800 000) de registres. Une grande ville dont la bibliothèque a plusieurs succursales peut même avoir des postes de travail dans toutes ses succursales. libéralisant ainsi l'accès à la recherche de premières mains.

Toute personne intéressée peut voir le fonctionnement de cette banque de données aux locaux de la Société historique et culturelle du Marigot.

> Pour de plus amples informations communiquez à l'adresse suivante : Institut généalogique Drouin a/s Jean-Pierre Pepin 2855, rue Belcourt Longueuil (Québec) J4M 2B2 Téléphone : (450) 448-1251

Télécopieur : (450) 448-7865

Courriel: jean-pierre.pepin@sympatico.ca





L'histoire au Septentrion



Jean-Jacques Simard La Réduction

L'Autochtone inventé et les Amérindiens d'aujourd'hui

Sorte d'adieu à l'« Autochtone inventé», ce livre crucial, assis sur une complicité durable, à la fois pratique et réfléchie, avec certains « Amérindiens d'aujourd'hui », nourrit d'illustrations concrètes une espérance réalisable : celle de sortir ensemble, Autochtones et Autres, du régime historique de « la Réduction ».



L'auteur a retenu 476 îles sur les 2713 dénombrées. Elle nous promène en douceur d'une île à l'autre et nous offre, comme le souligne Hugues Morrissette, « une mine de renseignements inédits sur cet univers insulaire peu connu dans son ensemble. La multiplicité et la belle diversité des îles du Saint-Laurent y sont remarquablement bien soulignées ».



Louis Ceraellier A RRULE POURPOINT Intervenieur extrae

Louis Cornellier À Brûle-pourpoint Interventions critiques

Peser les idées reçues, les contester et les éprouver pour en connaître la vraie valeur. Peut- être pour finir par y adhérer, parfois, mais souvent pour les dégonfier. Voilàs la mission du polémiste qui refuse que les idées s'imposent sans qu'on sache vraiment ce qu'elles ont dans le corps. Louis Cornellier aime polémiquer. Cet ouvrage en témoigne.

Jean Ferguson L'Algonquin Gabriel Commandant Biographie romancée d'un pionnier de l'Abitibi

Gabriel Commandant est né sur une réserve algonquine située près de Maniwaki en 1891. Sept ans plus tard, l'Abitibi est rattachée au Québec. Il y fera sa vie et marquera profondément le développement de sa région. Entre les mains d'un fabulateur aussi doué que Ferguson, il sort de la légende auréolé de mystère. Est-ce que tout est vrai ?



SEPTENTRI